

Coup de force à Manille

Le ministre de la défense appelle à la révolte contre M. Marcos

La guerre civile menaçait les Philippines le samedi 22 février : le ministre de la défense, M. Juan Posco Enrile, et le commandant adjoint des forces armées, le général Fidel Ramos, ont en effet annoncé qu'ils rompaient tout rapport avec le président Marcos, dont ils ont contesté l'élection. Ils ont aussi lancé un appel aux forces armées et aux autres ministres du gouvernement pour qu'ils se joignent à eux.

Retranchés dans le ministère de la défense, occupé par des troupes fortement armées, les deux hommes ont déclaré au cours d'une conférence de presse : « Nous nous battons pour la démocratie et la liberté. Nous sommes prêts à mourir pour la liberté et la démocratie. Nous sommes prêts à mourir pour la liberté et la démocratie. Nous sommes prêts à mourir pour la liberté et la démocratie. »

Ariane à l'heure juste

La fusée européenne a mis sur orbite les deux satellites Spot et Viking

Le tir d'Ariane a été un succès. Toutes les opérations se sont déroulées exactement à la seconde près. A 2 h 44 (heure de Paris), samedi 22 février, le lanceur européen a quitté le centre spatial guyanais de Kourou et, quinze minutes plus tard, il a déployé les deux engins placés à son bord : le satellite français d'observation de la Terre Spot-1 (le Monde du 22 février) et le satellite scientifique suédois Viking.

d'Ariane, le 13 septembre dernier, et qui porte à treize tirs réussis sur seize le palmarès du lanceur. Ce succès a fait franchir à l'Europe « une nouvelle étape dans la conquête de l'espace », a déclaré M. Mitterrand dans un message de félicitations qu'il a adressé, samedi matin, au président du Centre national d'études spatiales, M. Jacques-Louis Lions. « Le septième tir du lanceur Ariane a confirmé les espoirs que la France et l'Europe ont mis dans ce programme », a ajouté le président de la République.

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Un millier de personnes dans le hall et l'amphithéâtre de l'université Paul-Sabatier, de Toulouse : le lancement du premier satellite français d'observation de la Terre, Spot-1, était l'occasion d'un grand rassemblement où constructeurs et futurs utilisateurs du satellite se croisaient dans un amable brouhaha. Deux avions charters avaient amené de Paris une bonne part des invités, qui se préparaient à passer une nuit blanche avant de revenir à l'aube dans la capitale.

C'était « la Nuit de Spot », grande manifestation audiovisuelle, avec projection de films, retransmission des derniers préparatifs d'Ariane depuis Kourou, puis du tir, puis des commentaires.

Pourquoi Toulouse ? Parce que le programme Spot est d'abord toulousain. En 1968, le Centre national d'études spatiales (CNES) décentralise de Brétigny-sur-Orge (Essonnes) à Toulouse toute son activité de construction de satellites, la seule direction des lanceurs restant à Brétigny. Une décentralisation est toujours une épreuve pour les personnels concernés. D'autre part, le début des années 70 est pour le développement spatial français une période d'incertitude. Il faut franchir le pas entre les premières tentatives d'expérimentation et l'engagement de programmes importants qui auront des retombées économiques significatives.

Le gouvernement hésite chaque fois qu'il doit décider d'un projet européen. Bref, le centre toulousain du CNES ne sait pas très bien quel rôle il devra jouer. Il lui manque un grand programme, propre à mobiliser les énergies.

MAURICE ARVONNY.
(Lire la suite page 8.)

Avec ce numéro
LE MONDE
AUJOURD'HUI
Il était une fois la télévision

Pologne : verdict sévère pour trois dirigeants de l'opposition

Lech Walesa y voit « une nouvelle preuve que le pouvoir entend poursuivre sa politique de répression »

PAGE 3

La guerre du Golfe

L'état-major irakien admet que la reconquête sera longue et coûteuse

PAGE 5

Datos (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (6) • Société (7 et 8) • Culture (9) • Communication (9) • Régions (12) • Economie (13 à 15) • Mots croisés (11) • Carnet (8) • Programme des spectacles (10) • Radio-télévision (11) • Météorologie (11)

M. LE PEN SUR TF 1

comme le plus calomnié de France

Les grands témoins de la vie de M. Le Pen ont débattu avec lui samedi 22 février sur TF 1. Le président du Front national a été l'invité principal de la soirée. Il a répondu à des questions de journalistes et a tenu un discours qui a été diffusé en direct. M. Le Pen a déclaré qu'il était le plus calomnié de France et qu'il avait été victime de nombreuses attaques injustifiées. Il a également évoqué son engagement politique et son rôle dans la vie de la France.

NO: LE BON CHOIX

- Vente à partir de 3.900 F ou 218,21 F par mois
- Crédit souple et personnalisé
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés
- Location à partir de 235 F par mois
- Service après-vente garanti

ai roman-fleuve: le Rhin

5 JOURS 4 PAYS
En cabine 2 lits bas
Sont privés
5 414 F

Le Rhin, en passant par Strasbourg, est le plus beau fleuve d'Europe. Vous pouvez profiter de la beauté de ce fleuve en croisière. Les cabines sont confortables et équipées de tout le nécessaire pour un séjour agréable. Les excursions sont très intéressantes et permettent de découvrir les sites historiques et culturels du Rhin.

Quelle majorité pour quel progrès ?

Démouant, le vendredi 21 février à Montpellier, F-16e droite selon laquelle « la droite ferait la même politique que la gauche », M. Laurent Fabius a déclaré : « Si l'on veut une politique de progrès, il faut voter pour une majorité de progrès. »



« Majorité de progrès » : la bonne formule. Magique, elle nourrit la conviction que les socialistes ne mènent pas campagne pour rien. Il ferait beau voir qu'un parti de cette importance oublie pour le 16 mars la finalité de toute formation politique : l'exercice du pouvoir.

Des socialistes avaient imaginé d'autres formules : le Front républicain — idée élaborée autour de M. Fabius — que M. Jospin a refusé au cours de l'été 1985; une sorte de rassemblement pour la République moderne, selon les vœux des amis de M. Chevènement. L'année, c'est que la République et les républicains appartiennent à tout le monde, que chacun y met ce qu'il veut et que, fondus dans la masse, les socialistes ne s'appartiendraient plus.

Va pour la « majorité de progrès ». Après tout, on n'a jamais

trouvé mieux pour gouverner en démocratie qu'une majorité indiscutable et, pour qualifier les socialistes, que le « progrès », ennemi du conservatisme. M. Fabius, Jospin et Joxe répètent la nuit. Majorité de gauche ? Audacieux. Les socialistes, en raison de l'effondrement du Parti communiste, l'admettent.

Quelle majorité donc ? A observer à la loupe les listes de candidats d'opposition éligibles — orthodoxes ou dissidents, — qui

découvrira un seul homme susceptible de s'en détacher, après le 16 mars, et à bref délai ? Lequel se joindrait aux socialistes pour former cette majorité, « sans avoir pour objectif de se heurter politiquement au président de la République » évidemment, mais aussi « avec pour objectif de poursuivre le septennat dans le sens du progrès économique et social », selon l'exposé des motifs fourni le 19 février à Antenne 2 par M. Jospin ?

Pourtant, la formulation utilisée par le premier secrétaire du PS devrait rassembler une majorité dans le pays. Selon les sondages, les Français ne veulent ni d'une crise politique, ni chasser M. Mitterrand; et l'on ne voit pas pourquoi ils seraient hostiles au « progrès économique et social ». Mais à l'Assemblée nationale, c'est une autre paire de manches. La représentation parlementaire, émanation logique d'un combat partisan — « les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage » dit la Constitution — n'exprime pas toujours les espoirs et pas longtemps les fantasmes des électeurs.

On élabore un programme qui les conforte, et l'on prépare une

politique qui parfois s'en éloigne. On parle consensus et l'on se comporte comme si l'accord n'existait pas... On frappe à la porte pour proposer la cohabitation et l'on pose, de l'autre main, de gros verrous.

Cet écart entre les intentions affichées et la préparation de l'action est déjà perceptible à droite. A y regarder de près, il s'agrandit dans trois domaines :

— L'idée de cohabitation : sur des analyses et pour des raisons différentes, MM. Barre et Fabius assurent qu'elle vaudra aux Français une « pagaille » de première grandeur. Ceux qui la défendent, M. Chirac — premier ministre en puissance — et M. Giscard d'Estaing, donnent quelque constance à ce reproche en définissant les rôles respectifs du chef de l'Etat et du chef de gouvernement de telle sorte qu'ils interdisent l'accès à une coexistence pacifique. Quant à M. Mitterrand, il les entraîne vers cette incohérence en réaffirmant très vite la prééminence de sa fonction.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 6.)

Le Monde

dossiers et documents

NUMÉRO SPÉCIAL

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOSSIERS ET DOCUMENTS : LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

FÉVRIER 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 13 F

Volkswagen reprend l'offensive

En s'assurant le contrôle de SEAT, le constructeur allemand conforte sa première place en Europe

Après un an et demi de négociations, le numéro un de l'automobile en Europe, l'allemand Volkswagen a décidé le 21 février, de racheter 51 % de SEAT, le principal constructeur espagnol, propriété du holding public INI (Institut national d'industrie) en constant déficit. Cette prise de participation majoritaire coûtera 600 millions de DM au constructeur de Wolfsburg qui conforte sa position (12,9 % du marché européen en 1985), avec un deuxième réseau marque, aux côtés de Volkswagen et d'Audi.

D'ici à 1990, VW aura pris le contrôle total de SEAT avec l'acquisition de 25 % supplémentaires du capital dès la fin de cette année. Mais ces prises de participations ne représentent qu'une petite part des sommes que VW compte investir en Espagne. Volkswagen veut ainsi moderniser les ateliers SEAT de Barcelone et peut-être reconstruire complètement les usines de production de Martorell, des investissements qui se chiffrent à environ 5 milliards de DM pour VW (15 milliards de francs).

Pour le président de VW, M. Carl H. Hahn, l'engagement de Volkswagen dans SEAT relève d'une stratégie à long terme, visant à consolider la place du constructeur au niveau européen dans le domaine des petites voitures.

SEAT restera une sorte de section autonome de VW, un peu à la façon d'Audi, et il n'est pas prévu d'arrêter la production de ses propres modèles dont 153 000 ont été vendus l'an dernier en Europe. La direction de VW a précisé qu'elle comptait porter la production des usines SEAT à 400 000 voitures par an au début des années 90. En 1985, SEAT a fabriqué 320 000 véhicules (dont 94 000 VW), réalisant un chiffre d'affaires de 240 milliards de pesetas (environ 12 milliards de francs). VW dans le même temps sortait 2,4 millions de véhicules, et son chiffre d'affaires franchissait la barre des 50 milliards de DM.

M. Croissier, président de l'INI, considère que l'automobile est une industrie en voie de « multinationnalisation » irréversible, et que l'INI, après l'adhésion de l'Espagne à la CEE et sa pleine intégration au Marché communautaire, ne peut plus prétendre faire concurrence aux « grands » du secteur. Cette décision s'inscrit dans une politique d'assainissement et de réduction sélective du secteur public que les socialistes ont été les premiers à mettre en œuvre.

(Lire page 13, l'article de THIERRY MALINIAK.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 24 février
Moscou : Visite de M. Roland Dumas.
Bonn : Visite du roi Juan Carlos d'Espagne.
Le Caire : Visite du premier ministre grec, M. Papandréou.

Mardi 25 février
Moscou : Ouverture du congrès du PC soviétique (jusqu'au 28).

Mercredi 26 février
La Haye : Réunion de coopération politique européenne.

Washington : Discours de M. Reagan sur la défense.

Jeudi 27 février
Danemark : Référendum sur la CEE.
Paris : Sommet franco-allemand.

Vendredi 28 février
Rome : Ouverture du congrès syndical de la CGIL.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
 75247 PARIS CEDEX 09
 Tél. MONDIPAR 65072 F
 Télécopieur : (1) 45-23-06-81
 Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde
 Gérant : André Fontaine,
 directeur de la publication
 Anciens directeurs :
 Hubert Beauvrière (1944-1969)
 Jacques Favre (1969-1982)
 André Larresse (1982-1985)

Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 570.000 F

Principaux associés de la société :
 Société civile
 "Les Rédacteurs du Monde",
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde,
 MM. André Fontaine, gérant,
 et Hubert Beauvrière, fondateur.
 Administrateur général :
 Bernard Wauts.
 Rédacteur en chef :
 Daniel Veret.
 Correspondant en chef :
 Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montevideo, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-55-91-82 / 91-83 / 91-84 / 91-85 / 91-86 / 91-87 / 91-88 / 91-89 / 91-90 / 91-91 / 91-92 / 91-93 / 91-94 / 91-95 / 91-96 / 91-97 / 91-98 / 91-99 / 92-00

Reproduction interdite de tous articles
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications au no 437
 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 354 F / 672 F / 954 F / 1 200 F.
TOUS PAYS ÉTRANGERS
 PAR VOIE NORMALE :
 687 F / 1 337 F / 1 952 F / 2 530 F

ÉTRANGERS (par messagerie)
 BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS :
 399 F / 782 F / 1 089 F / 1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE
 504 F / 972 F / 1 404 F / 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
 Les abonnements qui passent par chaque point
 (trois vols) voudront bien joindre un
 chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
 provisoires (deux semaines ou plus) : nos
 abonnés sont invités à formuler leur de-
 mande une semaine ou deux avant leur
 départ. Joindre la dernière bande d'envoi
 à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
 tous les noms propres en capitales
 d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
 Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dr. ; Tunisie,
 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche,
 20 sch. ; Belgique, 40 F. ; Canada, 1,80 \$;
 Côte d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark,
 7,50 kr. ; Espagne, 170 pes. ; G.-R., 85 p. ;
 Grèce, 140 dr. ; Indes, 80 p. ; Italie,
 2 000 L. ; Libye, 0,280 DL. ; Luxembourg,
 40 L. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 G. ;
 Portugal, 120 esc. ; République, 400 F CFA ;
 Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; USA,
 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie,
 110 ml.

IL Y A CINQ ANS

Le « coup d'Etat » saugrenu de Madrid

Les trois cent cinquante députés et les vingt-trois membres du gouvernement n'oublieront pas de sitôt cette funeste journée du 23 février 1981. Tout comme l'Espagne tout entière d'ailleurs ! La session du Congrès promet pourtant d'être sans surprise.

M. Leopoldo Calvo Sotelo, qui a été de peu, quarante-huit heures plus tôt, la majorité absolue, doit cette fois obtenir l'investiture comme président du gouvernement à la majorité simple. Il va ainsi succéder à M. Adolfo Suarez, qui a présenté sa démission vingt-six jours auparavant.

Le vote a commencé. L'un après l'autre, les députés répondent, de leur siège, à l'appel du président du Congrès. Mais M. Manuel Nunez Encabo n'a pas le temps d'émettre son vote négatif. On entend soudain un braha, les huisseries se ferment, et voilà qu'un groupe d'hommes en uniforme kaki font irruption dans l'hémicycle, pistolet au mitraillette à la main. « Tout le monde au sol », crie l'un d'eux. Ses compagnons tirent plusieurs rafales en l'air. Il est 18 heures 23.

La plupart des députés se jettent à terre. Qui sont ces intrus ? Des putschistes ? Des terroristes déguisés en militaires ? Les parlementaires ne tardent pas à reconnaître les moustaches abondantes du chef du commando : pas de doute, c'est bien le lieutenant-colonel Tejero, de la garde civile. Car ce militaire remuant est loin d'être un inconnu : après de multiples incartades, n'a-t-il pas été condamné en 1980 à sept mois de prison pour sa participation à un complot, heureusement avorté, prévoyant la prise du palais du gouvernement ?

C'est donc bien une tentative de coup d'Etat militaire. En Europe occidentale et en plein vingtième siècle ! Les députés, pourtant, ne sont pas vraiment surpris d'une telle incongruité. Car, depuis la mort de Franco, le spectre du putsch n'a cessé de planer sur Madrid. On ne compte plus les réunions subversives de chefs militaires, les conjurations découvertes *in extremis*, les manifestations publiques de rage et de grogne d'hommes en uniforme. Dans les colonnes de la presse d'extrême droite, c'est à qui pressera avec le plus de vigueur les forces armées de « sauver la patrie ».

Mettre fin à la « chienlit »

L'institution militaire, d'ailleurs, est ébranlée : choyée et traitée durant quarante ans comme « l'armée de la victoire », elle a dû accepter le retour sur le devant de la scène politique de ceux qui sont pour elle les « vaincus » d'hier. Et assimiler pêle-mêle, en quatre ans à peine, le retour des partis politiques et des syndicats, le rétablissement des libertés, la reconnaissance des autonomies.

En ce début d'année 1981, la crise politique est sérieuse : la parti au pouvoir, l'Union du centre démocratique, est en pleine décomposition, ce qui a joué un grand rôle dans la démission de M. Suarez. Il n'existe plus de majorité stable au Parlement. Au Pays basque, la violence a atteint son paroxysme : l'ETA a assassiné quatre-vingt-seize personnes en 1980. La première visite du roi dans la région a donné lieu, le 3 février, à un grave incident à Guernica. Pour certains militaires avant tout préoccupés d'« ordre » et de « discipline », tout cela donne l'impression d'un inacceptable « vide de pouvoir » qu'il faut combler au plus vite.

Aussi ne sont-ils pas vraiment surpris, les députés et les ministres qui, l'un après l'autre, précipitamment, passent la tête au-dessus de leurs sièges avant de se rasseoir, humiliés et déçus. Ils ignorent par contre que cette « histoire d'un coup d'Etat annoncé » a commencé bien plus tôt. Au printemps de l'année 1980 plus exactement, lorsqu'un civil militant dans les milieux d'extrême droite, M. Garcia Carra, a présenté le lieutenant-colonel Tejero à l'aide de camp du lieutenant-général Milans del Bosch.

Captaine général de la région militaire de Valence, officier de grand prestige, Milans del Bosch a lui aussi trempé dans l'une ou l'autre réunion conspiratrice. Il a donc tout pour s'entendre avec Tejero : les deux hommes considéraient que les forces armées doivent

intervenir au plus tôt pour mettre fin à la « chienlit » provoquée par les « politiciens ». Mais Milans del Bosch est un monarchiste convaincu, et il hésite à s'embarquer dans une aventure qui n'aurait pas l'approbation du souverain.

C'est alors qu'intervient le troisième protagoniste : le général Armada. Ancien précepteur de Juan Carlos, il passe pour un fidèle de la Maison royale. Or, s'il fait l'en croire, le roi, lui aussi, est inquiet devant l'aggravation de la crise politique.

Le 9 janvier 1981, Armada déjeune chez Milans à Valence. A leur procès, un an plus tard, les deux hommes divergent dans leurs témoignages sur la teneur de leur conversation. Il semble en tout cas que l'ancien précepteur du roi évoque devant son hôte le danger d'un coup d'Etat « dur » prévu pour le mois de mai 1981. Il suggère donc, à titre préventif, une « solution » moins traumatisante : la formation d'un gouvernement « au-dessus des partis », qui remettrait de l'ordre dans les affaires publiques. Un coup d'Etat « constitutionnel », en somme.

Le rôle du général Armada

De cette conversation, Milans retient surtout une chose : le roi n'est apparemment pas satisfait de la situation politique, selon l'un de ses proches. Le lieutenant-général peut donc aller de l'avant : à Madrid et à Valence, il multiplie les contacts préparatoires au putsch. Une réunion décisive a lieu dans la capitale le 18 janvier. Les derniers détails sont mis au point : selon le lieutenant-colonel Tejero, c'est le général Armada qui fixera finalement la date de l'opération... par l'intermédiaire d'un officier des services secrets, le commandant Cortina. Une venion qui sera toujours démentie, toutefois, par ces deux derniers.

Le 22, le lieutenant-général Milans prend contact avec deux officiers de la puissante division blindée Bruner, instrument d'appui indispensable à toute tentative séditieuse. Le 23, tout semble fin prêt à Valence. Le matin, Milans a rédigé l'édit par lequel il va proclamer l'état d'urgence et l'occupation du Congrès. A Madrid, par contre, c'est plutôt l'improvisation : ce n'est que quelques heures avant le début de l'opération que le lieutenant-colonel Tejero recrute à la va-vite,

au sein de la division de circulation de la garde civile, des volontaires pour une mission dont il ne précise pas la nature ! En pénétrant dans l'hémicycle, Tejero est optimiste : l'appui de Milans n'assure-t-il pas à l'opération un « effet de contagion » immédiat ? Aux députés qu'il retient en otage, il annonce l'arrivée imminente d'une « autorité compétente, militaire bien sûr ». En attendant, ses gardes civils,



ROUIL

sans mission précise, vont et viennent dans les couloirs du Congrès. Comme prévu, le capitaine général de Valence a immédiatement décrété l'état d'urgence dans sa région : pour les insurgés, c'est une première bonne nouvelle.

Le roi au téléphone

C'est aussi la dernière : car les ralliements espérés ne se produisent pas. L'« autorité militaire compétente » se fait attendre (cinq ans après le putsch, on s'interroge d'ailleurs toujours sur son identité). Le chef de la division blindée, le général Juste, a réussi *in extremis* à annuler les ordres de mission donnés à ses unités par deux de ses subordonnés alliés des putschistes, et qui prévoyaient l'occupation des

points stratégiques de la capitale : la Brunete ne boudera pas. Le lieutenant-général Milans del Bosch, de son côté, téléphone aux autres capitaines généraux pour leur demander leur appui. Beaucoup hésitent. Ils en sont encore à peser le pour et le contre lorsqu'ils reçoivent un second appel : cette fois, c'est le roi qui est au bout du fil. « Mon nom a été utilisé contre ma volonté », leur assure Juan Carlos, qui leur

explique le rôle de son rôle dans la préparation du putsch) de lui permettre de mener, « à titre personnel », une mission de médiation. Selon le témoignage de Tejero, le général Armada lui fait alors part de son intention de s'adresser aux députés toujours prisonniers pour leur proposer la formation d'un gouvernement d'union nationale, composé de représentants de tous les partis, et présidé par... Armada lui-même.

Tejero s'indigne : lui qui rejette en bloc toutes les « manœuvres politiciennes », lui qui s'attendait à l'installation d'une jeune militaire, le voilà qui se sent trompé : a-t-il pris d'assaut le Congrès des députés pour favoriser les ambitions politiques d'un général ? Sans plus de cérémonie, il expulse son interlocuteur du Parlement. Sans doute est-ce là le moment-clé de cette nuit interminable : paradoxalement, c'est le coup d'Etat « militaire » du lieutenant-colonel Tejero qui vient de faire échouer le « 18-Brumaire », tout aussi séditieux, du général Armada.

Cette fois, l'officier de la garde civile sait que la partie est perdue. A Valence, Milans del Bosch s'est plié aux injonctions répétées du roi et a révoqué, peu après 4 heures, son édit. Tejero et Pardo Zancada doivent capituler. Ils réussissent encore à imposer les conditions formelles de leur reddition, avant de libérer les députés et les ministres. Il est midi, le 24 février 1981 : le putsch a duré près de dix-huit heures.

Cinq ans plus tard, sans doute ignore-t-on encore bien des tenants et aboutissants de cette étonnante journée que les Espagnols appellent, simplement, le « 23-F », et où se sont entrecroisées plusieurs opérations distinctes. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le « 23-F » servit en fin de compte de vaccin à un pays qui avait bien besoin de guérir du virus du militarisme !

THERRY MALINAUK.

CORRESPONDANCE

L'Europe, chose des Etats ?

Notre ancien collaborateur Maurice Delarue ne partage pas l'analyse de « compromis de Luxembourg » que nous avons publiée sous le titre « L'Europe fut la chose des Etats... » (Le Monde daté 2-3 février). Il observe à ce propos :

La relation que fait M. Goriely des origines de la crise de 1965 est étonnante. Tout allait bien, de Gaulle mettrait en œuvre les clauses douanières du traité de Rome, signé par d'autres en 1957, mais voilà : « le gouvernement français exigeait en compensation une politique agricole commune et, dès 1961, les principes en étaient arrêtés... » M. Goriely ignore-t-il donc que cette « exigence », cette « compensation », cette « politique agricole commune » et ses principes figuraient en toutes lettres dans le traité de Rome (titre II, articles 38 à 47) ?

Cette « compensation » est en effet fondamentale. Le génie des promoteurs du traité de Rome réside moins dans des institutions spectaculaires, mais inévitablement imparfaites, et contestées, que dans l'enchâssement équilibré, progressif et indivisible des grands intérêts nationaux. Robert Schuman l'avait clairement affirmé dans la fameuse déclaration du 9 mai 1950 qui lance la construction communautaire : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble ; elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord des solidarités de fait. »

Comme il était impossible d'équilibrer les grands intérêts dans l'instant ou même de les appréhender en totalité, les « pères fondateurs »

engrèment l'Europe dans la voie d'un équilibre dynamique, avec un calendrier permettant de compenser avantageusement dans le temps les avantages et charges de chacun. Au terme de la première période, dite « de transition », chacun y trouvait son compte, et la « solidarité de fait » prenait corps. Ainsi décidait-on que le désarmement douanier industriel, que l'Allemagne fédérale appelait de ses vœux, serait amorcé avant la politique agricole commune réclamée par la France, la PAC faisant cependant l'objet d'engagements impératifs dès l'origine du processus.

Encore fallait-il que le calendrier fût respecté. En laissant vide la « chaise » de la France après le 30 juin 1965, de Gaulle exigeait seulement de ses partenaires le respect de leurs engagements les plus solennels. La PAC, qui est encore aujourd'hui la plus importante des politiques communes (les « réalisations concrètes » de Robert Schuman), lui doit l'existence. C'est cette intransigence si vilipendée à l'époque par les vestales de la « supranationalité » qui permit l'exécution du programme communautaire dans le plus court délai inscrit dans le traité.

Ce n'est que de surcroît que le général de Gaulle profita de l'occasion pour obtenir l'arrangement de Luxembourg, introduisant la règle de l'unanimité dans les prises de décision « lorsqu'il s'agit d'intérêts très importants » — un « arrangement » au demeurant de pur bon sens. A qui fera-t-on croire qu'il est possible de construire l'Europe en imposant des décisions qu'un Etat membre, serait-ce le plus faible,

jugerait contraires à ses intérêts « très importants » ? Pourtant, l'essentiel n'est pas là. Il consiste aujourd'hui à ajouter de nouveaux chapitres et de nouvelles dates au calendrier ouvert le 1^{er} janvier 1958 en application du traité et épuisé depuis le 31 décembre 1969. Le domaine à explorer est immense : tout ce qui contribue à édifier « une Europe qui soit elle-même » est « communautarisable ».

Certes, l'enrichissement du contenu de l'Europe, le calendrier de l'union, n'empêchent pas d'améliorer simultanément le contenu, c'est-à-dire l'édifice institutionnel. L'avenir doit rester ouvert. Mais il ne faut pas se bercer d'illusions. L'Europe est une affaire sérieuse ; elle ne naîtra pas d'une faite en avant institutionnelle. « L'Europe, l'Europe... » — La substitution de faux-semblants de procédure aux solutions de fond des problèmes concrets est le piège favori des professionnels de l'Europe des réalités. Celle-ci ne progressera que par des « arrangements » pragmatiques, par l'entente des gouvernements, désentendus les plus légitimes d'un pouvoir démocratique. Dans l'avenir proche, ou même prévisible, mieux vaut faire une union de l'Europe qui soit « la chose des Etats » que l'Europe des discours et de l'illusion, c'est-à-dire rien du tout.

« Il ne s'agit pas de fusionner des Etats, de créer un super-Etat. Nos Etats européens sont une réalité historique. (...) mais il faut une union, une cohésion, une coordination. Qui disait cela ? De Gaulle ! Vous n'y êtes pas : Robert Schuman.

ses hommes se démoralisent : à l'aube, nombre d'entre eux s'enfuirent subrepticement par la fenêtre. Il ne restera qu'un seul renfort : peu après 23 heures, une colonne de la police militaire, conduite par le commandant Pardo Zancada, de la division blindée, vint se joindre aux insurgés du Congrès ; mais ils ne sont qu'une centaine, bien trop peu pour renverser la situation.

Enfin, vers minuit, une visite attendue : le général Armada arrive au Congrès. Il a réussi à convaincre le roi et le chef d'état-major de l'armée (qui ignorent encore son rôle dans la préparation du putsch) de lui permettre de mener, « à titre personnel », une mission de médiation. Selon le témoignage de Tejero, le général Armada lui fait alors part de son intention de s'adresser aux députés toujours prisonniers pour leur proposer la formation d'un gouvernement d'union nationale, composé de représentants de tous les partis, et présidé par... Armada lui-même.

Tejero s'indigne : lui qui rejette en bloc toutes les « manœuvres politiciennes », lui qui s'attendait à l'installation d'une jeune militaire, le voilà qui se sent trompé : a-t-il pris d'assaut le Congrès des députés pour favoriser les ambitions politiques d'un général ? Sans plus de cérémonie, il expulse son interlocuteur du Parlement. Sans doute est-ce là le moment-clé de cette nuit interminable : paradoxalement, c'est le coup d'Etat « militaire » du lieutenant-colonel Tejero qui vient de faire échouer le « 18-Brumaire », tout aussi séditieux, du général Armada.

Cette fois, l'officier de la garde civile sait que la partie est perdue. A Valence, Milans del Bosch s'est plié aux injonctions répétées du roi et a révoqué, peu après 4 heures, son édit. Tejero et Pardo Zancada doivent capituler. Ils réussissent encore à imposer les conditions formelles de leur reddition, avant de libérer les députés et les ministres. Il est midi, le 24 février 1981 : le putsch a duré près de dix-huit heures.

Cinq ans plus tard, sans doute ignore-t-on encore bien des tenants et aboutissants de cette étonnante journée que les Espagnols appellent, simplement, le « 23-F », et où se sont entrecroisées plusieurs opérations distinctes. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le « 23-F » servit en fin de compte de vaccin à un pays qui avait bien besoin de guérir du virus du militarisme !

THERRY MALINAUK.

M. Goriely, à qui nous avons communiqué le texte de Maurice Delarue, nous a fait parvenir le complément d'information suivant :

Je n'ajouterais qu'une précision de fait au texte d'un homme dont l'information est impeccable. Robert Schuman a fait très explicitement profession de foi fédéraliste, et ce dans la déclaration même, tenue pour historique, que cite M. Delarue : « Cette proposition réalise les premières bases concrètes d'une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix ».

Je conviens que cette idée fédéraliste est plus facile à formuler qu'à mettre en œuvre, et que les « européens » ont souvent manqué de discernement, en confondant européenne et atlantisme, en portant trop unilatéralement leurs attaques contre de Gaulle après juin 1965, en mettant trop exclusivement l'accent sur l'aspect institutionnel du problème. Mais tout cela suffirait-il pour présenter comme chimérique une idée qui, après tout, s'inscrit dans une tradition intellectuelle et morale qui doit à la France ses plus précieux apports ?

Et puis la conception inverse, celle d'une souveraineté absolue, d'une indépendance nationale totale, en matière monétaire, technologique, culturelle, militaire, commerciale, ou d'emploi serait-elle moins chimérique ? Alors, tant qu'à devoir se plier à des réalités plus contraignantes que les passions nationales, pourquoi ne s'efforcer de le faire dans un sens qui évite toute situation hégémonique, toute décision fondée sur des rapports de force ?

Pas de clémence les plus connus

De notre envoyé spécial

Varsavie. — Après un retard qui avait altéré l'incertitude, la Cour suprême de la République populaire de Pologne a fini par rendre, vendredi 21 février, en appel, un verdict attendu de tous : Wladyslaw Frasyniuk, directeur de Solidarité depuis sa création, purgera l'intégralité de sa peine : trois ans et demi de prison. Bogdan Lis, qui fut responsable du syndicat à Gdansk, et l'historien Adam Michnik, l'ancien animateur du KOR, resteront, eux aussi, en prison, mais leurs peines sont réduites de six mois. C'est-à-dire ramenées à deux ans (pour Lis) et deux ans et demi (pour Michnik).

Un bien maigre résultat, en dépit des nombreuses interventions faites en faveur des condamnés par l'Eglise et par des responsables occidentaux, en particulier le premier ministre italien Bettino Craxi. Les trois hommes qui comptent parmi les noms les plus connus de l'opposition pour leur rôle de chef, parmi les régulars des prisons de Pologne, avaient été arrêtés il y a un an, alors qu'ils participaient à une réunion autour de Lech Walesa, et accusés d'avoir « dirigé une organisation terroriste ».

Leur procès, au printemps dernier était dénoncé dans des conditions qui devaient finir des années 50, la justice veut préserver certaines données. Des accusés empêchés de parler presque systématiquement pendant ce procès, un juge méprisamment agressif et, pour couronner la conviction, un montage de fragments d'enregistrement...

Pour le procès en appel, les avocats des accusés semblent tenir un dossier mais ils n'ont pas de contacts. La Cour suprême, après avoir ajourné sa décision, « en raison de la maladie subite d'un juge », a estimé que si certaines irrégularités de procédure avaient pu être commises elles n'ont pas eu à l'établissement de la vérité. Et si la Cour suprême a eu la gentillesse de se pencher sur la destinée de deux des accusés, c'est en faisant valoir qu'ils avaient, avant toute condamnation, déjà séjourné en prison sans être formellement jugés, alors que M. Frasyniuk est toujours considéré comme un véritable « terroriste ».

APRES TROIS MOIS DE M. Gerardo Fernandez Albor à la tête du gouvernement

De notre correspondant

Madrid. — Près de trois mois de négociations souvent agitées et quatre votes successifs au Parlement de la région ont été nécessaires avant que M. Gerardo Fernandez Albor, candidat de la formation conservatrice Alliance populaire, ne soit finalement élu, le vendredi 21 février, président du gouvernement régional de Galicie. Un poste qu'il occupait déjà depuis 1981, date du rétablissement de l'autonomie dans cette région.

Aux élections régionales du 24 novembre dernier, l'Alliance populaire avait obtenu trente-quatre sièges ; deux de plus que les socialistes, mais deux de moins que la majorité absolue. Avec onze députés, la formation centriste Coalición Galega profita de sa position d'arbitre pour se lancer dans d'interminables et épuisantes négociations. Elle avait d'abord proposé un pacte à l'Alliance populaire : elle s'était ensuite tournée vers les socialistes pour négocier avec eux et avec un parti nationaliste la formation d'un « gouvernement de progrès », mais c'était échu, au moment de parvenir à un accord.

Traillée entre ses secteurs conservateurs et « progressiste », Coalición Galega se contenta finalement de s'abstenir lors du dernier vote d'investiture au Parlement, favorisant ainsi l'élection à la majorité simple de M. Fernandez Albor, qui sera

Étranger

IRAN

« Guerre, guerre jusqu'à la victoire ! »

Dans un nouvel accès de fervore belliqueux, l'Iran poursuit son offensive « Aurore B » au sud de l'Irak en criant victoire. L'occupation de Fao donne un nouvel élan à la mobilisation quotidienne de tout un peuple. Voici quelques récents clichés de cet appel aux armes qui résonne depuis six ans.

Correspondance

Téhéran. — A la tribune, l'hojdatoleslam Hashemi Rafsanjani, président du Parlement, a les silences et les emballements opportuns de ceux qui savent maîtriser une foule. Derrière un rempart de sacs de sable flanqué de deux palmiers en carton-pâte, il exalte le « clergé courageux qui, au front, se bat aux côtés des soldats ». Le doigt au ciel, il annonce une « mobilisation qui, au moment voulu, éclairera le monde entier », puis, balayant les auditeurs d'un geste du bras, il lâche : « ... Et vous serez présents à ce moment-là ! »

Massés dans un stade couvert de l'ancien complexe olympique de Téhéran, dix-sept mille pasdarans (gardiens de la révolution) s'époumonent : « Hashemi ! Hashemi ! Conduis-nous jusqu'à la victoire ! » Ils célèbrent l'anniversaire du bassetij (mobilisation populaire). Au milieu des gradins, des prisonniers irakiens vêtus de rouge ou de blanc ont été disposés de façon à écrire de leurs corps captifs le motif du rassemblement. Dans l'assistance, hormis les femmes, que le tachador contraint à la réserve, et une quarantaine de mollats compassés sous leurs turbans noirs ou blancs, tous s'efforcent de répondre d'une seule voix à l'orateur.

A la fin du discours de Rafsanjani, Hodj Mortazavi prend en main l'assistance. De ce marchand du Bazar, la révolution islamique a fait l'animateur de toutes ses manifestations officielles. Il a

pour seule tâche de lancer des slogans aux foules. Aujourd'hui, il est secondé par un gigantesque tableau électronique où ces phrases-chocs viennent s'inscrire. Les « classiques » résonnent : « Nous sommes tous des soldats, ô Khomeiny ! ». « Guerre, guerre jusqu'à la victoire ! » et, poing levé, « Mort à l'Amérique ! ». Du toit, des hommes en treillis, porteurs de drapeaux, descendent sur des filins comme dans un parade de cirque.

Sur une place proche de l'avenue Waligo-Ar (maître de notre ère, l'un des noms de l'Imam caché), ce dimanche, six cents bassetij s'apprennent à quitter Téhéran pour Ahwaz. Ils ont tous les âges, tous les visages. Ce sont, nous dit-on, des « fonctionnaires désireux de participer à la guerre ». En commun, un bandeau vert ou rouge sur le front : « Je suis amoureux de Karbala » (ville sainte chiite située aujourd'hui en Irak). « Je te rejoindrai ô Hussein ! »

Les bassetij en transes

La cérémonie du départ, en l'espace de deux heures, devient un rite où les bassetij en transes jouent de toute la gamme : portraits du « guide de la révolution » et de son successeur désigné, l'ayatollah Montazeri, litaniés contre Saddam Hussein, l'Est et l'Ouest, Israël, chants où la confusion entre Khomeiny et l'Imam caché, dont les chiites attendent la venue, est savamment entremêlée. Plantée sur le trottoir, immobile, une petite fille en tachador regarde la scène. Des gamins rient en se frappant la poitrine comme leurs aînés en mal de sacrifice pour suivre l'exemple de leur imam martyrisé.

Dans la maison des Javadiya, trois des fils sont morts au front. « En son temps, dit Fatima, leur mère, on avait offert pouvoir et argent à l'imam Hussein. Il a refusé. Il s'est révolté pour construire l'homme et il a envoyé

ses enfants à la bataille. Nos enfants aussi doivent être fidèles à Hussein et venger le sang de nos martyrs. » Sur le tapis du salon, les deux derniers fils Javadiya, huit et dix ans, jouent au Lego. Ali Akbar, le père, à soixante et onze ans et va passer un mois par an au front. Il assure que si la guerre continue, les petits partiront à leur tour.

Fortis de leur nombre, les bassetij sont destinés à épauler l'armée régulière que renforce déjà le corps des pasdarans (gardiens de la révolution). Trois millions d'Irakiens auraient suivi un entraînement militaire. Trois cent mille bassetij seraient en permanence sur les différents fronts où on leur réserve souvent les premières lignes. Les pasdarans ne seraient que cent soixante mille, mais, à la guerre ou dans la vie du pays, ils constituent le fer de lance du pouvoir et son œil sur toutes les autres forces.

Dans la banlieue sud de Téhéran, celle des mostazafins — les déshérités au nom de qui la révolution a été faite, — on commence à trouver la guerre longue. « Dans nos campagnes, se plaint Ahmad, trente ans, six enfants, il n'y a ni travail, ni chemins, ni électricité, ni rien. Alors je suis venu ici. Mais regardez comment on vit... » Il montre les baraquements de tôle, les ordures où jouent les gosses, les femmes en train de laver autour de l'unique point d'eau ! « Je crois que je vais ramener tout le monde à la campagne. On attendra la révolution. Si Dieu le veut, elle l'emportera. Saddam sera anéanti et peut-être alors, on s'occupera de nous... » Ahmad, dont le frano-parler a provoqué un attroupement, hoche la tête : « Ça, oui, ce serait la révolution ! »

A tous les coins de rue, des peintures murales vantent la gloire des martyrs et stigmatisent l'ennemi, Saddam Hussein et jone le pantin, l'oncle Sam le croque-mort, Gorbatchev dévore une mappemonde, et le crâne de Miterrand abrite un stock de gre-

nades. Sur les terrains de sport, la publicité bannie par la loi islamique a été remplacée par de longs slogans : « Dans notre société, le sportif n'est pas distinct du soldat ». « La présence de groupes sportifs musulmans sur les terrains internationaux est un bon moyen pour exporter la révolution islamique. »

La prière des enfants

A l'école primaire, les élèves entrent en classe en scandant : « Guerre ! Guerre ! Jusqu'à la victoire ! ». Leur emploi du temps, affiché au mur, s'inscrit dans des obus qui bombardent le drapeau américain (voir le dessin ci-contre). On leur apprend la chanson : « O Dieu, enlève un peu de notre vie pour allonger celle de Khomeiny... »

Sur les marches désertes du perron, là où, les yeux bandés, les otages furent exhibés au monde, un jeune barbu en treillis vert de gardien de la révolution nous attend. Toujours maître des lieux, le collectif des étudiants dans la ligne de l'imam l'a chargé de guider la visite. Il sonne à une première porte blindée qui donne sur un long couloir, dans l'axe droite de l'ancienne ambassade américaine. Au mur, les portraits des « martyrs Darmini, Solani, Yorr et Fadhel », preneurs d'otages morts sur le front irakien. Sur un poster, figurent tous ceux qui vécurent le jour où, dit la légende, « le soleil et l'imam Khomeiny furent nos seuls témoins... ». Leur chef d'alors, Moussavi Khoeniba, est aujourd'hui procureur général de la révolution...

Deuxième pièce à gauche, des bâtonnets gravés dans la paroi sont coché par séries de dix. Bilan des jours d'attente, mémoire des otages. Le graffiti a été mis sous verre et encadré. Le compte s'arrête à 145. La détention avait duré quatre cent quarante-quatre jours...

Au mur toujours, une dizaine de fresques, obsession de rosaces



VIOLETTE LE QUÈRE

et de fleurs géométriques, œuvre d'un détenu. Dans la pièce voisine, quelqu'un a dessiné au fusain Khomeiny et Mossadegh. D'une armoire, notre hôte sort un épais dossier. Chacun des cinquante-deux otages y a sa fiche et sa photo. En les passant en revue, le pasdaran évoque un souvenir. Congu comme un roman-photo, un second dossier retrace, en cent cinquante clichés, l'épopée de la prise des otages. Le texte d'accompagnement s'indigne : « Ah ! vous buviez de l'alcool chez les martyrs de l'humanité ! Ah ! vous dansiez sur le cadavre de la liberté humaine !... » Quelle grandeur, bande les yeux de la justice ! Comme c'est beau ! »

Le nid d'espions

Le « collectif » ne l'y ayant pas autorisé, notre guide refuse de répondre à la moindre question. Il se réinstalle posément à sa table de travail et, d'un tas, il tire une fine lanterne blanche d'une quinzaine de centimètres pour tenter de la caser dans le puzzle d'une dépêche incomplète. Ce n'est pas le bon bout. En silence, il évalue un autre morceau, le place ailleurs... Une fois achevée, la dépêche aux allures de tapis persan ira rejoindre le lot de celles qui,

reconstituées au fil des années à partir des documents passés au broyeur par les diplomates américains, ont déjà donné le jour à cinquante-six ouvrages marqués du sceau « confidentiel », dont l'interventionisme US en Iran, les Etats-Unis et le chah, la CIA et Bani Sadr.

La « collection » comprend des titres moins attendus : les Chefs arabes, marionnettes du Grand Satan, le Pakistan, l'URSS en sept volumes, la Palestine, l'Egypte, etc. Depuis Téhéran, la CIA « observait » en effet toute la région. Dans une dépêche « top secret » qui traîne — par hasard ? — sur la table de travail, Washington demande, au printemps 1979, au chef de l'antenne locale, si l'ayatollah Shariat Madari (rival de Khomeiny) dispose de partisans armés. Sinon, « une des factions armées existantes est-elle proche de Shariat Madari ou peut-elle être poussée vers lui ? »

Dans la cour, une dizaine de gardiens de la révolution en herbe jouent au basket-ball sur le terrain désaffecté de l'ambassade. Le « nid d'espions » est devenu une école pour pasdarans. Une inscription en arabe rappelle la nouvelle vocation du lieu : « Celui qui obéit à Khomeiny obéit à Dieu. »

PATRICE BARRAT.

LA GUERRE DU GOLFE

L'état-major irakien sera longue et co...

Les forces irakiennes pourraient dans les semaines à venir effectuer un nettoyage de terrain complet par les troupes irakiennes le 9 février dans la région de Fao. Le commandant en chef de l'armée irakienne de front sud a affirmé vendredi que les troupes irakiennes ne contrôlent plus que 200 kilomètres carrés autour de Fao, ville irakienne occupée depuis douze jours. De côté irakien, l'hojdatoleslam Hashemi Rafsanjani représentant personnel de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de la défense, a affirmé vendredi que « les objectifs de la première

Bagdad. — La bataille du Chatt-el-Arab promet d'être l'une des plus meurtrières de la guerre si l'on en juge par l'importance des moyens mis en œuvre par les deux parties.

Pour faire face à l'invasion du territoire national — c'est la première fois que les Iraniens réussissent l'exploit de traverser le Chatt-el-Arab — Bagdad a mobilisé les deux brigades blindées de la garde républicaine, qui fut à l'origine la garde personnelle du président irakien, et qui a participé à toutes les grandes batailles depuis 1982. Le déploiement de ces chars, défilant à la tombée de la nuit dans les rues de Bagdad en parades dans la capitale, est un événement de la gravité de la situation.

La mobilisation de la garde républicaine a coincidé avec l'utilisation massive des chasseurs-bombardiers de l'armée de l'air et des hélicoptères de l'aviation légère, qui, ensemble, ont effectué jusqu'à 75 sorties par jour, record absolu pour cette guerre. D'habitude, la puissance aérienne irakienne est mise en réserve, « pour ne pas risquer les appareils inutilement ».

Autre facteur marquant l'importance accordée par Bagdad à l'issue de cette bataille, la nomination de généraux « politiques ». A la tête des colonnes qui sont chargées de déloger les Iraniens retranchés à Fao, il s'agit du chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, le général Rocham Sabah El Fahri, et du général Saïd Toumah El Jabouri,

SÉNÉGAL

La chaloupe pour la démocratie

Avec l'Université des mutants, M. Léopold Sédar Senghor avait voulu faire de Gorée un Centre international d'échanges culturels. Après une longue léthargie, les « mutants » semblent se réveiller.

De notre envoyé spécial

Dakar. — Il y a quelques jours, devant un grand hôtel de la capitale sénégalaise, les touristes regardaient avec perplexité de graves messieurs entasser dans un petit autobus. Un carton sur le pare-brise en indiquait la provenance étonnante : « Université des mutants ». Les plus curieux essayaient de déchiffrer discrètement le badge que les passagers pour l'étranger portaient au revers du léopard-veston : « Colloque AFETIMON ».

La réponse à une partie de leurs interrogations se trouvait dans le quotidien national le Soleil. Plusieurs dizaines d'universitaires venus d'Europe, d'Afrique noire et du Maghreb, membres de l'Association française pour l'étude du tiers-monde, viennent de se rendre au Sénégal pour faire « le bilan » et tracer « les perspectives de la démocratie » dans les pays dont ils sont les spécialistes.

Ancien élève, comme tant d'Africains, du professeur Gonide, président de l'AFETIMON, M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais, avait lui-même inauguré les travaux, dans lesquels il voyait « un encouragement aux efforts d'institution d'une démocratie nationale et africaine », avec le concours de l'Université des mutants.

Vanité des entreprises humaines ! Qui se souvient qu'en 1978 Roger Garaudy proposa à son ami Senghor de réunir sous ce fronton des hommes venus de tous les pays, « portant en eux le pro-

jet d'un ordre économique social et culturel nouveau, et préparant ainsi une « mutation historique ». Un an plus tard, la presse internationale était conviée à la naissance de l'établissement, financé par l'UNESCO et l'Agence de coopération culturelle et technique.

Rien n'arrivait autant M. Birame Ndiaye, actuel directeur des « mutants », qu'une allusion à leur apparent sommeil depuis des années. Des Dakarais nous avaient assuré que l'étrange espèce s'était éteinte. « Allez voir sur place, mon directeur des études vous attend », nous dit Birame Ndiaye.

Les cogitations des « mutants »

Nous prenons donc la chaloupe pour Gorée, cette « île sereine, accrochée comme un canot de sauvetage au flanc du vaisseau Afrique et propice à l'illumination de la conscience », comme dit le professeur Ki-Zerbo dans le « guide » des lieux. Flanqué de l'ancien consulat des Etats-Unis, restauré par un riche Américain, le siège de l'Université, autrefois occupé par la marine française, a encore fière allure. Dans la « salle de méditation », notre mentor nous fustige discrètement compagne pour ne pas troubler notre face-à-face avec une « nymphe indienne époque Gupta » et un « Sargon mésopotamien ».

« Il y a une cassette explicative de Garaudy, si vous avez le temps... », indique-t-il sans insister. Le philosophe ne paraît plus en odeur de sainteté. « Il se fait rare depuis que Senghor n'est plus président. Il est passé ici il y a un an, lors d'un colloque sur l'Islam, je crois. »

Le « directeur des études » ne cache pas certaines déceptions. « Le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), qui nous avait aidés au début, nous a lâchés. Le Québec

nous avait promis de l'argent en 1981 : nous attendons toujours. Récemment, nous avons demandé le concours du ministère français de la culture pour un séminaire, mais sans résultat. »

La vie continue néanmoins, et un organisme annonce un effectif de quinze personnes, dont deux chauffeurs et une « ménagère ». Il importe, souligne le directeur des études, de « faire partager par la grande majorité de la population les résultats des cogitations des mutants, afin que l'institution contribue véritablement au développement collectif des populations des campagnes comme des villes... »

C'est pour quoi des brochures sur papier glacé sont généreusement distribuées. Il existe même un trimestriel — le Mutant d'Afrique — dont le premier numéro est sorti en avril 1982. Il y eut un numéro deux quelque temps plus tard, le numéro trois « est en préparation... »

Il n'y a pas, ici, d'enseignement continu, mais des stages sous la direction d'« experts internationaux de haute compétence ». Aucun diplôme n'est exigé pour les stagiaires, mais chacun d'eux est tenu de laisser un mémoire. Nous aimerions lire une Contribution à une saine émulation spirituelle entre chrétiens et musulmans et une réflexion sur la Médecine sénégalaise à la croisée des chemins, mais la personne qui détient les clés de la bibliothèque a été appelée « en ville ».

Le prochain stage, dans deux mois, aura pour thème l'intégration en Afrique. Le gîte du Relais de l'espérance, où les heureux élus allaient naguère, étant en réfection, les stagiaires « devront coucher à deux par chambre au-dessus de la porte ».

Birame Ndiaye ne cherche pas à dissimuler la minceur du bilan. « C'est vrai, admet-il, que les mutants ont été en léthargie pendant quelque temps, mais les choses sont en train de changer. Nous

avons le soutien du président. » Le gouvernement sénégalais assure un budget annuel de 25 millions de francs CFA, que peuvent écouler différentes contributions extérieures. L'Université des mutants est chargée des stages sur l'île mais s'occupe aussi de quelques-uns des nombreux colloques dakarois.

Il n'est guère de jour où un ministre sénégalais ne soit mobilisé pour ouvrir ou clôturer les réunions de bavards étrangers. Experts-comptables ou chirurgiens-dentistes, qui, en cette saison, préfèrent le soleil de Dakar aux frimas de Montfort-l'Amaury pour la réunion de leur association, ont droit à un écho aimable dans le Soleil grâce à la figuration de leurs ministres, mais ils ne sont pas défrayés. Beaucoup plus adroite est la démarche des experts en développement, sachant faire participer l'élite africaine à leurs réflexions altruistes dans un paradis touristique qui a fait du colloque et du séminaire une « industrie nationale ».

« Tout cela n'est futile qu'en apparence, objecte un observateur indulgent de la scène dakaroise. Le Sénégal n'a qu'un véritable atout : sa bonne image internationale. Le colloque est une façon de l'entretenir, et seuls les esprits chagrins se scandaliseront de dépenses qu'ailleurs on préfère consacrer à l'armée ou au palais du parti unique. »

Il n'empêche qu'en ouvrant le colloque sur la démocratie, le professeur Gonide se demandait publiquement si un tel exercice se paraitrait pas vain à beaucoup, tant sur le continent noir, ce mot est vide de sens. « On ne peut qu'être surpris par le paradoxe dont témoignent la quasi-totalité des systèmes politiques africains, qui tentent de concilier régime parlementaire et monopartisme, constatant d'entrée de jeu le secrétaire général de l'AFETIMON, M. Albert Bourgl. Le régime parlementaire ne suppose-t-il pas la

mise en concurrence de deux partis politiques au minimum et n'implique-t-il pas l'alternance démocratique ? »

Entre ceux pour qui la « démocratie formelle » crée une « déperdition d'énergie » dans la lutte pour le développement et les partisans du « pluralisme démocratique, garant des libertés publiques », le débat est souvent rude.

Cultivant avec un plaisir évident la provocation, M. Jacques-Marcel Nzouankeu, maître de conférences à la faculté des sciences juridiques de Dakar, est le plus batailleur du second camp : « On prétend que la démocratie pluraliste est un régime importé, non adapté à l'Afrique. Curieusement, ceux qui soutiennent cette thèse ne renoncent pas à d'autres articles importés, tels que les voitures. Ils veulent bien importer les machines et autres biens, mais non le système politique qui a permis leur création. » Cet universitaire sans inhibitions est un Camerounais, qui a trouvé à Dakar un climat propice à ce genre de joute, sans risque d'ennuis avec le pouvoir. Nombre de ses collègues, venus d'autres pays d'Afrique noire ou du Maghreb, « se défont » manifestement sans susciter l'émoi des autorités.

En marge du colloque, certains responsables de quelque quinze partis d'opposition sénégalais se chargent de plonger les délégués dans les travaux pratiques sur les institutions locales.

Hommages posthumes

Lors de la séance inaugurale, le président Diouf a observé une minute de silence à la mémoire du professeur Cheikh Anta Diop, décédé quelques jours auparavant. Il donnait au chef d'Etat africain assendant hommage à un adversaire.

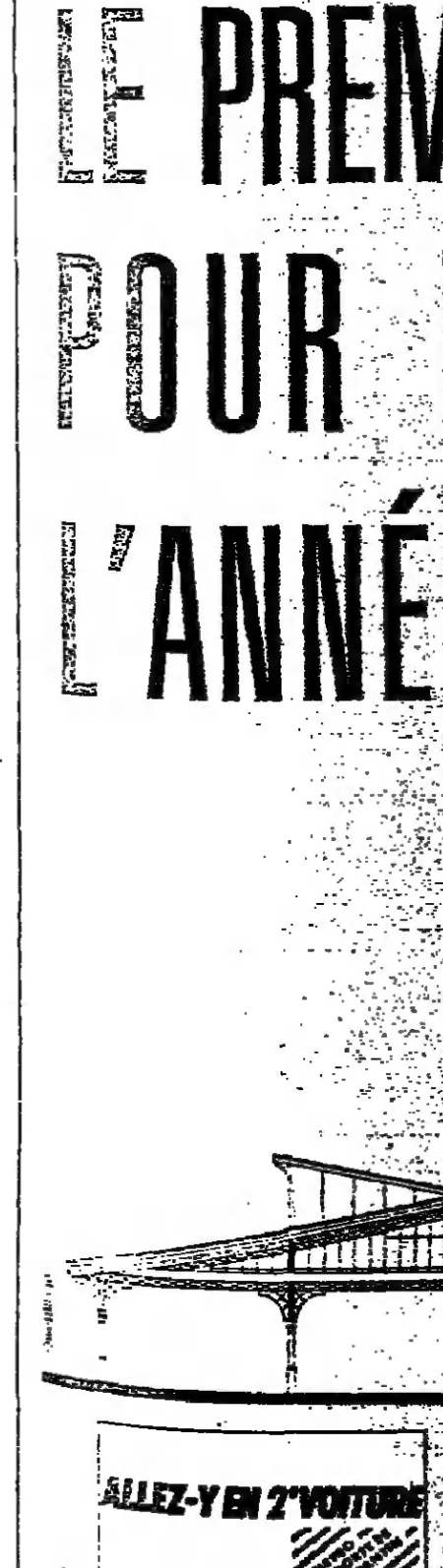
Le défunt s'était surtout opposé au président Senghor, pour lequel il était un rival sinon par le sens politique, du moins par la stature

intellectuelle. L'auteur de Nations nègres et culture ne fut-il pas le maître à penser de nombreux Africains dans les années 60 ? Le président Diouf avait essayé de normaliser les relations entre le pouvoir et cet intellectuel, si utile pour l'image du Sénégal, justement, par exemple en 1983, quand il fit une tournée de conférences dans les universités américaines à l'invitation de l'Association Martin-Luther-King. Il n'en resta pas moins qu'élus sur une liste d'opposition en 1983, Cheikh Anta Diop avait refusé d'occuper son siège à l'Assemblée nationale pour protester contre la fraude électorale. Un geste que bien des participants sénégalais au colloque tentaient à rappeler au milieu des hommages officiels à titre posthume.

Au soir du dernier jour, Birame Ndiaye, fidèle au poste, reçoit dans sa villa. Masques âgés sur les murs ; dernières nouveautés françaises dans la bibliothèque. Des Sénégalais qui ont été les élèves ou les camarades de faculté de membres de l'association sont présents. Birame Ndiaye et son épouse donnent des nouvelles d'un absent, rappellent un bon souvenir commun.

Parmi les hôtes de l'Université des mutants, tous se sont pas des africanistes. Leurs communications pendant le colloque ont souvent été abstraites. Maintenant, en marge de la réunion, ils s'informent des réalités locales. Installés à Reims, qui à Limoges, et se présentent plaisamment comme des « turbo-profs ». Ce sont aussi des « jets-profs » habitués des colloques, de préférence au bord des mers bleues. Il suffit pour cela de savoir adapter sa thèse de jeunesse à tous les thèmes et de la ressusciter avec un assaisonnement nouveau. Plus tard, ailleurs, ils colporteront la bonne image du Sénégal. Le chef des « mutants » n'a peut-être pas perdu son temps.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



Liban

Washington déplore « la reprise du cycle de la violence » au Sud

Les Etats-Unis ont « profondément regretté », le vendredi 21 février, « la reprise du cycle de la violence » au Liban du Sud à l'occasion des opérations de rattrapage israéliennes et appelé au retour au calme dans la région. « Nous comprenons le désir du gouvernement israélien de libérer ses soldats prisonniers, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, mais nous croyons qu'un retour au calme au Liban du Sud et la fin du conflit actuel sont dans l'intérêt de tout le monde. »

Sur le terrain, le rattrapage, par la cinquième journée consécutive, par les forces israéliennes de plusieurs localités du Liban du Sud, a été marqué vendredi par un incident, au cours duquel un soldat du bataillon ghanéen de la FINUL (Forces intérimaires des Nations unies pour le Liban) a été blessé, et par des tirs de roquettes lancées contre la Galilée occidentale qui n'ont pas fait de victimes.

L'armée israélienne, qui recherche deux de ses soldats enlevés lundi par la Résistance islamique, a principalement perquisitionné vendredi cinq localités, a indiqué le porte-parole de la FINUL, M. Timour Goksel.

Dans un des villages, Choura, l'armée israélienne, pour la première fois depuis lundi, a interrogé des femmes et les enfants, alors que jusqu'à présent seuls les hommes étaient soumis à un interrogatoire.

A Jérusalem, le chef d'état-major de l'armée israélienne a révélé que d'importants effectifs militaires israéliens engagés dans l'opération au Liban du Sud pour retrouver les deux soldats disparus ont été retirés vendredi de la région de Tibnine.

« Tel est le changement substantiel survenu aujourd'hui », a-t-il souligné en s'appuyant sur le sonnet de dissiper l'« atmosphère d'hosti-

Une photo de la Ville sainte

A Beyrouth, l'hebdomadaire du mouvement intégriste pro-iranien Hezollah Al-Aash (l'Engagement) a publié vendredi des détails sur l'opération qui a abouti, lundi dernier, à la capture au Liban du Sud de deux soldats israéliens, dont il publie la photo.

L'hebdomadaire, daté de jeudi dernier selon le calendrier musulman et distribué vendredi à Beyrouth, publie en première page une photo représentant deux jeunes gens sous perfusion, étendus sur des lits blancs. Sur les murs de la chambre, une photo de la Ville sainte de Jérusalem, des portraits de dirigeants musulmans, notamment de l'imam Khomeiny, et un slogan : « Le fusil de la Résistance islamique est l'unique réponse et les cohortes des martyrs assurent la victoire. »

La légende de la photo où l'on voit un des blessés avec un bandage au front précise : « Les deux prisonniers israéliens avant l'exécution de l'un d'eux. La Résistance islamique avait annoncé mercredi soir par téléphone l'exécution d'un de ses deux prisonniers, après l'expiration de l'ultimatum qu'elle avait lancé aux forces israéliennes pour qu'elles se retirent des villages du Liban du Sud, où elles ont pénétré depuis lundi pour rechercher les deux soldats. Elle n'a pourtant fourni aucune preuve de cette « exécution », même pas le nom de sa victime. » (A.F.P.)

LA GUERRE DU GOLFE

L'état-major irakien admet que la reconquête de Fao sera longue et coûteuse

Les forces irakiennes poursuivent leur lent grignotage du terrain conquis par les Israéliens le 9 février dans la région de Fao. Le commandant en chef de l'armée irakienne de front sud a affirmé vendredi que les troupes irakiennes ne contrôlaient plus que 200 kilomètres carrés autour de Fao, ville qu'elles occupent depuis douze jours. Du côté iranien, l'hebdomadaire Hachemati Khatoun, représentant personnel de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de la défense, a affirmé vendredi que « les objectifs de la première

étape de l'offensive Aurore-3 avaient été atteints », ajoutant que le but de Téhéran n'était pas de prendre Bassorah, la grande ville du sud de l'Irak, contrairement à ce qui avait été annoncé par certains milieux militaires occidentaux.

Aux Nations unies, où le débat sur le conflit irano-irakien s'est poursuivi vendredi, les quinze membres du Conseil de sécurité se sont mis d'accord, pour la première fois depuis le début de la guerre, sur un texte de

résolution faisant la part des responsabilités des deux belligérants, sans toutefois condamner « les actes initiaux qui ont provoqué le conflit, ainsi que la poursuite des hostilités ». Le texte de résolution sur lequel les quinze membres du Conseil de sécurité se sont mis d'accord demande aux deux belligérants d'observer un cessez-le-feu immédiat et de soumettre « immédiatement tous les aspects du conflit à la médiation ou à tout autre moyen de règlement pacifique des différends ». (A.F.P.)

Jusqu'à présent, les Irakiens ne sont pas tombés dans le piège, et les quelques renforts qu'ils ont expédiés vers Fao sont venus de garnisons beaucoup plus lointaines. On estime à Bagdad que les Irakiens ne pourront monter deux opérations à la fois, une au sud, où ils auraient amassé plus de 84 000 hommes au total, et une autre à des centaines de kilomètres plus au nord.

Néanmoins, la concentration de quelque 50 000 soldats irakiens devant Ahwaz, à l'est des îles Majnoon, demeure pour Bagdad une réelle source d'inquiétude. Cette force, toujours disponible, serait capable soit d'avancer vers le nord pour lancer une attaque sur Qourmah, qui couperait la route Bagdad-Bassorah, soit de pivoter dans l'autre sens pour venir derrière les colonnes irakiennes qui font route actuellement vers Fao, dans le but de les prendre en tenaille.

« Ce ne sont plus des gamins... »

Les Irakiens ont lancé leur contre-attaque à partir des trois pistes plus ou moins praticables qui mènent à Fao : une le long du Chatt-el-Arab sous la direction du général Fahri, une autre au sud et la troisième au milieu. En même temps, l'aviation plonge les arrières pour empêcher le renforcement du dispositif irakien.

Cette bataille a révélé un professionnalisme nouveau de la part des

gardes révolutionnaires irakiens, qui, jusqu'ici, étaient mal équipés et entraînés, se livrant à des attaques suicides plus qu'à des opérations conventionnelles soigneusement préparées. Pour traverser le Chatt-el-Arab, par exemple, large d'un kilomètre à Fao, ils ont jeté des pontons flottants durant la nuit du 9 au 10 février, formés de gigantesques cubes de Styrofoam et recouverts de morceaux de tôle. Ce genre de construction, fait de moyens de fortune, est néanmoins assez solide pour supporter le poids de camions légers, mortiers et pièces d'artillerie tractées, qu'ils amenèrent en grand nombre pour appuyer leur attaque.

La presse irakienne estime que la traversée du Chatt-el-Arab a été accomplie par « cinq brigades bien entraînées des gardes révolutionnaires », tandis que des observateurs étrangers notaient d'après les images de la télévision irakienne que « les gardes révolutionnaires paraissent cette fois plus âgés que les vagues humaines des autres années, et surtout mieux équipés : uniformes réglementaires, boîtes et masques à gaz. Ce ne sont plus des gamins de douze ou treize ans, mais des jeunes hommes de vingt ou vingt-cinq ans ».

Autre détail significatif, les nombreux équipements d'homme-grenouille retrouvés sur le champ de bataille laissent penser qu'au moins une partie de la première vague a traversé le Chatt-el-Arab à la nage.

KENNETH TIMMERMAN.



Elle est l'une des victimes de la violence au Liban du Sud.

fréquentes, ce qui a poussé à dessiner un plan de secours. Chacun des pays a sa façon de voir la situation et évoque un scénario différent. Les Etats-Unis ont une approche plus globale, impliquant des aspects politiques, économiques, sociaux et culturels. Le plan américain est basé sur la table de travail de Washington, qui vise à résoudre les problèmes de la région. Dans une dépêche envoyée à Paris, le secrétaire d'Etat a souligné que le plan américain est basé sur la table de travail de Washington, qui vise à résoudre les problèmes de la région. Dans une dépêche envoyée à Paris, le secrétaire d'Etat a souligné que le plan américain est basé sur la table de travail de Washington, qui vise à résoudre les problèmes de la région.

PATRICE BARRAT.

intellectuelle. L'absence de notions rigoureuses de culture ne fait pas le maître à penser de nombreux Africains dans les années 60. Le président Diouf avait essayé de normaliser les relations entre le pouvoir et les intellectuels. Si utile pour l'image de Senegal, justement, par exemple en 1983, quand il fit une tournée de conférences dans les universités américaines à l'invitation de l'Association Martin-Luther-King. Il n'en reste pas moins qu'il fut sur une liste d'opposition en 1987. Cheikh Ana Diop avait refusé d'occuper son siège à l'Assemblée nationale pour protester contre la fraude électorale. Le geste que rien des participants nigérian au colloque tentait de rappeler au milieu des hommages officiels à titre posthume.

Au soir du dernier jour, Birame Ndiaye, fidèle au poste, repart dans sa villa. Masques blancs sur les murs, dernières conversations françaises dans la bibliothèque. Des Sénégalais qui ont été les élèves ou les camarades de faculté de membres de l'association sont présents. Birame Ndiaye et son épouse donnent des nouvelles d'un absent, rappellent un bon souvenir commun.

Parmi les hôtes de l'Université des mutants, tous ne sont pas des africainistes. Leurs communications pendant le colloque ont souvent été abstraites. Maitenant, en marge de la réunion, ils s'interrogent sur des réalités locales. Installés à Paris, ces juristes enseignent qu'à Reims, qui à Limoges, et se présentent plaisamment comme des « turbo-profs ». Ce sont aussi des « jets-profs », habitués des colloques, de préférence au bord des mers bleues. Il suffit pour cela de savoir adapter sa thèse de la nasse à tous les thèmes et de la resservir avec un assaisonnement nouveau. Plus tard, ailleurs, ils copieront la bonne image de Sénégal. Le chef des « mutants » n'a peut-être pas perdu son temps.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

LE PREMIER SALON QUI FAIT TOUT POUR NE PAS VOUS REVOIR L'ANNÉE PROCHAINE. LES 5 JOURS DE L'ETUDIANT POUR CHOISIR SES ETUDES ET SON METIER. ALLEZ-Y EN 2 VOITURE France Inter la Villette 22 AU 26 FEVRIER 1988-1989

France

EN CAMPAGNE

M. François Léotard fait son marché

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Les médias n'ont aucune morale. François Léotard en est la révélation un soir, en chantant l'Ajaccienne en direct. Quelques temps auparavant, il planchait à « l'heure de vérité ». Trac, répétitions, bachotage : « On a fait 12 % d'écoute ». Puis, on l'invite à une émission de variétés avec Patrick Sébastien en lui demandant de pousser la chansonnette. Il choisit l'hymne immémorial de l'île de Beauté : l'écoute bondit à 34 %. « Le lendemain, les gens m'arrêtaient dans les aéroports et me demandaient de sauver la France. »

Tout d'un coup, tout lui devient clair. Et d'abord qu'une soirée électorale réussie ne se termine pas comme un discours de sous-préfet, mais se finit savamment comme un patchwork d'apercus calibrés en direction de l'adversaire et de câlins irrésistibles au public. Aux Cortes, le jeudi 20 février, on se doit donc de rappeler, de Bastia à Ajaccio : « Je suis fier d'être corse » — il l'est, de fait, par sa mère.

M. LE PEN A BESANÇON

« Sommes-nous des Untermenschen ? »

De notre correspondant

Besançon. — Pour entendre M. Le Pen, vendredi soir 21 février, au Palais des sports de Besançon, ils étaient venus un millier. Il y avait là un bon échantillon de la population citadine enrichie de l'apport rural de communes périphériques. Ne manquaient guère que les gardiens de la paix retenus malgré eux à l'extérieur pour cause de risque de « manif », et, bien sûr, les immigrés dont, au demeurant, on aurait été étonné qu'ils donnent 20 francs pour payer leur entrée mais au sujet desquels le président du Front national a souligné, au passage, qu'il veut mieux payer un éboueur français 10 000 francs qu'un éboueur sénégalais 6 000 francs, ce qui nous revient en fait à 20 000 francs.

Le chef de l'extrême droite a aussi évoqué sa prestation de la veille sur TF1 : « J'ai hésité à me présenter à la télévision avec une étoile blanche marquée dessus « Français », car la défense de l'identité française est très mal vue par la classe politique et la classe médiatique ». A-t-il expliqué.

« Sommes-nous des Untermenschen (1), des citoyens de deuxième catégorie, pour ne pas oser prétendre préserver notre culture française ? »

Il apparut en tout cas que M. Le Pen reste l'un des rares dirigeants politiques à savoir encore conduire un meeting, jouant savamment de tout son registre pour susciter les applaudissements toutes les trois minutes. Ah ! bien sûr, ce ne sont pas forcément toujours les mêmes

Aux journalistes, dans l'avion : « Ce n'est pas pour vous flatter, mais j'aurais aimé faire votre métier. » A un marathonaïen qui l'agrippe à une sortie de salle : « Téléphonnez-moi donc, on ira courir ensemble. » A Toto, berger corse et barbu, descendu tout exprès de son masquais : « Toto, mets ton chapeau pour la photo. » Aux gendarmes qui surveillent à mi-voix son avion sur la piste glacée de l'aéroport : « Ça va ? » Dans le mille. A tout coup, sauf une fois, quand il félicite son public d'être venu l'entendre « ce soir, pour tant le soir de la cinquante chaîne ». Hé, ici, on ne la capte pas », marmonne un vieux Corse au fond de la salle.

Un référendum

Soyons juste, François Léotard n'a pas seulement assimilé des petits « trucs » d'idole des jeunes, mais aussi qu'un chef de parti en campagne, pour crever chaque jour dans les médias la muraille moite des petites phrases, se doit de réagir vite aux coups de l'adversaire et de

qui applaudissent en même temps. Mais, en fin de compte, il suffit de dire assez de choses pour que tout le monde, ensemble ou à tour de rôle, finisse par trouver son compte : l'éboueur, français cela va de soi, le PDG victime de la fiscalité, l'ancien combattant d'AFN mort ou qui aurait pu l'être à cause des politiciens, et tous ceux qui, par la faute de ces mêmes politiciens qui n'ont pas prévu des abris anti-atombiques, mourront sous les champignons nucléaires soviétiques (sans compter les vieilles dames menacées par les égorgements, à la sortie des caisses d'épargne), bref, pour que tous se retrouvent, un point d'orgue, entonnant en chœur la Marseillaise tandis que deux ou trois drapeaux tricolores surgissent au-dessus des têtes !

Après quoi, tout est dit. Il reste à passer devant cet autre drapeau tendu à l'horizontale où se recueille l'« argent du peuple », comme dit M. Roger Hœlindre, le chef du service d'ordre, qui hurle au mégaphone que cet argent permet seul de financer la campagne du Front national.

C. F.

(1) Untermenschen (sous-hommes), terme allemand employé sous le III^e Reich pour désigner les juifs et autres minorités ethniques non aryennes.

« Votez ras-le-bol votez Lutte ouvrière »

Lutte ouvrière est à la vie politique française ce que le gîte rural est à l'hôtellerie de luxe. Rigueur du discours et asoisme du décor. Le « bourgeois » à toujours droit à sa voûte de bois vert, et les drapeaux rouges sont censés représenter l'horizon émancipateur de la « classe ouvrière ». Le vendredi 21 février, pour son meeting de lancement de campagne à la Mutualité à Paris, LO n'a pas failli à sa tradition trotskiste. Pas de fioritures inutiles pour les mille deux cents personnes environ qui étaient venues écouter la vedette « américaine », M. Daniel Bédarrat, salarié de Renault-Films, tête de liste dans les Yvelines, et la vedette de toujours, M^{me} Arlette Laguiller, porte-parole nationale de LO et tête de liste législative et régionale en Seine-Saint-Denis.

Pas de pitié pour les gouvernants. « Faire le bilan de la gauche, c'est faire son procès », a déclaré M. Bédarrat, car « les socialistes prétendaient changer la vie, mais ils n'ont fait que favoriser la spéculation ». Pour M^{me} Laguiller, « la gauche s'est déconsidérée au gouvernement » et, ce qui est pire, « c'est

ce qui est bien le moins pour un ferment du libéralisme : « Une campagne, c'est comme un marché. Il y a l'offre, c'est-à-dire le message. Et la demande : le public. » Bref, François Léotard a peut-être compris qu'il est nuisible de dire n'importe quoi à n'importe qui.

Pan donc, l'été dernier, sur M. Mitterrand « qui n'est plus un Etat ». Pan aujourd'hui sur « le socialisme qui nous laisse des cadavres dans les placards et des bombes à retardement dans les couloirs ». Et pan sur Badinter. Pas sur l'homme, bien sûr, — « je respecte la personne » — mais sur le ministre « qui depuis 1981 a essayé trente-trois fois de ses projets de loi par le Conseil constitutionnel qu'il préside aujourd'hui ».

Et surtout, à peine plus de vingt-quatre heures après le choc de la nomination du garde des sceaux à la présidence du Conseil constitutionnel, voici la parade, étincelante comme une lame de mousquetier jaillie du fourreau : un référendum. Après le 16 mars, François Léotard demandera à l'opposition d'« assurer, par la voie du référendum, la garantie du respect de la liberté économique, de la liberté de l'école, de la liberté de la presse ». Autrement dit, la proclamation de ces trois libertés dans le préambule de la Constitution, pour que M. Badinter, si possible, s'y emmêle un peu les pieds.

Du punch et du jarret, certes, mais pas seulement. Notre marathonaïen s'est aussi frotté au marketing,

La compromission nécessaire

Les téléspectateurs ignorent donc encore — et ignorent probablement toujours — que l'homme François Léotard considère en conscience comme « une injustice tout à fait intolérable » le licenciement par la firme Sumitomo-Dunlop de Montluçon de l'ouvrier Alain Clavaud, accusé d'avoir accordé à l'Humanité une interview sur ses conditions de travail.

De même, les développements sur la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, proposé par la plate-forme de l'opposition, sont réservés de préférence « aux publics de socio-professionnels ». Quant au Front national, François Léotard, coïncé entre ses électeurs lepénistes du Var et sa nécessaire image libérale, admet prudemment y trouver « le meilleur et le pire ».

Mais comme il est touchant, François Léotard, quand il avoue, avec une moue de saint Sébastien de la compromission nécessaire, que « c'est vrai, cela ne vole pas toujours bien haut. Mais enfin, c'est une campagne... ». Une campagne efficace ? On le saura le 16 mars. En attendant, elle se dégage comme un verre d'eau en pleine canicule à la terrasse d'un café de Fréjus ; rafraîchissante, et délicieusement sans saveur.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Plusieurs intellectuels et des personnalités des arts et des spectacles signent le « manifeste du 17 mars »

Plusieurs personnalités, sollicitées par le journal *Globe*, ont décidé d'adopter, en vue du scrutin législatif, un « manifeste du 17 mars » qui précise : « Dans moins de quatre semaines maintenant, une nouvelle majorité politique se formera — peut-être — au Parlement. Sans préjuger des contours de cette majorité ni de la nature du gouvernement qui en sera issu, les soussignés entendent réaffirmer leur attachement à un certain nombre de valeurs qui leur paraissent en toute hypothèse devoir être scrupuleusement respectées. Par avance ils à rendre publique, sans aucune limite de date mesurée,

orientations, ou dispositions, qu'ils acceptent en aucun cas car elles constitueraient, à leurs yeux, une intolérable régression. Par-delà leur diversité, leurs désaccords éventuels, ils s'accordent à penser que ces dix mesures forment aujourd'hui l'irréfranchissable limite au-delà de laquelle c'est notre culture démocratique qui se verrait entamée.

Les dix points sont les suivants :

- 1) Le rétablissement de la peine de mort.
- 2) La remise en place des juridictions d'exception, telle la Cour de sûreté de l'Etat.
- 3) La restauration de la loi Sécurité et Liberté, c'est-à-dire le retour à une politique privilégiant la répression sur la prévention.
- 4) La révision du code de la nationalité dans le sens d'une remise en question du « droit du sol », promulgué par le général de Gaulle à la Libération.
- 5) L'instauration d'une discrimination raciale implicite ou avouée, dans le régime des prestations sociales et familiales.
- 6) La nomination de ministres issus du Front national.
- 7) Le déclenchement d'une chasse aux sorcières dans la fonction publique, les médias et les entreprises nationales.
- 8) La remise en cause du soutien de l'Etat à la création culturelle, le blocage ou l'arrêt des grands travaux (Louvre, Palais-Royal, La Villetta, l'Opéra de la Bastille).
- 9) La remise en question du principe de service public, de radio et de télévision.
- 10) A propos de radio et de télévision, la remise en cause du processus de libération des ondes amorcé par François Mitterrand.

(Voici la liste des premiers signataires : J.-P. Aron, Patrice Chéreau, Jane Birkin, F. Guattari, L. Bodard, J. Toussaint Desanti, D. Desanti, E. Roda-Gil, R. Topor, E.-H. Levy, G. Konopnicki, C. Mauriac, M. Halper, P. Solliers, Barbara, G. Depardieu, A. Püttman, C. Gavrus, M. Nadeau, D. Meguilhon, F. Sagan, P. Starck. Le groupe Téléphone, E. Dabo, Agnès B., A. Rimaldi.)

O. B.

Propos et débats

M. Joxe : aidé

M. Pierre Joxe a mis un nom, le vendredi soir 21 février à Louhans (Saône-et-Loire), sur chacun des choix des élections législatives : « En économie, le choix c'est quoi ? C'est Bérégovoy l'équilibre et Monory l'inflation ; c'est Chevènement l'ouverture et Haby la séduction ; c'est Croisson l'expansion ou Giraud la faillite. » En politique extérieure, c'est le verbe « aider » qui marque la différence : « Soit aider l'horrible Bokassa à opprimer son peuple, soit aider le peuple haïtien à se débarrasser de l'horrible Duvalier. »

M. Toubon : 8 %

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, promet, dans une interview à l'Est républicain, que l'opposition devenue majorité allégera toutes les tranches de l'impôt sur le revenu de 8 % en 1987. D'autre part, il définit en ces termes la différence entre M. Le Pen et le RPR : « Lui parle de choses qu'il ne fera pas, alors que nous, nous débarrasserons des immigrants clandestins. »

M. Juillet : la cohabitation-Liban

Pour M. Pierre Juillet, ancien conseiller de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac : « La cohabitation entraînerait une situation à la libanaise, les armes en moins. » Derrière de la liste législative de M^{me} Garud à Paris, M. Juillet affirme également : « François Mitterrand mettra à profit les deux ans qu'il a devant lui pour compromettre ses adversaires et ruiner leur audience. Jacques Chirac a besoin de temps pour préparer la dernière vague d'assaut sur l'Elysée ; Valéry Giscard d'Estaing craint que le temps ne lui soit compté pour éliminer ses rivaux. » Aujourd'hui, assure-t-il, Raymond Barre gagnerait une élection présidentielle.

M. Rocard : le pire

Pour M. Michel Rocard, qui parlait le vendredi 21 février à Ribaucourt (Oise), « le pire de la plate-forme RPR-UDF, c'est ce qu'il n'y a pas dedans : rien sur le chômage, rien sur le tiers-monde... Il est dangereux de confier la France à ces gens-là ». D'autant, a poursuivi l'ancien ministre de l'Agriculture, à Compiègne, que la droite « dissille la même idéologie sécuritaire que le Front national ».

M. Marchais : la charité

« Ce n'est pas pour la charité, ce n'est pas pour les soupes populaires que les gens ont voté en 1981, c'est pour la justice sociale », a déclaré M. Marchais le vendredi 21 février à Colombes (Hauts-de-Seine). Le secrétaire général du PCF a une nouvelle fois insisté sur l'idée que la droite est l'adversaire de son parti.

M. Mermaz : introuvable

M. Louis Mermaz, interrogé, le vendredi 21 février, par Radio-France-Inter, a souligné « que, à peine publié », le RPR et l'UDF se sont aperçus que leur plate-forme « produisait le pire effet ». Aussi « est-elle introuvable aujourd'hui », a assuré le président de l'Assemblée nationale.

M. d'Ormesson : les assassins

M. Olivier d'Ormesson, membre de l'Assemblée des Communautés européennes, conseiller général et maire d'Ormesson-sur-Marne (Val-de-Marne), a appelé à voter Le Pen, « pour mettre un terme au temps des voleurs et des assassins ». Selon lui, il faut « rejeter de France tous les Cosaques, tous les fellaghas et tous les frères du Djihad islamique qui sèment le sang et la terreur ».

Quelle majorité pour quel progrès ?

(Suite de la première page.)

Sécurité sociale » qui devait en être le cœur.

Les zones de consensus : comment peut-on à la fois parler d'accord général sur la politique extérieure de France et discuter un président de la République et la responsabilité de la conduire dans les réunions internationales, là où il ne serait autorisé à ouvrir la bouche que pour bâiller d'ennui ? Comment peut-on laisser croire que la stratégie de défense de la France fait l'unanimité, alors qu'il y a divergence sur le programme européen Euréka et sur la réponse à l'IDIS américaine, que M. Giscard d'Estaing conteste la politique militaire des socialistes, que M. Chirac promet à l'un de ses secrétaires nationaux, spécialiste de ces questions, M. François Fillon, d'ouvrir des brèches vers des révisions stratégiques ?

— Les programmes : au gré de l'actualité, la plate-forme de l'opposition est agrémentée, sous l'impulsion du RPR, d'ajouts et de modifications. M. Chirac, sous les yeux d'un François Léotard dépit, développe ses propres thèmes sur la sécurité, puis corrige la copie commune sur la privatisation du service public de la télévision.

Malgré leurs protestations — « Quand vous draguez votre copine, explique l'un d'entre eux, vous ne lui dites pas : l'année dernière à Marienbad. Vous lui dites : ce sera l'année prochaine aux Seychelles » — la mise en valeur de leur projet d'avenir reste des plus discrètes. Aujourd'hui, les socialistes disent très fort aux Français : vous allez nous regretter parce que nous avons passé de bons moments ensemble et qu'il n'en ira pas de même avec les autres demain. Ils ne disent pas, ou si peu ; si vous refusez, vous regretterez ce que nous avons préparé pour la suite.

En fait, les socialistes paraissent tirer un trait sur les deux premières années de la prochaine législature. Pour eux, ce ne sont guère que les deux dernières du septennat de M. Mitterrand. Il s'agit, a noté M. Jospin jeudi dernier, de « passer au second souffle du septennat ». Le premier secrétaire du PS balise déjà le terrain afin que les prétendants à la prochaine élection présidentielle évitent de déchoir, par excès de précipitation, leur pari, et d'injurier l'avenir, c'est-à-dire de compromettre une éventuelle candidature du président sortant. Tout candidat devrait s'interdire — s'il veut être « incontestable », selon le mot de M. Jospin — de se manifester trop tôt. L'avertissement ne va pas que pour M. Rocard. C'est en 1988 que la recherche d'une « majorité de progrès » prendra tout son sens.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

L'année dernière à Marienbad

Les socialistes sont victimes d'un phénomène différent. M. Mitterrand leur ayant signifié qu'il ne s'engagerait dans la campagne que sur son bilan, et qu'il n'était pas question d'éparpiller ses forces en exposant d'autres projets que la continuation du sien, ils ont dû en rabattre sur leur programme. On n'a encore jamais entendu parler de cette « nouvelle

MESSIEURS
ÉVITEZ LA CALVITIE
MÉTHERE DIQUUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR
DOMINIQUE LAVIGNE

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris - 260-69-02
Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h 20 à 19 h 30 - Visite et contrôle gratuits

LIVRES A VENDRE ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
8, rue de la Pomme, 75116 PARIS 45-20-87-12

Le « patron » pour sa Force

De passage à Paris, où il a l'invité de l'Institut français de relations internationales (IFRI), le général américain Bernard Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, a rendu hommage remarqué au gouvernement français pour sa création, sein des unités françaises, de Force d'action rapide (FAR).

Composée de 47 000 hommes, la FAR est une grande unité luttant antichars en Europe, d'intervention outre-mer, à demande des pays avec lesquels France a des accords de défense.

Après avoir rappelé que « la situation des forces classiques françaises revêt un grand intérêt pour les responsables militaires que nous sommes », le général Rogers a expliqué : « Je suis heureux d'apprendre que la FAR formation pourrait intervenir pour renforcer les troupes allemandes au cas où celles-ci seraient attaquées. J'ai apprécié très vivement la récente déclaration du ministre français de la Défense, annonçant que la France procéderait en 1987 aux manœuvres les plus importantes jamais exécutées en Allemagne ».

TENNIS

LENDI ET WILANDER FINALISTES A BOCA-WEAVER

Le Tchéco-slovaque Ivan Lendl rencontrera le Suédois Mats Wilander, dimanche 23 février, en finale masculine du tournoi de Boca-Weaver (Floride) doté de 1,8 million de dollars. Vendredi, en demi-finale, Tchéco-slovaque a battu Jimmy Connors par disqualification (1-6, 1-6, 2-6, 5-2). L'Américain, qui refusé de reprendre le jeu après une balle qu'il jugeait litigieuse, a été sanctionné d'une amende de 5 000 dollars. Dans l'autre demi-finale, Wilander s'est imposé (6-1, 6-0) par abandon de son compatriote Stefan Edberg, victime de douleurs stomacales.

● ATHLÉTISME : record pu Subka — Le Soviétique Sergueï Subka a amélioré de 1 centimètre

POU

L'EU CON LE

A L'OCCASION CONTRE LES CANCER L'ASSOCIATION GRANDE E du vendredi 21 de 10 h 00 à 19 h 00. Cette exposition

- INFORMATIQUE
- PREVENTION
- DIAGNOSTIC

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER

UNE CAMPAGNE SUR LE DÉPISTAGE DU MÉLANOME
Le vilain grain de beauté

Il faut réaliser pour le mélanome malin ce que l'on a fait entre autres pour le cancer du sein, le cancer du col de l'utérus, et le cancer du côlon... Une importante initiative française, qui débouche le domaine de la coopération en matière d'armements, vise, dans le cadre du projet Euréka, à conserver à l'industrie européenne sa compétitivité dans le domaine de la technologie de pointe...

REPERAGE
Un grain de beauté « bizarre ». Ou du moins le pensez-vous. Avant de vous enlever, répondez plutôt à ces six questions...
1. - Est-ce que la surface s'est agrandie récemment ?
2. - Est-ce que le bord est devenu irrégulier ?
3. - Est-ce que l'épaisseur a changé par endroits ?
4. - Est-ce que la couleur a changé par endroits ?
5. - Est-ce qu'il y a une rougeur autour de la lésion ?
6. - Est-ce que la surface a des reliefs bizarres ?

qui leur ressemblent sont rarement reconnus. Les mélanomes cutanés ne sont pas les tumeurs cutanées malignes les plus fréquentes, leur incidence étant nettement moins élevée que celle des épithéliomas de la peau (environ 55 pour 100 000 habitants), mais le taux de mortalité de mélanomes est beaucoup plus élevé que celui des épithéliomas. Ces deux types de cancer surviennent avec une beaucoup plus grande fréquence chez les personnes à peau claire (blond, roux) qui s'exposent à un soleil.

Le « patron » de l'OTAN félicite la France pour sa Force d'action rapide et le projet Euréka

De passage à Paris, où il a été l'invité de l'Institut français des relations internationales (IFRI), le général américain Bernard Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, a rendu un hommage remarquable au gouvernement français pour sa création, au sein des unités françaises, de la Force d'action rapide (FAR).

Composé de 47 000 hommes, la FAR est une grande unité de lutte antichars en Europe et d'intervention outre-mer, à la demande des pays avec lesquels la France a des accords de défense.

Après avoir rappelé que « la situation des forces classiques françaises revêt un grand intérêt pour les responsables militaires que nous sommes », le général Rogers a expliqué : « Je suis heureux d'apprendre que la FAR en formation pourrait intervenir pour renforcer les troupes allemandes au cas où celles-ci seraient attaquées. J'ai apprécié les insérés la récente déclaration du ministre français de la Défense, annonçant que la France procéderait en 1987 aux manœuvres les plus importantes jamais exécutées en Allemagne de

l'Ouest depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en vue d'éprouver les capacités de la FAR. Cette coopération bilatérale entre la France et l'Allemagne caractérise des liens existant entre les forces armées françaises, celles d'autres pays de l'Alliance et le commandement allié en Europe. »

Le général Rogers a ajouté : « Le supplément de souplesse que confère la FAR à la France, dans ses efforts de préservation des intérêts français et occidentaux en dehors du commandement allié en Europe, vient également bien à point. A une époque où maints pays européens de l'OTAN ont tendance à ne pas regarder au-delà des frontières de l'Europe, le rôle que joue la France sur les plans culturel, économique et militaire en dehors de l'Europe est compris et apprécié dans de nombreuses sphères, et tout particulièrement à Washington. »

Nuage radio-actif au Pays de Galles

Un nuage de gaz radio-actif s'est échappé dans l'atmosphère au-dessus de la centrale nucléaire de Trawsfynydd, dans le nord du Pays de Galles, à la suite du mauvais fonctionnement d'une valve de sécurité, le 21 février. La fuite, qui a duré un quart d'heure, a libéré environ 15 tonnes de dioxyde de carbone - sur les 120 tonnes que contient le réacteur pour son refroidissement.

LA POLÉMIQUE SUR LE CŒUR ARTIFICIEL

Vingt chirurgiens soutiennent le professeur Carpentier

« L'opéré du cœur va aussi bien que possible. » C'est ce que l'on indiquait dans la soirée du 21 février à l'hôpital Broca. Dans le même temps, une polémique continue d'agiter les milieux de la chirurgie cardiaque française. D'une part, le Figaro-Magazine - cautionné par le professeur Christian Cabrol - maintient sa position : « le cœur artificiel utilisé la semaine dernière par le professeur Carpentier n'en est pas un en réalité ». D'autre part, une vingtaine parmi les plus grands spécialistes français de chirurgie publient un communiqué dans lequel ils rappellent que l'intervention faite par l'équipe du professeur Carpentier a été « réalisée dans des conditions techniques et éthiques irréprochables... De même que le terme « rein artificiel » désigne différents types d'appareils extracorporels d'épuration rénale, le terme « cœur artificiel » désigne différents types d'appareils extracorporels ou non, dès lors qu'ils prennent en charge totalement, et pour une durée suffisamment longue, la fonction circulatoire d'un malade en état d'arrêt cardiaque. Ce qui était le cas... » Parmi les signataires de ce communiqué, on retrouve les noms des professeurs Jean-Paul Binet (Paris), Philippe Blondeau (Paris), Jean-Paul Cachera (Créteil), Daniel Guilmet (Suresnes), Jean-Raoul Monties (Marseille), Jean-Yves Neveux (Paris).

MORT A CENT VINGT ANS

Il aura suffi d'une petite pneumonie pour que l'humanité perde son doyen, Shigechiyo Izumi, un Japonais de cent vingt ans. Il était né le 29 juin 1868, dans l'île de Tokuyoshima, au sud de l'archipel. En ce temps-là, Napoléon III dirigeait la France et Bismarck l'Allemagne. Le secret de sa longévité ? Réveillé à 5 heures par beau temps, une heure plus tard les autres jours ; à chaque dinner une fiole de shochu, un alcool doux de canne à sucre et, ajoutant-il, le secours de la grâce divine. Pour plus de sûreté, il avait arrêté de fumer il y a trois ans, à cent dix-sept ans. Vendredi 21 février, il est mort paisiblement, « comme dans son sommeil ». Il assista au Japon, au moment de la naissance d'Izumi, un registre d'état civil qui permet d'authentifier l'âge réel du grand vieillard.

nos et débats

M. Joxe : aidé

M. Joxe a mis un nom à l'ordre du jour... Le général américain Bernard Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, a rendu un hommage remarquable au gouvernement français pour sa création, au sein des unités françaises, de la Force d'action rapide (FAR).

M. Toubon : 8 %

M. Toubon, secrétaire général de l'Assemblée nationale, a annoncé que l'Assemblée nationale a adopté, le 21 février, la loi relative à la réduction de la durée de la semaine de travail de 35 heures.

Juliet : la cohabitation-Liban

Juliet, ancien conseiller de Georges Pompidou et de Charles de Gaulle, a été élu député de la Seine-Maritime lors des élections législatives du 21 février.

M. Rocard : le pire

M. Rocard, ministre de l'Énergie, a déclaré que la situation de la France est « le pire de la distribution énergétique de l'Europe ».

M. Marchais : la charité

M. Marchais, secrétaire général du PCF, a appelé à la charité pour les victimes de la catastrophe de l'usine de Tchernobyl.

M. Mermaz : introuvable

M. Mermaz, député de la Seine-Maritime, a déclaré qu'il est introuvable depuis plusieurs semaines.

L'Ormesson : les assassins

L'Ormesson, ministre de l'Énergie, a déclaré que les responsables de la catastrophe de Tchernobyl sont des assassins.

majorité pour quel progrès ?

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Majorité pour quel progrès ? Les socialistes ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

TENNIS

LENDI ET WILANDER FINALISTES A BOCA-WEST

Le Tchecoslovaque Ivan Lendl rencontrera le Suédois Mats Wilander, dimanche 23 février, en finale masculine du tournoi de Boca-West (Floride), doté de 1,8 million de dollars. Vendredi, en demi-finale, le Tchecoslovaque a battu Jimmy Connors par disqualification (1-6, 6-1, 6-2, 2-6, 5-2). L'Américain, qui a refusé de reprendre le jeu après une balle qu'il jugeait litigieuse, a été sanctionné d'une amende de 5 000 dollars. Dans l'autre demi-finale, Wilander s'est imposé (6-4, 1-0) par abandon de son compatriote Stefan Edberg, victime de douleurs stomacales.

meilleure performance mondiale en saut à saut à la perche, en franchissant 5,94 mètres, vendredi 21 février à Ingwood (Californie).

L'ancienne meilleure performance était détenue par l'Américain Billy Olson depuis le 8 février.

BOXE : Lucien Rodriguez se retire. - Ancien champion d'Europe des poids légers, le Français Lucien Rodriguez, âgé de trente-quatre ans, a annoncé, vendredi 21 février, à Saint-Ouen, où il venait d'être battu aux points en huit reprises par l'Allemand de l'Ouest d'origine camerounaise Louis Pergaud, qu'il mettrait définitivement un terme à sa carrière.

SKI : Coupe du monde. - Le Suisse Peter Mueller a remporté, vendredi 21 février, la première descente d'Are (Suède), comptant pour la Coupe du monde. Il a devancé l'Italien Michael Mair et le Luxembourgeois Marc Girardelli. Le Français Patrick Piccard a terminé quinzième.

ATHLÉTISME : record pour Bubka

Le Soviétique Sergueï Bubka a amélioré de 1 centimètre la

POUR MIEUX VOUS INFORMER :

L'EUROPE CONTRE LE CANCER

A L'OCCASION DE LA SEMAINE EUROPÉENNE DE LUTTE CONTRE LES CANCERS, L'ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER ORGANISE UNE

GRANDE EXPOSITION AU CHAMP DE MARS du vendredi 21 février au dimanche 2 mars (côté Ecole Militaire) de 10 h 00 à 19 h 00 entrée gratuite

Cette exposition regroupe les principaux thèmes de lutte contre les cancers :

- INFORMATION • TRAITEMENT
• PREVENTION • RECHERCHE
• DIAGNOSTIC • DEPISTAGE (unité mobile près de l'entrée)



Tous les moyens de communication et d'information à destination du grand public, des médecins et des chercheurs à votre disposition.

fundamental
La lutte contre les cancers GRANDE CAUSE EUROPÉENNE
VOUS ALLEZ RECEVOIR RÉPONSEZ TRÈS NOMBREUX CE NUMÉRO SPECIAL

MESSIEURS ÉVITEZ LA CALVITIE MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR DOMINIQUE LAVIGNE

Société

AU CONSEIL D'ÉTAT

Rejet d'une demande de sursis pour le transfert des plans-reliefs du musée des Invalides

Le Conseil d'Etat a rejeté, le 1^{er} février 1986, une demande en sursis concernant l'affaire de démantèlement des plans-reliefs du musée des Invalides. On se souvient que le gouvernement a décidé le transfert à Lille, de cette collection exceptionnelle des principales places fortes de France, commencée en 1668, sur l'ordre de Louis XIV (le Monde du 11 janvier 1986).

Un certain nombre d'associations, dont la Compagnie des architectes et des monuments historiques, avaient lors saisi le tribunal administratif de Paris, puis, en appel, le Conseil d'Etat.

La décision de l'Assemblée du Palais-Royal ne devait pas servir de modèle à une autre affaire de pure procédure contentieuse. C'est, en fait, par la voie du référé que les associations requérantes demandent d'une part, d'ordonner le sursis l'exécution des décisions de transfert du musée des Invalides et de

transférer à Lille; d'autre part, de diligenter une expertise en vue de déterminer les risques et les conditions d'un tel transfert, les précautions à prendre, et le coût de l'opération.

Mais lorsqu'il est saisi par la voie du référé, le juge administratif ne peut « coordonner toutes mesures utiles, sans faire préjudice au principal, et sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative ». Le Conseil d'Etat a donc rejeté, tant la demande de sursis, qui aurait fait obstacle aux décisions prises que la demande d'expertise: en effet, celle-ci tendait, par son objet, à faire déterminer des mesures que le juge administratif n'a pas le pouvoir d'ordonner à l'administration.

Ce n'est donc qu'ultérieurement, dans le cas où il serait saisi d'autres appels, que le Conseil d'Etat pourrait être amené à se prononcer sur la légitimité des décisions de transfert.

M. Luigi Cavallo a été extradé. — M. Luigi Cavallo, un journaliste italien accusé d'avoir voulu indirectement soutirer une grosse somme d'argent au banquier Roberto Calvi, a été extradité, mercredi 19 février, en direction de Milan.

UN SOMMET DE L'ÉGLISE BRÉSILIENNE À ROME

Un sommet de l'Église brésilienne a été convoqué par le pape à Rome, du 13 au 15 mars prochain. Il réunira les cinq cardinaux brésiliens, les responsables de la conférence épiscopale et des différents secrétariats régionaux.

Il ne s'agit pas d'un « synode extraordinaire », à tenu à préciser le Saint-Siège, mais d'une « rencontre informelle », destinée « à approfondir le dialogue sur la vie et l'activité de l'Église au Brésil ». Il est probable que la théologie et la libération — le Père Boff, sanctionné, est brésilien — occuperont une place importante dans les débats. — (A.F.F.)

LA COUR DE CASSATION VA ÊTRE SAISIE D'UNE AFFAIRE CRIMINELLE DATANT DE 1946

Avant de quitter le ministère de la Justice, M. Robert Badinter a donné, jeudi 20 février, son accord pour transmettre le dossier de Raymond Mis et de Gabriel Thiennot à la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Les deux hommes, aujourd'hui âgés l'un et l'autre de cinquante-neuf ans, ont été condamnés, une première fois, en 1947 à quinze ans de travaux forcés par la cour d'assises de Châteaufort pour le meurtre, le 29 décembre 1946, d'un garde-chasse à Mézières-en-Brenne (Indre). Après avoir reconnu leur culpabilité, ils étaient revenus sur leurs aveux et avaient affirmé avoir avoué sous la contrainte.

Après deux cassations, ils ont été de nouveau condamnés, successivement par la cour d'assises de Poitiers, le 3 décembre 1948, à vingt ans, et par la cour d'assises de Bordeaux, le 5 juillet 1950, à quinze ans.

Raymond Mis et Gabriel Thiennot ont continué à proclamer leur innocence et ont déposé sans succès plusieurs requêtes en révision depuis 1980. Le 11 février dernier, leur avocat, M^{me} Jean-Paul Thiébaud, avait indiqué, au cours d'une conférence de presse, qu'il était en possession d'éléments nouveaux « de nature à remettre en cause le bien-fondé des verdicts ». Le 19 février, il a été reçu par M. Badinter, qui a accepté de transmettre le dossier à la chambre criminelle de la Cour de cassation qui sera appelée à statuer sur le fond.

M. BARRE NE COMPREND PAS L'EXPULSION DES DEUX TERRORISTES PALESTINIENS

Commentant l'expulsion des deux terroristes palestiniens (le Monde du 22 février) au cours de son tournee en Languedoc-Roussillon, M. Laurent Fabius a indiqué que « juridiquement, il était possible de le faire ». Le premier ministre a ajouté: « Nous ne souhaitons absolument pas garder des terroristes sur le territoire français, et vous savez que, récemment, d'autres personnes, dans d'autres conditions il est vrai, avaient été expulsées ». Mais, avant d'être expulsés, ces deux hommes ont été interviewés par les journalistes, ce qui, dans une certaine mesure, leur a permis de se défendre.

De son côté, M. Raymond Barre a déclaré à Tournon (Ardèche) qu'« il ne comprenait pas » les raisons de l'expulsion des deux terroristes. « Ils avaient été condamnés, n'est-ce pas », a-t-il rappelé, « par la justice française à des peines très lourdes. Je ne vois vraiment pas pourquoi cette peine n'est pas exécutée ».

D'autre part, l'Association Franco-Palestine proteste contre la libération « des deux accusés de M. Escadine Kalarik », ancien représentant de PLOP à Paris. Selon elle, « cette attitude du gouvernement français est de nature à encourager les partisans de la lutte violente au détriment de leurs victimes favorables à une paix juste au Proche-Orient ».

Attentat à Bastia. — Un attentat à l'explosif a été commis, samedi 22 février à 2 h 10, contre un collège d'enseignement secondaire au centre de Bastia. La charge, de 200 grammes environ, avait été placée à l'extérieur de la loge du concierge. Les dégâts sont assez importants mais il n'y a pas eu de victime.

Les ravisseurs de M. Lorber se manifestent. — Les ravisseurs de M. François Lorber, trente-cinq ans, directeur d'une entreprise de peinture en bâtiment de Sèvres (Hauts-de-Seine), enlevé le 18 février, se sont de nouveau manifestés vendredi soir 21 février, entre 19 et 20 heures, dans les rues de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour protester contre les trois derniers attentats revendiqués par le GAL (Groupe armé de libération), et

Ariane à l'heure juste

(Suite de la première page.)

Celui-ci viendra en 1976 avec la décision de réaliser un système pour l'observation de la Terre (Spot) qui engagera la France dans une voie prometteuse: la télé-détection des ressources terrestres. Dix ans plus tard, le premier satellite de ce programme est prêt à quitter Kourou.

C'est un instant important que celui qui concrétise dix ans d'efforts. Instant à proprement parler car Spot-1 doit décrire autour de la Terre une trajectoire circulaire, dans un plan qui fait un angle bien défini avec la direction du Soleil, ce qui permettra au satellite de voir défiler sous lui un sol bien éclairé. Il faut donc lancer le satellite quand la rotation de la Terre fait passer Kourou dans ce plan. La « fenêtre » de tir est très courte, une dizaine de minutes. Or, Ariane est souvent partie en retard, la « chronologie » a fréquemment été interrompue par des défauts mineurs, souvent la mauvaise transmission d'une information de contrôle. Aujourd'hui, ce n'est pas permis.

Faux témoin

Il n'y aura pas d'arrêt dans la procédure de lancement. Les voyants de la salle de contrôle resteront éternellement verts. L'heure « H » avait été fixée à 2 h 44 (heure de Paris). A la seconde près, les moteurs d'Ariane sont mis à feu. Quinze

notamment celui au cours duquel un berger de soixante ans, Cristobal Machicote, et une jeune Parisienne de seize ans, Catherine Brion, ont été tués par erreur (le Monde du 21 février).

Un important dispositif policier avait été déployé pour interdire le centre de la ville à la manifestation, qui s'est achevée sans incident.

Hold-up de la rue de la Convention: une arrestation. — L'auteur présumé du hold-up raté contre une succursale parisiense de la Caisse d'épargne, 250, rue de la Convention à Paris (15^e), au cours duquel une cliente — M^{me} Jacqueline Leblanc, soixante-deux ans — avait été mortellement blessée le 12 février dernier, a été arrêté jeudi après-midi 20 février, à Antony (Hauts-de-Seine). Il s'agit d'Olivier Saint-Léger, vingt-deux ans, un jeune drogé domicilié à Châteaufort (Hauts-de-Seine) interpellé par une patrouille de sécurité publique alors qu'il venait d'arrêter une succursale du Crédit lyonnais d'Antony. Il a avoué être l'auteur de l'agression contre la Caisse d'épargne de la rue de la Convention.

minutés d'attente un peu inquiète, ponctuées par les annonces des allumages et extinction d'étages, toutes se produisant aux instants prévus, se terminant par la « séparation du satellite Spot » qui déstend les visages, libère des cris de joie, et déclenche les salves d'applaudissements.

Tout n'est pas fini pour autant. Mettre un satellite en orbite n'est qu'une première étape. Il faut ensuite vérifier qu'il fonctionne. Dans ses premières secondes d'autonomie, le satellite doit orienter une antenne vers le sol. Puis les miroirs des instruments de visée doivent être débloqués et mis en position. Encore un quart d'heure et le panneau solaire doit se déployer. Et là, le pépin. Un « microswitch », c'est-à-dire un témoin qui doit indiquer le déploiement du panneau, refuse d'envoyer le signal attendu. Cripation des visages, qui se transforme en ombre légère quand on apprend que le courant électrique fourni par le panneau solaire est normal. Une demi-heure après l'incident, M. Frédéric d'Allent, directeur général du CNES, confirme que le panneau solaire est déployé et que les autres manœuvres vont pouvoir être exécutées dans la matinée de samedi. Les paramètres d'orbite (période de 818,27 kilomètres, apogée de 833,2 kilomètres, inclinaison de 98,77 degrés) sont égaux à quelques pour mille près aux valeurs prévues. M. d'Allent indique aussi que le satellite soviétique Viking, lancé en même temps que Spot-1, est aussi correctement mis en orbite, et qu'on peut parler de succès.

C'est aussi ce que dira M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. Il précise qu'il faut attendre les premières images. Spot-1 doit fournir dès dimanche matin les vues de la Provence et de la Turquie, et une équipe de l'Institut géographique national en commencera immédiatement l'analyse. Mais tout porte à la confiance, et M. Curien fait aussi remarquer que ce tir diffère de tous les précédents: en effet Ariane partait vers le nord et non vers l'est, il fallait donc utiliser des moyens de poursuite nouveaux.

L'orbite est quasi circulaire, et son pas très allongé comme d'habitude. Elle est parcourue en un temps beaucoup plus court. On avait donc moins de temps pour faire les premières manœuvres de mise en bonne position des satellites. La réussite de ce tir difficile apporte ainsi une preuve de la souplesse d'emploi d'Ariane, ce qui lui donne encore plus de prix.

MAURICE ARVONNY.

LA BANDE DES 4 J'EN AI PLEIN L'HEBDO!

Carnet

Naissances

— Sabine GUERGOUR et son épouse ont le joie d'annoncer la naissance de

Sabina, le 17 février 1986, à Sfax (Tunisie).

Mariages

— M. et M^{me} Marcel MAISONNEUVE, M. et M^{me} Daniel CERE. Le docteur Édouard FOUCHÉ, officier de la Légion d'honneur, et M^{me} M. et M^{me} Igor LEVENOK, ont l'honneur de faire part du mariage de

Virginie et Michel, le samedi 22 février 1986, à 11 heures, à la mairie d'Origny-en-Thiérache (Aisne).

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Philippe CHENEAUX DE LEYRITZ, survenu en son domicile dans sa quarante-troisième année.

De la part de M. et M^{me} Jean-Louis Besson, M. et M^{me} François Cheneaux de Leyritz, ses frères et sœurs, Virginie et Robert Barbaud, Caroline, Nicolas, Hélène et Marie Besson, Marc, René et Gabriel Cheneaux de Leyritz, ses neveux et nièces, Et toute sa famille, Simone et Richard Faye, Et tous ses amis.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité, le samedi 22 février 1986, à 15 heures, en l'église Saint-Sauveur du Petit-Andely (Eure).

Une messe sera célébrée le vendredi 14 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6^e.

M. et M^{me} Besson, 113 bis, rue de la Tour, 75116 Paris. M. et M^{me} Cheneaux de Leyritz, 105, rue de Courcelles, 75117 Paris.

— Le conseil d'administration, La direction générale, Et tout le personnel de UNIBAIL, ont le tristesse d'annoncer le décès de

M. Philippe CHENEAUX DE LEYRITZ, directeur, survenu brutalement dans sa quarante-troisième année.

— Jean-Pierre Delarge, son mari, Frédéric-Henri Delarge, Pascalie et Philippe Millet, Alexandre et Joëlle Delarge, Natalie et Denis Gadbin, ses enfants, font part que

Bernadette DELARGE, née en Belgique, à Mont-Saint-Guibert, le 17 août 1931, est entrée dans la paix de Jésus de Nazareth, après un bref cancer, le 21 février 1986.

La messe des obsèques aura lieu le mardi 25 février, à 10 h 30, en la chapelle Saint-Bernard de la gare du Montparnasse.

Le corps sera ultérieurement incinéré et les cendres déposées au columbarium du Père-Lachaise. Ni fleurs ni couronnes, mais si vous avez l'intention d'assister aux obsèques, une seule rose par personne est souhaitée pour le dernier à Dieu. 24, rue d'Enghien, 75010 Paris.

Bernadette Delarge avait créé la collection « Pour mieux vivre », aux Éditions universitaires Jean-Ferre Delarge. À partir de 1986, elle publiera les quatre volumes de la Vie et l'Amour, une série qui sera traduite en une dizaine de langues. Elle crée, en 1985, le Club féminin Pour mieux vivre, y engage d'innombrables centaines. En 1976, elle s'adonne à la psychologie et à la psychosomatologie, créant, entre autres, le T.M.P. de Méry-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le mardi 25 février, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.

— M. et M^{me} Roger Lazare Iglesis, M. et M^{me} Raymond Castro, M^{me} Gisèle Iglesis, ses enfants,

M^{me} Pierre Pelissie et sa famille, M^{me} C. Enjalbert-Castro, M. et M^{me} Olivier Castro, M. Stéphane Iglesis, ses petits-enfants, M^{me} Véronique Castro, son arrière-petit-fille,

ont le tristesse de faire part du décès de

M^{me} Sébastien IGLESIS, née Elisabeth Masrou, survenue le 20 février 1986, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux sera célébré le mardi 25 février, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.

Selon les vœux de la défunte, ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part. 34, rue Langier, 75017 Paris.

— M^{me} Roger Kahn et ses enfants, M^{me} Denise Levy,

ont le douleur de faire part du décès de

grand rabbin Roger KAHN, survenue à Jérusalem, le 15 février 1986.

Ramat 2-9 Jérusalem.

Anniversaires

— Il y a un an, le 23 février 1985, disparaissait

M. André NICOLE.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Génie de Topor

Le génie de Topor, un génie qui a dû vivre dans un monde où l'on n'avait pas de peur.

Avec le mouvement casme, l'étrange, le grotesque, le burlesque, le niais, la peur par celle, prioritaire, devient un artiste sérieux des ingrédients composent l'électrique.

Topor. On le retrouve, souvent terrifié par les hauts cielstransferts, la ville, le corps sur d'un littrélement avale d'un livre, sur la tente désespérément peintre dépourvu de

Le conseil de surveillance est composé de: — Trois représentants actionnaires principaux: M. J. Glandier et A. M. Thierry Caillon, programmes de FR 3; — Trois représentants: MM. Jérôme Clément, directeur du Centre cinématographique, M. fer, chef du service technique de l'information Gros, professeur France; — Quatre personnes: M. Jérôme Clément, directeur de la V, auteur de télévision Dro; — M. Jean-Noël Bédier, président de Radio-France; — M. Jacques Poisson, directeur de l'INA.

(1) FR 3: 45 % Radio-France: 15 %.

structures de la septième

Le conseil de surveillance est composé de: — Trois représentants actionnaires principaux: M. J. Glandier et A. M. Thierry Caillon, programmes de FR 3; — Trois représentants: MM. Jérôme Clément, directeur du Centre cinématographique, M. fer, chef du service technique de l'information Gros, professeur France; — Quatre personnes: M. Jérôme Clément, directeur de la V, auteur de télévision Dro; — M. Jean-Noël Bédier, président de Radio-France; — M. Jacques Poisson, directeur de l'INA.

(1) FR 3: 45 % Radio-France: 15 %.

L'INSTITUT CULTUREL ITALIEN ORGANISE LE COLLOQUE VIVRE A VENICE

Les thèmes de l'Utopia architecturale, la restauration de l'habitat, les nouvelles formes d'habitat, la participation des citoyens à la vie de la cité, la culture matérielle, le patrimoine, l'histoire, la littérature, la musique, le théâtre, le cinéma, la télévision, les médias, les nouvelles formes de communication.

30 rue de Valenciennes, 75001 Paris

VOTRE CELESTIN

43-87-28-87

heure juste

Le génie de Topor

Dire d'un artiste qu'il a du génie est un compliment qui peut paraître naïf. Le dire de Topor, pourquoi pas ? Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder le volumineux album en couleurs que vient de publier Albin Michel (Le Monde du 14 février) et de déambuler parmi ces quelques six cents œuvres qui, après avoir circulé durant un an dans quatre villes d'Allemagne, sont exposées dans les locaux de l'École nationale supérieure des beaux-arts.

Il s'agit d'un retour aux sources : Topor s'installe en quelque sorte dans ses meubles puisqu'il a étudié à 1955 à 1964. Dans un parcours achronologique et thématique, sans avoir un amusement compliqué, François Wehrin - le dessin le plus ancien datant de 1956, le plus récent de 1983, - on s'aperçoit avec un émerveillement grandissant de la continuité de vision, de l'exceptionnelle boulimie créatrice d'un acrobate de l'imagination. Sans facilités, utilisant tous les supports, Topor a forgé un univers absolument original, sans équivalent dans l'histoire la graphique contemporaine.

Placé sous le patronage d'Allice et le Flacochio, débordant de surprises et de trouvailles, de calembours, de rébus, de questions sans réponse, de jeux d'esprit, de retournements de mots, d'images et de situations, le monde de Topor puise la source de sa magie dans le mystère et le son enlèvement dans les vertiges de l'enfance, qui demeure visiblement le moteur de son inspiration.

Les structures de la septième chaîne

Les structures de la « 7 », la nouvelle chaîne culturelle destinée au public adulte, ont été mises en place vendredi 21 février, lors d'une séance qui s'est tenue au siège de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), siège principal de la chaîne. Cette dernière est dotée, d'une part, d'un conseil de surveillance, dont les membres ont été élus à l'unanimité par le conseil d'administration de l'INA.

- M. et Mme Roger Lantier, M. et Mme Raymond Castro, M. et Mme Iglesis, M. et Mme Pelissier, M. et Mme Equibert-Castrol, M. et Mme Olivier-Castrol, M. Stéphane Iglesis, M. et Mme Vézina, M. et Mme Vézina-Castrol, M. et Mme Vézina-Castrol.

L'INSTITUT CULTUREL ITALIEN ET L'ASSOCIATION DIALOGUE ENTRE LES CULTURES ORGANISE LE COLLOQUE VIVRE A VENISE

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS RIVE DROITE

Une élection palette Avec le mauvais goût, le sarcasme, l'étrange, le macabre, la bêtise, la pornographie, la cruauté et le nonsense, la peur - à commencer par celle, prioritaire à ses yeux, de devenir un artiste sérieux - fait partie des ingrédients premiers qui composent l'éclectique palette de Topor.



Portrait de Topor par René, 1965.

ROCK AU FORUM

Trois générations Rendez-vous désormais installé, le Rock au Forum élargit son champ d'action pour sa quatrième édition en mélangeant les styles et les nationalités. Du 22 février au 2 mars, à raison de trois groupes par soir, on pourra voir les représentants : les Pretty Things, le groupe de Phil May, disparu depuis des années, qui a connu ses heures de gloire avec les Small Faces, les Kinks, les Who au milieu des années 60 dans la mouvance modérniste.

Les tentants, représentés en force par les groupes français : Top Fuel, Vertigo, Dirty Ducks, Fie, Moby Dick et surtout Les Bandits, qui jouent serré et dégingant. Les valeurs sûres : Vincent Palmer, guitar-hero français, ancien leader de Bijou qui fait, désormais, cavalier seul ; Christophe Johnson, chanteur franco-britannique, trépané dans le pub-rock et les mélodies stèles. Les Italiens : RAF - rien à signaler - et Litfiba, pionniers nouveaux genre d'un rock latin néo-punk qui tient à ses racines.

En raison de la participation de MICHEL LEEB à la remise des Oscars du cinéma, LE SAMEDI 22 FÉVRIER, la représentation du TOMBEUR au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, aura lieu ce jour-là à 21 h 30 au lieu de 21 h 15.

Le Monde ÉCONOMIE

«OTELLO», de Rossini, par la Fenice

Les égarements du cœur et de l'esprit « Venise à Paris », qui déroule ses fastes pendant toute cette quinzaine, nous aura permis de découvrir enfin l'Otello de Rossini, qui n'avait pas été joué ici depuis un siècle (à part un concert de l'ORTIF en 1975), grâce à la belle production que la Fenice et son directeur artistique, Italo Gomez, viennent d'offrir au Théâtre des Champs-Élysées.

Cet opéra sera d'un Rossini de vingt-quatre ans n'a rien à voir avec le pompeux Siège de Corinthe présenté à l'Opéra en novembre. L'œuvre est vive, pleine de jeunesse, délicate et brillante tout à la fois, assez dramatique, surtout dans le splendide troisième acte, bien que le musicien se soit embourbé d'un livret embrouillé, qui n'a nullement la force implacable de l'intrigue shakespearienne (et verdienne).

Mais le caractère et le destin des personnages restent assez clairs pour nourrir une musique prodigieuse avec tant d'amour et de spontanéité. Les récitatifs en particulier sont d'une originalité et d'une justesse étonnantes, et l'on est tellement pris par la grâce et l'émotion des airs, qu'on passe sans peine sur les fioritures et les vocalises un peu excessives à la mode de l'époque.

Rossini utilise d'ailleurs celles-ci très judicieusement pour accentuer la violence des sentiments, les égarements du cœur et de l'esprit, comme dans l'air poignant de Rodrigo (le Cassio de Verdi) ou le duo pathétique de Desdémone avec son père, aux parcs originels. En revanche, dans l'air du suite, une des plus belles romances qu'on ait écrites au dix-neuvième siècle, il n'y a plus que de légers groupements, qui agrémentent la grande ligne musicale sans la surcharger.

Et c'est un charme de plus que de découvrir bien des formes et des procédés (le crescendo ou l'accelerando par exemple) auxquels nous ont habitués les opéras bouffes de Rossini (Otello précède immédiatement la merveilleuse Cenerentola), sans que le ton en paraisse moins tragique.

LE THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS recherche un jeune comédien ayant au moins seize ans, mais ne parlant pas, par sa taille, que trois, quatre ou six. Téléphoner pour rendez-vous au 47-70-52-77.

VIVRE A VENISE : Colloque et exposition à l'Institut culturel italien sur les thèmes de l'urbanisme architectural, la restauration et la réhabilitation des espaces historiques et la vie à Venise aujourd'hui.

PETIT MARIGNY Compagnie Robert Hossein 100 dernières (15) Candice PATOU Robert HOSSEIN LORNA et TED

Le Monde 100 dernières (15) Candice PATOU Robert HOSSEIN LORNA et TED

هكرامن الأرحم

Radio-Télévision

Samedi 22 février

PREMIERE CHAÎNE : TF1

LES LONG-DRINKS ÉTONNANTS. CAMPARI. Pour connaître les recettes des cocktails à préparer avec Campari, écrivez à : Campari France S.A., BP 418, 92004 Nanterre Cedex.

Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... le célèbre feuilleton « Dany Crockett ».

- 21 h 55 Journal.
22 h 20 Feuilleton : Dynastie.
22 h 30 L'Intruse toujours à la riche veuve lady Ashley.
23 h 1 h 10 « Thais », opéra de Massenet (en simulcast sur France-Musique) par l'Orchestre de chambre d'Aquitaine.

FR 3-PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris Images; 18 h 55, Informations; 19 h 35, Ciné-Fix; 19 h 55, Les nouvelles de Gil et Julie.

CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : Défense d'aimer; 22 h 20, Série : Mike Hammer; 23 h 20, L'Abominable Dr Phibes, film de R. Furst; 0 h 50, Les Producteurs, film de M. Brooks; 2 h 15, West-side swing, film de W. Franck; 3 h 45, Boxe; 4 h 45, Manégance, film de R. Feinchen.

LA 5

20 h 30 L'Éclairage de l'homme.
21 h 30 Le grand show du sport.
22 h 30 Rediff. des programmes de la soirée.
(23 h 30, Ciné sur cinq; 0 h 30, Cherchez la femme; 2 h 30, Le grand show du sport).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Trace », de Michel Vitrac, précédé d'un entretien avec l'auteur.
22 h 15 La messe chantée du violon contemporain; semaines musicales d'Orléans : « Maro », de Platz; « Nombres premiers », de Krausz; « Carto occulte », de J. Estrada; « Hidden Sparks », de Maschner; « Violin Fantasy », de Fulkerson; « Dichans », de Konaka; « Duetto », de Berio.
0 h 05 Clair de nuit : Robert Nyssen, Rénaissance.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : « La Folie de Scroteschini » (ouverture), de Monosergaki; « Concerto pour piano et orchestre n° 2 », de Tchoukovski; « Symphonie n° 2 », de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. E. Svetlanov; 0 h 23 h 5 en simulcast avec FR 3 : « Thais », opéra de J. Massenet (version abrégée), par les chanteurs et l'orchestre de l'école de Bordeaux, dir. J. Fernoux; 1 h, voyage à travers la chanson avec les Chansons de la grande voix.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Les Cœurs 1986. Présentation : Michel Drucker. Réal. M. Dugowson, en direct du Palais des Congrès.
Préface par Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, cette soirée remise des « Cœurs du cinéma français » couronnera les meilleurs professionnels du grand écran.

FR 3

20 h 5 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de

ROCKY IV

21 h 15 Journal.
22 h 30 Les enfants du rock.
23 h 30 Crêpe and the Coconut. Représentation, déjà diffusée en juin dernier, d'un concert de ce groupe style latino-américain.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 5 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de

Dimanche 23 février

PREMIERE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Cinéma : Little Big Man ou les extravagantes aventures d'un Visage pâle.
Film américain d'Arthur Penn (1970), avec D. Hoffmann, F. Darabov, M. Balaban, R. Mulligan.
Un Blanc, recueilli, enfant, par des Cheyennes, va se trouver, toute sa vie, partagé entre deux mondes, deux cultures. Une construction éblouie, une mosaïque de scènes aux tons éblouissants. Ce n'est plus un western mais une chronique de l'Ouest. Arthur Penn démonte au point de vue la routine des westerns indiens. La composition de Dustin Hoffman est remarquable.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

AUGUSTIN DUMAY. La Voix de son Maître. MASSENET : La Méditation de Thais. RAVEL : Tzigane.

20 h 35 Série : Maigret et les témoins récalcitrants.
D'après G. Simenon, adapté J. Rémy et Cl. Barne, réal. D. de la Pastellière.
Mourne dans un bicentenaire.

21 h 55 Magazine : Projection privée.
Marcel Jouhadon reçoit cette semaine le cinéaste Henri Verneuil.
22 h 35 Musique aux concerts.
Magazine d'E. Ruggieri.
— sous le masque du Carnaval et sous le signe de Venise, avec les musiciens du théâtre de la Fenice, et le groupe Banator; l'Orchestre de Paris interprète « Le Chant du rossignol », de Rossini.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Documentaire : Les enfants de la lune. de Pierre Bouhin, D. Marchal et M. Teinturier, réal. M. Doirin.
Les Indiens Yanoama, en Amazonie, à la frontière du Venezuela et du Brésil.
21 h 25 Aspects du concert étranger français.
« Les Quatre Jambes », de Marc Allégret; « Une méchante petite fille », de Robby Davis.
21 h 55 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Marienne de ses jours.
Film français de Jean Devyrier (1954), avec M. Hold, P. Vassal, L. P. G. Vidal, J. Galland, J. Yonnal (N.).
Un adolescent, pensionnaire d'un château-collège de Bretagne, s'éprend d'une mystérieuse jeune femme, enfermée dans un manoir de l'autre côté de la mer. C'est l'histoire d'un amour impossible. C'est, chez Devyrier, une œuvre à part, poétique, à demi-orientale, un peu magique. Brèves et fortes, attitudes étonnantes, garçons exotiques et robe de la femme.

CANAL PLUS

7 h Long Bow, un village chinois; 7 h 55, Carbon Catin (à 12 h 30 et 13 h 10); 8 h 45, Le Dernier Combat, film de L. Besson; 10 h 10, Film bon que moi, ta mère, film de P. Clair; 12 h, Deux secondes pour un livre; 14 h, Téléfilm : Pélopie; 15 h, Deux secondes pour un livre; 16 h 15, Bonnet américain; 17 h 45, Les Rescapés du Bata, film de

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1 20 h 35, Cinéma : Duel, film de S. Spielberg; 22 h 10, Débat de « L'avenir du futur »; 23 h 10, Journal; 23 h 25, C'est à lire.
A2 20 h 35, Feuilleton : A l'est d'Eden; 22 h 15, Les jours de notre vie; 23 h 15, Journal.
FR3 20 h 35, Cinéma : Au revoir à lundi, film de M. Dugowson; 22 h 30, Journal; 23 h 25, Tous en scène; 23 h 45, Prêchée à la nuit.

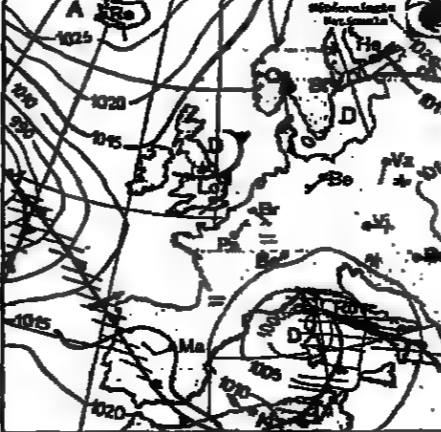
TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 22 FÉVRIER
M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire général aux universités, est reçu au Journal de 22 heures sur TF1.
DIMANCHE 23 FÉVRIER
M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du RPR, répond aux questions des journalistes à l'émission « Forum » de RMC, à 12 h 30.
M. Jack Lang, ministre de la culture, est l'invité de l'émission « Le grand-jury RTL-Monde », à 18 h 15.
M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, participe au « Club de la presse », d'Europe 1 à 19 heures.
LUNDI 24 FÉVRIER
M. MM. Alain Madelin, député UDF d'Ile-de-France, et Jean-Jack Querray, député PS de Villourbanne, sont invités à l'émission « Face à face » pour un débat « Presse et audiovisuel » sur RTL à 18 h 30.
M. Michel Debré, ancien premier ministre, député RPR de la Réunion, participe à l'émission « Face au public » de France-Inter à 19 h 15.

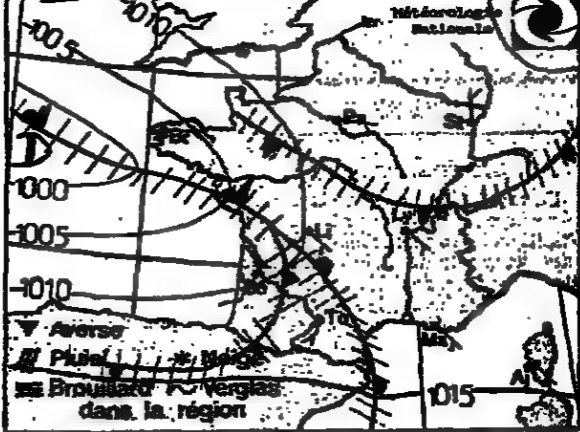
France/services

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22.02.86 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 23-286 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 22 février à 0 heure et le dimanche 23 février à minuit.

Les températures minimales avoisineront -10 degrés à -15 degrés dans le Nord-Est (localement -20 degrés), 0 à 5 degrés dans l'intérieur, 3 à 5 degrés dans l'ouest, 6 à 8 degrés dans le Sud-Ouest.

Le vent soufflera de secteur nord-est sur la moitié nord, ouest sur la moitié sud. Il soufflera modérément, se renforcera légèrement dans l'après-midi sur le quart nord-ouest.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 21 février, le second le minimum).

Les températures minimales avoisineront -10 degrés à -15 degrés dans le Nord-Est (localement -20 degrés), 0 à 5 degrés dans l'intérieur, 3 à 5 degrés dans l'ouest, 6 à 8 degrés dans le Sud-Ouest.

Le vent soufflera de secteur nord-est sur la moitié nord, ouest sur la moitié sud. Il soufflera modérément, se renforcera légèrement dans l'après-midi sur le quart nord-ouest.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 21 février, le second le minimum).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 23 FÉVRIER

- « Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale (P.-Y. Jalet).
« Clés d'artistes de la Gloire et de la Bette aux Galles », 15 heures, sortie métro Glacière (G. Brossas).
« Saint-Eustache et le vieux quartier des Halles », 15 heures, sortie métro Louvre (René-Georges Prédier).
« Le Palais Bourbon », 15 heures, tél. 45-57-34-25-15, ou D. Bouchard : 45-57-97-93 (9 heures-10 heures).
« Le Sénat », 14 heures, angle rue Toussaint-Vergier (Arves).
« L'Opéra », 11 heures, vestibule (Auzanet), ou 14 heures, bust des marches gauches (AITC), ou 11 heures devant groupe de la danse (Lutzke).
« L'Académie française » à l'intérieur, 13 heures, 23, quai Condé.
« Louis XIV et le grandeur des Invulnérables », 15 heures, cours d'honneur (Approche de Paris).
« Le Marmosaux », 10 h 30, rue Boilly.
« L'Hotel de la Paive », 15 heures, inscriptions : 45-87-24-14.
« Les deux vers de la rivière de Bille », 15 heures, rue des Gobelins, à 13 h 30, métro Gobelins, sortie Arago (M. Banassat).
« Les salons officiels et du protocole de la Marine », 14 h 15, 2, rue Royale

« Les salons du ministère des finances », 10 h 30, 93, rue de Rivoli (M. Hager), ou 170, rue de Rivoli (A. Fozzard).

« Les Français à table », 14 h 30, 6, avenue Malabran-Gandini.

« Le Palais Bourbon », 14 heures, entrée quai d'Orsay (D. Boncharon).

« La Fanfare Saint-Germain, Théâtre de Rotherfeld-Charolais », 15 heures, métro Solferino (M.-C. Lemaire).

« Mâtins au vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Blanche (Las Filisior).

JOURNAL OFFICIEL

publié au Journal officiel du samedi 22 février :

UN DÉCRET

N° 86-234 du 21 février 1986 portant approbation du traité de concession et du cahier des charges de la sixième série et un arrêté portant approbation de la convention conclue entre l'Institut public de diffusion Télédiffusion de France et le concessionnaire de la sixième chaîne.

DES ARRÊTÉS

Du 24 décembre 1985 fixant les droits de certains examens (bac, BTS, BT, BP, BEP, CAP).

Du 13 février 1986 relatif à l'organisation et aux horaires des classes de première et des classes terminales des lycées, sanctionnées par le baccalauréat de l'enseignement du second degré.

UNE CIRCULAIRE

Du 8 février 1986 relative à l'hospitalisation des personnes

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4168

HORIZONTALLEMENT

I. Prend beaucoup de verres mais consomme principalement de l'eau.
II. Représente le risque d'être dévoré par le feu. Souleva sans trop d'efforts.
III. Cherche à faire perdre l'inspiration. Précieux outil pour les gars du

cadre. Fait travailler maints chercheurs.
IV. Fait balancer en flottant. Centrons quel que soit donner à couper.
V. Donne naissance à certaines feuilles. S'en est allé lors d'un suraut de révolte. Pour qui sait attendre, il y a toujours quelque chose à en tirer.
VI. Aussi connu pour l'économie que pour la culture. Apprécié la situation quand elle est envoyée au diable. Sont véritablement rases quand ils en ont plein le dos.
VII. Ne fait pas fausse route. A souvent été pris pour ce qu'il n'était pas. N'hésite pas à s'achever.
VIII. On a fait bloc contre lui ! Mangés lors d'une faim dévorante.
IX. Mère à profit le fait qu'on lui ait vendu la. Allume le rêve. Élément d'un lustre.

X. Participe à un concert. Tous dans lequel on peut tomber. Aurait été susceptible d'interrompre celui qui avait la folle des grand-dreux.
XI. Ce n'est pas l'idéal pour faire marcher un briquet. Note.
XII. Inversé : Partie d'course. Son retour a lieu avant l'autisme. Rien d'autre.
XIII. Permet de placer

Ont le ventre rebondi. On l'on ne fait tout de même pas avaler n'importe quoi.
XIV. Opération à terme. Cours en version originale.
XV. Collectionner des perles. Occasionne explosions et frottements.

VERTICALEMENT

I. Fait tout ce qui est en son pouvoir pour donner bonne impression. Déclenche des hostilités.
2. N'a pas lieu d'être quand on colle une gifle. Premier arrivé mais dernier servi.
3. Peut atténuer certaines libertés. Est capable de blesser cruellement à l'aide de flèches empoisonnées.
4. A statué pour une affaire de statures. Pour qu'il

Solution du problème n° 4167

I. Asticot. — II. Liza Union. — III. Su. Clin. — IV. Arme. FI. — V. Scipion. — VI. Sic. Oméga. — VII. Et. — VIII. Et. Noah. — IX. Ni. — X. Tu. Touine. — XI. Sibex.

Verticalement

1. Assassinateur. — 2. Sourcil. Nui. — 3. Tu. Michas. — 4. Cep. Eléza. — 5. Cal. Jos. En. — 6. Carosacence. — 7. Tu. Ne. — 8. Géants. — 9. Anti-pathie.

GUY BROUTY.

Le Monde REGIONS

ALSACE

Bières sans eau

En mars 1985, après trois années de recherche, la brasserie Fischer de Schiltigheim commercialise son premier contenant de bière concentrée par micro-filtration. Huit mois plus tard, la petite brasserie alsacienne — un millier de salariés pour un million d'hectolitres de bière par an — a été contactée par une centaine de clients de soixante-dix pays différents. Et son PDG, M. Michel Debus, annonce son ambition : occuper, grâce au concentré de bière, au minimum 2 % du marché brassicole mondial.

Le ressort de ce vaste programme sera Fischer International Development, nouvelle filiale de la brasserie Fischer. Face à la réaction probable des grandes brasseries, Fischer ID a pour vocation de promouvoir rapidement le label Fischer de concentré de bière en créant des franchises à travers le monde entier.

Cette opération permettra le financement des investissements nécessaires à une production plus importante de concentré de bière. Fischer souhaite en effet acheter les superproductions de brasseries européennes et les commercialiser en concentré, en jouant sur l'inversion des saisons entre les deux hémisphères.

HAUTE-NORMANDIE

Une deuxième écluse pour Rouen

Les travaux de construction de l'écluse François-1^{er} dans le port de Rouen pourraient débuter fin 1987. Le gouvernement vient, en effet, de voter la prise en considération de ce projet, ce qui signifie que l'Etat reconnaît la nécessité de construire une deuxième écluse, à charge maintenant pour le port de Rouen de présenter le dossier technique et financier.

Une réalisation de ce genre, dont le coût est évalué à 1 milliard de francs, sera financée par l'Etat (70 %) et par le Port autonome de Rouen (30 %).

L'écluse, par laquelle passeraient de nombreux porte-conteneurs, per-

C'ÉTAIT UNE CENTRALE SOLAIRE

Thémis s'éclipse



Installée dans l'une des régions les plus ensoleillées de France, la centrale Thémis, dont le but principal était l'expérimentation scientifique, deviendra-t-elle le premier musée-cimetière du soleil ?

Reconnue au réseau électrique pour alimenter la commune de Font-Romeu (600 habitants) le 17 mai 1983, elle avait pour but principal la recherche et l'expérimentation scientifique.

Ainsi, les chercheurs du CNRS qui y travaillaient ont reçu l'été dernier, durant deux mois, une équipe américaine intéressée par la « boucle à sels fondus » permettant le stockage d'énergie.

La rentabilité souvent mise en avant par EDF pour se désengager du projet aurait pu être évaluée en astrophysique, tandis que le déplacement des 201 tonnes de miroirs expérimentés actuellement en Crimée (URSS).

De plus, les miroirs Thémis, installés également sur le site de Targassonne, permettent des expériences en astrophysique, tandis que le déplacement des 201 tonnes de miroirs expérimentés actuellement en Crimée (URSS).

Enfin, les miroirs Thémis, installés également sur le site de Targassonne, permettent des expériences en astrophysique, tandis que le déplacement des 201 tonnes de miroirs expérimentés actuellement en Crimée (URSS).

JEAN-CLAUDE MARRE.

MIDI-PYRÉNÉES

La route de l'Espagne

Le ministre des transports a décidé d'engager une étude de faisabilité d'un tunnel routier reliant la France à l'Espagne, sous le col de Puymorens. 750 000 F sont affectés par l'Etat dès 1986 pour les études préliminaires.

Lors d'une réunion avec les élus du massif pyrénéen, le ministre a indiqué que, l'Etat de l'Espagne dans la CEE, « dans ce pays, il y a un intérêt particulier pour les liaisons interrégionales ».

La part et d'autre de la frontière pour le développement économique du massif : la route nationale 134 Pau-Le Somport, et la RN 20 Toulouse-Puymorens vers Barcelone.

Le gouvernement français prévoit notamment une mise à deux fois deux voies de la RN 20 entre Toulouse et Tarascon-sur-Ariège, et entend préciser rapidement le niveau d'aménagement à retenir pour l'ensemble des deux axes.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Carte d'identité par Minitel

Les habitants de l'arrondissement de Béthune, dans le Pas-de-Calais,

peuvent désormais demander le renouvellement de leur carte d'identité par Minitel. Ce nouveau service a été mis au point par la sous-préfecture de Béthune, avec la collaboration des Télécommunications.

Cette « télécommande » par Minitel ne concerne que les demandes de renouvellement de cartes d'identité ayant été délivrées à Béthune. Elle offre un double avantage : elle allège les tâches de transmission de dossiers en sous-préfecture pour les mairies et les services municipaux ; elle simplifie les démarches de l'usager : il lui suffit de composer un numéro de téléphone sur son Minitel ou sur un appareil à sa disposition dans les mairies pour passer sa demande ; il lui faudra néanmoins se déplacer pour retirer le nouveau document. Mais celui-ci est délivré plus rapidement : il est en principe disponible deux jours ouvrables après l'enregistrement.

PAYS DE LA LOIRE

1990 : un nouveau pont pour Nantes

Nantes, dont la traversée est un casse-tête pour les automobilistes, devrait perdre définitivement sa mauvaise réputation avec la mise en œuvre dès cette année d'un nouveau pont sur la Loire, en aval de l'agglomération.

Le gouvernement va débloquer, en 1986, 25 millions de francs pour cet ouvrage. Le feu vert est donné pour la construction de ce pont, dont le coût est estimé à 300 millions de francs et qui sera ouvert en 1990. Pour la première année, le Syndicat intercommunal de l'agglomération nantaise financera le plus gros part (51 millions). Mais, au total, la charge de l'Etat s'élèvera à 55 % de la dépense.

Il s'agit d'un ouvrage de 1 560 mètres de long et de 50 mètres de haut (ce qui permet de préserver l'aspect portuaire de Nantes). Avec ce pont (attendu depuis vingt-cinq ans), qui s'ajoutera à celui d'Aquitaine en Girande, le contournement de Nantes sera bouclé. Et sa construction apportera une bouffée d'air à l'industrie des travaux publics dans un département fortement touché par le chômage.

POITOU-CHARENTES

Chèvres françaises au Maroc

Des éleveurs de la région Poitou-Charentes vont participer à deux projets d'implantation d'élevage de chèvres pour le lait et la viande au Maroc, au sein de l'Alliance pastorale, syndicat installé à Montmorillon, dans la Vienne, regroupant 11 000 éleveurs français.

Une délegation d'éleveurs de la région s'est rendue au Maroc pour étudier à Khénifra, dans le Moyen-Atlas, un projet de développement de chèvres alpines et d'amélioration de la race. Un projet analogue existe pour Chef-Chaouen, dans le Maroc.

La coopération entre la région Poitou-Charentes, qui possède plusieurs écoles spécialisées en élevage de chèvres, et le Maroc pourra se concrétiser également par l'envoi de coopérants au Maroc pour aider les éleveurs.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

BRIANÇON. — Le conseil municipal de Briançon (Hautes-Alpes) a adopté un projet qui devrait faire de la commune une station de sports d'hiver, reliée au domaine skiable de Serre-Chevalier. Ce projet prévoit l'aménagement d'un massif sur le territoire communal, « le Forêt ». Le montant des travaux évalué à 100 millions de francs. Le projet sera soumis prochainement à un référendum municipal, a indiqué le maire.

RHÔNE-ALPES

SAINT-ETIENNE. — Le Comité d'expansion économique de la Loire vient d'émettre, sous le titre « Loire, technologie et formation », une brochure qui présente une sélection des organismes, centres de recherches ou bureaux d'études de haut niveau installés dans le département. Cela à l'intention d'industriels et d'entreprises (50 F - 6, rue Francis-Garnier, 42000 Saint-Etienne. Tél. 77-33-23-73).

LA PRISE DE CONTROLE DE

L'Etat espagnol prend

notre correspondant

Madrid. — Les négociations pour la prise de contrôle de SEAT par le groupe Volkswagen ont été interrompues sur le problème des dettes accumulées par la société

Espagnol. Le gouvernement avait un double objectif : garantir la solvabilité de la société et assurer la continuité de son activité.

Des fiançailles tunisiennes

Si le mariage germano-espagnol est conclu, les fiançailles ont été conclues et tumulueuses. Volkswagen et SEAT ont conclu un accord de coopération avec le constructeur espagnol qui venait d'être racheté par l'Etat. Aux termes de cet accord, SEAT assurera la production de certains modèles VW en Espagne et se chargera en outre de développer dans le péninsulaire les modèles de la gamme VW et Audi. Si bien que Volkswagen a encore pratiquement absent du marché espagnol en 1984, a vendu environ 49 000 véhicules en 1985 (soit contre 8 % de ce marché).

Tant qu'il y aura des coopérations, premier partenaire espagnol, a depuis le rachat de la société, le constructeur technique.

Le principe d'un accord de coopération entre SEAT et Volkswagen a été annoncé par le constructeur espagnol. SEAT assurera la production de certains modèles VW en Espagne et se chargera en outre de développer dans le péninsulaire les modèles de la gamme VW et Audi. Si bien que Volkswagen a encore pratiquement absent du marché espagnol en 1984, a vendu environ 49 000 véhicules en 1985 (soit contre 8 % de ce marché).

Le gouvernement espagnol a annoncé la prise de contrôle de SEAT par le groupe Volkswagen. L'opération a été menée à bien grâce à la médiation de l'Etat. Le constructeur espagnol a depuis le rachat de la société, le constructeur technique.

ENTREPRISES

Affaire Fermenta : Volvo veut la vente de ses intérêts pharmaceutiques

Le scandale déclenché par les écologistes de M. Raftat El-Sayed, président de Fermenta groupe pharmaceutique, n'était pas sans conséquence sur le marché de la capitalisation boursière. Le cours de la Fermenta a chuté de 50 % cette semaine. Du coup, l'opération de rachat menée par M. El-Sayed pour racheter les participations majoritaires dans Pharmacia et Lac et Gambrin, est remise en question. L'acquisition devait être pour partie effectuée au cours de la semaine dernière. Elle ne sera pas effectuée avant le 20 mars. La Fermenta a annoncé qu'elle va vendre ses intérêts pharmaceutiques à Volvo. Le rapprochement a été annoncé par le président de Fermenta, M. El-Sayed, lors d'une conférence de presse. Le rapprochement a été annoncé par le président de Fermenta, M. El-Sayed, lors d'une conférence de presse. Le rapprochement a été annoncé par le président de Fermenta, M. El-Sayed, lors d'une conférence de presse.

AMC et les camions Mack (Renault) ont respectivement perdu 125 millions et 88 millions de dollars en 1985.

American Motors Corp. (AMC), constructeur américain de camions, a annoncé une perte de 125,3 millions de dollars en 1985 contre un bénéfice de 15,5 millions en 1984. Le chiffre d'affaires a atteint 4,2 milliards de dollars contre 4,2 en 1984. M. Dedeurwaerder, directeur commercial de la Région et directeur général d'AMC, a déclaré que l'AMC a été affectée par la sévère concurrence qui règne sur le marché américain des petites voitures. Une amélioration a cependant été enregistrée au cours du second semestre (perte de 25,5 millions de dollars au lieu de 99,5 au premier). L'objectif est d'atteindre un bénéfice de 40 millions en 1986, notamment grâce au succès des ventes de Jeeps.

Tours, capitale de l'archéologie urbaine

« Nous avons lancé dans toutes les villes de France de nouvelles recherches archéologiques. Et l'on peut aujourd'hui très bien concevoir la sauvegarde du passé et la modernisation d'une ville grâce à des méthodes très modernes qui seront mises au point ici ».

Jean-Pierre Weiss, l'actuel directeur du Centre national d'archéologie urbaine. Structure unique en France, ce centre, créé par le ministère de la rue de Velours, est abrité dans de magnifiques locaux mis à disposition par la municipalité de Jean Royer : ceux du Logis des gouverneurs dans le château de Tours qui fait face à la Loire. Sa mission : l'étude des aspects spécifiques de la recherche archéologique en milieu urbain et des conditions particulières de la meilleure prise en compte de l'histoire dans l'aménagement et le développement de la ville. A ces fins, le Centre national d'archéologie urbaine doit contribuer à l'information et à la documentation des archéologues et des divers acteurs intervenant dans cet aménagement.

Le Conseil scientifique, présidé par M. Goudineu, professeur au

Collège de France et vice-président du Conseil supérieur de la recherche archéologique, a fixé ainsi le programme d'activités et de recherches : favoriser la mise à disposition de documents d'évaluation du potentiel archéologique des villes, dresser le cadastre d'une ville globale du patrimoine urbain et organiser des missions de réflexion ou de formation autour de questions spécifiques.

Cette mission, un colloque international tenu à Tours en 1980 l'avait initiée, et c'est à partir de là que l'idée d'un tel centre avait germé. C'est en fait sept ans plus tôt que les premiers jalons avaient été posés. Henri Galinié, l'actuel directeur avait convaincu à l'époque Jean Royer de la laisser faire une série de fouilles à l'occasion de certains chantiers de reconstruction.

Formé par Martin Bidde, un archéologue spécialiste en avance dans sa spécialité, Henri Galinié a introduit en France une nouvelle approche de l'archéologie urbaine. Finie la fouille de spécialisation par époques chronologiques ; on s'est intéressé à l'étude globale de l'urbanisme et de ses phases de réorientation et d'extension.

« Autrefois, dit Henri Galinié, on fouillait comme des porcs. L'amélioration des techniques, surtout à partir des années 70, a permis de dater ce que l'on trouve dans les strates de la vie humaine en sous-sol. » Ainsi, à Tours, douze années de fouilles ont permis de découvrir en cause certaines données de l'histoire de la ville. On a découvert par exemple qu'elle a décliné à partir de la fin du II^e siècle, bien avant les invasions barbares, et que le château prétendument construit au XII^e siècle par Henri II Plantagenêt est en fait la résidence comtale (du XI^e siècle) la mieux conservée d'Europe.

Pour Henri Galinié, les archéologues n'ont plus à intervenir en catastrophe sur les chantiers au milieu des bulldozers. L'Etat jouant de mieux en mieux son rôle, il faut négocier avec les promoteurs entre la démolition et les travaux de terrassement. C'est ce qui est en train d'être fait pour le musée de la ville de Tours. Il s'agit, dit-il, « de gérer des opérations de voirie tout en conservant, ce de recueillir des données fondamentales sur le patrimoine des villes ».



Le château de Tours : il serait plus ancien qu'on se le croit.

Centre de réflexion qui capitalise les expériences, le Centre national d'archéologie urbaine de Tours a aussi un rôle incitatif. Il a quelques moyens pour financer des études d'évaluation du patrimoine. Des contrats ont été passés avec des villes comme Angers, Reims, Grenoble, Aix qui disposent d'équipes d'archéologues sensibilisées à cette nouvelle gestion du patrimoine urbain.

France (Midi) du travail du pionnier accompli à Tours : le la-

boratoire d'archéologie urbaine de la ville, qui jouxte le Centre national, va s'ouvrir sur l'extérieur au cours de la semaine prochaine. Il y aura une présentation muséographique de la ville depuis ses origines, la documentation pour les scolaires, et des expositions temporaires. France (Midi) exploré : la poterie domestique, l'époque romaine à la fin du Moyen Age. L'investigation souterraine montrera ainsi le grand jour.

ALAIN BODDAERT.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

JACK LANG

dimanche 18h15

animé par
Elië VANNIER

en direct sur

RTL

André PASSERON
et Daniele HEYMANN (Le Monde)
Jean-Pierre
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

كلمات الأجر

هكذا من الأجر

Économie

LA PRISE DE CONTROLE DE SEAT PAR VOLKSWAGEN L'Etat espagnol prend les dettes à sa charge

De notre correspondant

Madrid. - Les négociations pour la prise de contrôle de SEAT par Volkswagen ont été difficiles, et ont longtemps échoué sur le problème des dettes accumulées par la société

Espagnols. En janvier dernier, le gouvernement de Madrid approuvait un décret concédant la coquette somme de 186 milliards de pesetas de crédits à SEAT pour assainir totalement sa situation financière. La compagnie procédait ensuite, au début de février, à une

L'Etat espagnol a-t-il vraiment une bonne opération ? M. Kraussier en est persuadé, et souligne que la seule solution de rechange était la fermeture de la firme, ce qui aurait été très dommageable (les dettes auraient dû être remboursées de toute manière), mais bien plus traumatisant sur le plan social. Reste qu'en laissant longtemps s'accumuler les dettes de SEAT, l'Etat a finalement décidé de négocier avec Volkswagen, et a été contraint d'accepter les conditions draconiennes imposées par la firme allemande.

THIERRY MALINAK.

300 MILLIONS DE FRANCS POUR LES ORGANISMES HLM

La Caisse de garantie du logement social a pris les premières décisions d'allègement des dettes des organismes HLM, a annoncé, le vendredi 21 février, un communiqué du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports. Le montant de cet allègement portera sur une dette de 30 milliards en 1986, trente-sept organismes ayant déjà obtenu des allègements pour une dette de 17 milliards. Les autres organismes devront être traités avant le 30 avril prochain.

Des fiançailles tumultueuses

Si le mariage germano-espagnol est conclu, les fiançailles ont été longues et tumultueuses. Volkswagen avait en 1982 conclu un accord de coopération avec le constructeur espagnol qui venait de divorcer de l'italien Fiat. Aux termes de cet accord, Seat assurait la production de certains modèles VW en Espagne et se chargeait en outre de distribuer dans la péninsule ibérique les modèles de la gamme VW et Audi. Si bien que Volkswagen, encore pratiquement absent du marché espagnol en 1982, a vendu environ 45 000 véhicules en 1985 (soit quelque 8 % de ce marché).

Tant pour Volkswagen que pour Seat, il semblerait que cette coopération n'était qu'un premier pas. Le constructeur allemand a en effet de nombreuses fois tenté de négocier avec Seat, mais sans succès. En particulier technique, sur le plan européen.

Le principal problème est la reprise de Seat par le constructeur allemand. En effet, la firme allemande a acquis une importante participation dans le constructeur espagnol. La reprise de Seat par le constructeur allemand a été précédée par la vente de nombreux véhicules allemands (environ 32 000 en 1985) et de 500 véhicules allemands.

augmentation de capital de 57 milliards de pesetas. Pour justifier l'opération de privatisation de SEAT, le président de l'INI, M. Luis Carlos Rosier, a fait valoir que le holding public n'était plus à même de supporter des pertes qui allaient croissant (36 milliards de pesetas en 1984), ni d'affecter les investissements nécessaires pour que la firme automobile puisse redresser la situation. Quant à l'emploi, il ne sera que relativement préservé : des vingt-trois mille travailleurs actuels, onze mille doivent être licenciés.

Bruits de négociations salariales dans la fonction publique...

De notre correspondant

Le gouvernement va-t-il revenir sur sa décision de ne pas ouvrir les négociations salariales dans la fonction publique ? Le microcosme syndical est très agité par ces bruits.

2%... Il y a un mois, le gouvernement annonçait encore sur un objectif de 2,5 % en glissement des prix, en ajoutant que, dans ce cas, la masse salariale devrait être limitée à 2,5 % en 1986. Une telle mesure laissait une faible marge de manœuvre : après avoir inclus dans cette enveloppe 2,1 % d'effort report sur les augmentations de 1985, 0,5 % au titre du glissement vieillesse-technicité (le GVT, dont l'inclusion dans l'enveloppe par les syndicats) et 0,27 % de mesures catégorielles, il ne restait que 0,13 % à distribuer en augmentations générales.

Dans le nouveau schéma envisagé - et qui pourrait obtenir rapidement l'agrément de la CFDT et de la FEN, dès lors qu'une clause de sauvegarde plutôt contraignante flicellierait le dispositif, - le gouvernement reprendrait, pour l'évolution de la masse salariale, l'objectif de la loi de finances pour la hausse moyenne des prix, soit 3,4 %. Le glissement vieillesse-technicité serait inclus dans la mesure, mais les mesures catégorielles - qui bénéficient surtout aux instituteurs et aux policiers, - en seraient exclues. Dans ce tel cadre, il serait possible d'accorder une hausse de 2,1 % du niveau des traitements (avec, par exemple, 1 % au 1er juillet et 1 % au 1er novembre) et environ 170 millions de francs en moins pour les autres. Le gouvernement jugerait-il politiquement opportun - en payant - de réviser la transaction de négociation ? La décision revient à la prise en compte de la situation de la fonction publique, des négociations salariales puissent s'ouvrir dans une entreprise publique, comme par exemple EDF, où la marge de manœuvre, en raison d'un moindre effet report, est plus grande.

Le gouvernement va-t-il revenir sur sa décision de ne pas ouvrir les négociations salariales dans la fonction publique ? Le microcosme syndical est très agité par ces bruits. Lors du règlement de la loi de finances pour 1985 (le 17 janvier), M. Fabius avait, malgré le souhait de M. Le Garrec, écarté toute perspective, estimant qu'un dialogue avec les syndicats risquait de se livrer à des « surenchères ». M. Fabius éléments expliquent que la question soit réexaminée au plus haut niveau.

Porte-parole des syndicats dans la lutte contre l'inflation. M. Fabius table sur un glissement des prix de 2 % en 1986. Il a donc revu ses propres objectifs à la baisse. Pour les syndicats, et en particulier pour la CFDT et la FEN, la désinflation est devenue crédible. Il est donc possible de s'engager sur des hausses salariales très modestes sans perdre de pouvoir d'achat. La CFDT et la FEN semblent prêtes à admettre une hausse du salaire brut de 2 %.

A l'hôtel Matignon, on hésite encore à s'engager dans une telle voie. Ce n'est pas complètement fermé, mais dans le contexte politique, c'est difficile d'ouvrir une négociation salariale, d'ici dans l'entourage du premier ministre. Il faut attendre les avantages de la loi de finances. Mais, reconnaît-on, ce qui nous amène à revenir sur la position, c'est que les syndicats ont demandé et qu'ils acceptent

en tant que tel, le mouvement syndical. M. Kraussier a été nommé à la tête de la CGT, la « guerre de succession » semble ouverte, le départ de M. Henri Kraussier étant envisagé pour le prochain congrès, à la fin de 1985.

De telles hypothèses peuvent toujours être remises en question en fonction de la situation politique, économique ou sociale ou des problèmes internes du syndicat. Fort d'un comité confédéral élu en janvier, malgré les turbulences de l'heure, s'est achevé par le vote d'une motion à l'unanimité. M. Bergeron s'efforce de dépassionner les problèmes de sa succession. Sauf outsider de dernière heure, elle devrait se jouer entre M. Claude Pitouss et M. Marc Blondel, qui sont tous deux des membres du bureau confédéral.

La CGT, la succession est dans l'air depuis que, en mai dernier, M. Kraussier a été nommé à la tête de la CGT. Mais il suffirait qu'un score aux élections législatives pour que d'éventuels changements à la tête du parti se traduisent ensuite par un renouvellement des instances de la CGT. Pour l'heure, c'est M. François Duteil, secrétaire général de la fédération de l'énergie et membre du bureau confédéral depuis le 42^e congrès fédéral en novembre dernier, qui semble avoir de plus en plus le vent en poupe.

A la CFDT, le problème se pose en termes différents. M. Maire va devoir gérer une période délicate, au lendemain des législatives, en attendant de se présenter comme interlocuteur principal du gouvernement et du patronat. Or son succès au 40^e congrès confédéral de Bordeaux en juin dernier ne lui donne pas une grande marge de manœuvre : pour élargir sa majorité il a dû lâcher du lest à ceux qui ne veulent pas trop vite dans l'adaptation du syndicalisme. Mais pour mettre en œuvre cette politique, il a conservé une équipe à dominante socialiste.

Qu'il ait été obligé de durcir le ton à l'égard de la plateforme RPR-LDF, cela résulte de la décision de ne pas appeler à voter pour la gauche, mortre qu'il doit être plus sensible encore qu'auparavant aux réactions des différents composés de sa majorité. Le maintien de cette majorité dépendra sur la succession et pourrait, en cas de difficultés, retarder les échéances. Pour l'heure, les préférences de M. Maire pour un successeur semblent aller vers M^{me} Nicole Notat, secrétaire nationale. Mais ses adversaires redoutent déjà d'avoir à faire face à la « copie d'Edmond de Béthune ».

M. N.

ENTREPRISES

Affaire Fermenta: Volvo veut renégocier la vente de ses intérêts pharmaceutiques

Le scandale déclenché par les écologistes suédois en révélant que M. Rafsat El-Sayed, président de Fermenta, un des plus grands groupes pharmaceutiques scandinaves, n'était pas, contrairement à ses dires, docteur en microbiologie (Le Monde du 19 février), a provoqué de violents remous à la Bourse de Stockholm. L'action Fermenta (47 % de la capitalisation boursière locale) a chuté de 50 % cette semaine. Du coup, l'opération de 3,8 milliards de francs, montée par M. El-Sayed pour racheter à Volvo ses participations majoritaires dans Pharmacia et dans Gambro, a été remise en question. Le règlement de cette acquisition devait être pour partie effectué en actions Fermenta (Volvo serait ainsi actionnaire à 20 % de Fermenta). En raison de la tournure prise par cette affaire, le constructeur automobile ne s'estime plus lié par les accords préliminaires conclus avec Fermenta. Tous les ports ne sont cependant pas rompus. Volvo se déclare prête à reprendre les négociations dans un esprit constructif. De son côté, M. Ove Sundberg, nouveau président de Fermenta (à cause de son message, M. El-Sayed avait démissionné), précise qu'il est en relation constante avec la direction de Volvo. Le rapprochement de Fermenta avec Pharmacia et Sonesson aurait donné naissance au premier grand groupe pharmaceutique européen (12 milliards de francs de chiffre d'affaires).

AMC et les camions Mack (Renault) ont respectivement perdu 125 millions et 69 millions de dollars en 1985

American Motors Corp. (AMC), constructeur américain de camions, a annoncé une perte de 125 millions de dollars en 1985 contre un bénéfice de 15,5 millions en 1984. Le chiffre d'affaires a chuté de 4,2 milliards de dollars contre 4,2 en 1984. M. Dedeurwaerder, directeur commercial de la Régie, souligne qu'AMC a été touché par la concurrence que lui impose le marché américain des petites voitures. Une amélioration a cependant été enregistrée au cours du premier semestre (perte de 25,8 millions de dollars contre 99,5 au premier) et l'objectif est l'équilibre en 1986, notamment grâce au succès des ventes de Jeeps.

Par ailleurs, les camions Mack ont également subi une perte. Mack Trucks, société américaine dont Renault détient 42 % du capital, a enregistré une perte de 69 millions de dollars en 1985 contre un bénéfice de 74,8 millions en 1984. Cette année s'explique par une provi-

augmentation de capital de 88,3 millions due à la vente de deux ans, à une usine d'Allentown (1 800 salariés) et à des changements dans les ventes de camions aux Etats-Unis. 10 %, l'année 1985 a été difficile pour Mack, qui a vu son chiffre d'affaires chuter de 2,6 milliards de dollars. Le groupe a néanmoins amélioré sa part de marché, qui est passée de 17,5 % à 18,5 %.

Ferruzzi ne veut pas prendre le contrôle de Beghin-Say. Le groupe italien Ferruzzi n'a pas l'intention de prendre le contrôle de Beghin-Say (papier et fabricant de sucre français), affirme un communiqué commun des deux sociétés. Après le rachat par Ferruzzi des 5 % du capital de Beghin-Say détenus par le groupe britannique Tate and Lyle, ce qui porte à 45 % la part de Ferruzzi dans le capital de la société française (le 22 février), les deux sociétés présentent qu'aucune modification de la composition du conseil de direction n'est envisagée, si ce n'est l'entrée de M. Arturo Ferruzzi au lieu et place du représentant de Tate and Lyle.

UN RAPPORT AU PREMIER MINISTRE SUR L'ELARGISSEMENT DE LA CEE

Les régions du Sud doivent coopérer et être offensives

M. Lucien Delmas, sénateur socialiste de la Dordogne a rendu public le jeudi 20 février le contenu du rapport que, par lettre du 10 août dernier, le premier ministre lui avait demandé de rédiger sur les conséquences de l'élargissement de la CEE. Initié par le Sénat du Grand Sud, le document propose une « stratégie interrégionale dynamique » (entre Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse) et une « coopération interrégionale étendue » (avec les provinces espagnoles, votre préférence, prochains).

A propos de l'agriculture, M. Delmas suggère plusieurs mesures concrètes, comme la création d'une société commune des producteurs de maïs ou la fondation d'un observatoire agro-alimentaire commun aux cinq régions. Quant au vin, il faudrait passer, dans les dix ans à venir, de 5 millions d'hectolitres d'appellation d'origine contrôlée (AOC) à 15 millions.

La pêche - en Méditerranée - n'est pas suffisamment réglementée. Il faudrait, comme le proposent les professionnels, instituer un large système de quotas exclusifs de 200 milles en Atlantique. C'est à un véritable « bouleversement » que doit s'attendre l'agriculture, qui (entre des faiblesses connues) présente aussi de même des atouts : forte proportion de créations d'entreprises, nombreuses PME de pointe. M. Delmas note : « Le véritable enjeu est non pas de renforcer l'Espagne et le Portugal, mais de faire face en Espagne, au Portugal et plus généralement dans le sud à la concurrence des régions du nord de l'Europe. Le sud de la France doit être offensif ».

L'Etat, les régions concernées et la CEE, par le biais des PDM (pro-

PLAINTES CONTRE LA RÉGLEMENTATION FRANÇAISE

La Commission de Bruxelles donne raison aux producteurs de cigarettes étrangères

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - En dépit d'une condamnation en juin 1983 devant la Cour européenne de justice, la France est toujours en infraction, selon la Commission de Bruxelles, en matière de fixation des prix de vente des cigarettes. Ainsi l'arbitraire européen a-t-il décidé d'adresser « un avis motivé » au gouvernement français afin qu'il modifie le règlement actuellement appliqué.

Dans le cas de la France et des prix des cigarettes, la discrétion n'a pas été respectée. Avertis très vite de la décision de Bruxelles, les producteurs néerlandais (les nationaux et les entreprises autrichiennes installées aux Pays-Bas) se sont agités pour augmenter la pression sur le gouvernement français. La vérité est que nombre de responsables européens sont irrités par ce qu'on n'hésite pas à qualifier à Bruxelles de « monopole français ». Encore que dans les dossiers politiquement délicats (le plan de financement de la Chapelle-Darby en France, la protection du marché de la bière en Allemagne fédérale, le prix du gaz fourni aux horticulteurs des Pays-Bas...), la Commission n'accepte quelques cas - à titre toujours provisoire de bonapartisme de patience et de compréhension.

A la suite de l'arrêt de la Cour de Luxembourg, le gouvernement français a modifié, au début de janvier 1985, le système de fixation des prix de vente au détail. Celui-ci a été jugé conforme aux règles du Marché commun par la Commission. Mais, dans la pratique, estime Bruxelles, l'administration française a tourné

les nouvelles dispositions. Aussi une nouvelle procédure a-t-elle été lancée en août 1985. En réponse à la « mise en demeure » de Bruxelles, les autorités françaises ont fait valoir qu'elles avaient strictement respecté la nouvelle réglementation pour déterminer le prix ; que cette dernière a conduit à des hausses de prix compatibles avec les charges des entreprises ; et que le dispositif n'a pas affecté les échanges entre Etats membres.

La réponse de la Commission est cinglante : « Les autorités françaises ne respectent ni l'arrêt de la Cour de justice ni leur propre décision du 24 janvier 1985 ». Les fabricants et les importateurs de cigarettes n'ont en aucune façon, ajoute-t-elle, le liberté de fixer les prix de vente au détail de leurs produits. Le texte de Bruxelles conclut : « En ce qui concerne l'année 1985, la hausse accordée est non seulement inférieure aux demandes des importateurs mais également aux normes applicables dans le règlement des mesures générales de réduction des prix ».

En outre, le groupe Gilbert Jeune serait pe... à soumettre son dossier économique aux instances compétentes. Dans ces conditions, la préfecture indique que « la notion de force majeure » n'est pas le seul élément déterminant dans la décision de l'employeur et elle s'annonce décidée à porter toutes les infractions constatées devant les tribunaux ».

MARCEL SCOTTO.

Retards syndicaux en 1988 ?

D'ici trois ans, après l'élection présidentielle, les échéances normales sont prévues. Les organisations syndicales devraient changer de dirigeants. M. Kraussier a d'ores et déjà fait savoir qu'il quitterait la tête de FO jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle, à la fin de l'année.

Lors d'un récent bureau national de la CFDT, un octobre, l'hypothèse aurait été retenue que M. Edmond Maire passe la main quelques mois après le prochain congrès de sa confédération, prévu pour le printemps 1988, alors que certains pensaient qu'il resterait en fonction jusqu'en 1988. Quant à la CGT, la « guerre de succession » semble ouverte, le départ de M. Henri Kraussier étant envisagé pour le prochain congrès, à la fin de 1985.

De telles hypothèses peuvent toujours être remises en question en fonction de la situation politique, économique ou sociale ou des problèmes internes du syndicat. Fort d'un comité confédéral élu en janvier, malgré les turbulences de l'heure, s'est achevé par le vote d'une motion à l'unanimité. M. Bergeron s'efforce de dépassionner les problèmes de sa succession. Sauf outsider de dernière heure, elle devrait se jouer entre M. Claude Pitouss et M. Marc Blondel, qui sont tous deux des membres du bureau confédéral.

La CGT, la succession est dans l'air depuis que, en mai dernier, M. Kraussier a été nommé à la tête de la CGT. Mais il suffirait qu'un score aux élections législatives pour que d'éventuels changements à la tête du parti se traduisent ensuite par un renouvellement des instances de la CGT. Pour l'heure, c'est M. François Duteil, secrétaire général de la fédération de l'énergie et membre du bureau confédéral depuis le 42^e congrès fédéral en novembre dernier, qui semble avoir de plus en plus le vent en poupe.

A la CFDT, le problème se pose en termes différents. M. Maire va devoir gérer une période délicate, au lendemain des législatives, en attendant de se présenter comme interlocuteur principal du gouvernement et du patronat. Or son succès au 40^e congrès confédéral de Bordeaux en juin dernier ne lui donne pas une grande marge de manœuvre : pour élargir sa majorité il a dû lâcher du lest à ceux qui ne veulent pas trop vite dans l'adaptation du syndicalisme. Mais pour mettre en œuvre cette politique, il a conservé une équipe à dominante socialiste.

Qu'il ait été obligé de durcir le ton à l'égard de la plateforme RPR-LDF, cela résulte de la décision de ne pas appeler à voter pour la gauche, mortre qu'il doit être plus sensible encore qu'auparavant aux réactions des différents composés de sa majorité. Le maintien de cette majorité dépendra sur la succession et pourrait, en cas de difficultés, retarder les échéances. Pour l'heure, les préférences de M. Maire pour un successeur semblent aller vers M^{me} Nicole Notat, secrétaire nationale. Mais ses adversaires redoutent déjà d'avoir à faire face à la « copie d'Edmond de Béthune ».

En outre, le groupe Gilbert Jeune serait pe... à soumettre son dossier économique aux instances compétentes. Dans ces conditions, la préfecture indique que « la notion de force majeure » n'est pas le seul élément déterminant dans la décision de l'employeur et elle s'annonce décidée à porter toutes les infractions constatées devant les tribunaux ».

M. N.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

GONFLÉE à bloc par le prompt renfort que les étrangers lui ont apporté, la Bourse de Paris s'est littéralement déchaînée ces derniers jours. Pourtant, une fois encore, la semaine avait commencé sur une note assez faible. Avec la liquidation générale du jeudi 20 février en point de mire, les opérateurs avaient, dès lundi, consciencieusement entrepris de prendre leurs bénéfices, et tout portait à croire, après les 10 % de hausse enregistrés en février, qu'ils allaient poursuivre cette opération au cours des trois semaines suivantes. Mais c'était compter sans les forces vives du marché. A la mi-journée, l'indice instantané accusait 1,5 % de baisse. Mais, la rapidité des mouvements, au coup de cloche final, le dérapage était ramené à 0,94 %. Rompu vingt-quatre heures, l'équilibre fut rétabli dès mardi avec une quasi-stabilité (-0,04 %). Le lendemain, la Bourse donna la pleine mesure de son talent. L'effervescence tourna au délire. La réponse des primes ? Une simple formalité. Les investisseurs, qui tendaient la main pour recevoir le « papier » levé et empêcher le fricot de partir, furent surpris. Nombre de valeurs furent réservées à la hausse. Le BTP se distingua et prit la tête du palmarès. Peugeot, CSF, Schneider, Dassault, Carrefour, Michelin, Valeo... et les autres firent des nombres de trapèze volant réussis et très remarqués.

A près de 16 heures, le verdict tombait : + 2,34 %. La liquidation du lendemain commença avec une progression moyenne des cours de 11 % environ. De nouvelles prises de bénéfices allaient-elles se produire ? Ce fut tout le contraire. En superforme, la Bourse monta encore jeudi de 1,63 %, de sorte que la performance pour février fut portée à 13,18 %. Après cette débauche de novembre dernier (+ 16,5 %), cette liquidation est une des meilleures de toute l'histoire de la Rue Vivienne. Le plein était-il fait ? En réalité, il ne faisait que commencer. Vendredi, premier jour du nouveau mois boursier, l'hystérie succéda au délire. Pour commencer, avec le renouvellement des ordres d'achats, pléthoriques, disait-on — ce fut même bien plus. La séance débuta avec trois quarts d'heure de retard. Elle se devait d'achever qu'à deux heures de 17 heures. Dans l'intervalle, sous le chapitre des acrobates s'éclaircit. D'entrée de jeu, pourtant, sous le poids de la demande, CFAO et Schneider furent réservés à la hausse.

En vedette américaine, Charpentier, L'Oréal, Radioste, Michelin et une dizaine d'autres grands acteurs vivrent, ensuite, rejoignant la cohorte des valeurs notables au premier jet. Impossible de les citer toutes. Impossible, également, de dresser la liste des meilleurs. En dehors des pétroles encore assez déprimés, la plupart des actions

Déchaînement

se déchaîna sur un spectacle (Peugeot, CSF, Printemps, Compagnie bancaire, Carrefour, Pollet, BSNL...).

Quand, enfin, le rideau reboussa dans la soirée, l'applaudissement afficha 3 % de hausse bien tournée. En l'espace de trois jours, la Bourse avait grimpé allégrement de 7,5%. Compte tenu de la baisse survenue lundi, la semaine se terminait avec plus de 6 % de gain. L'explication de cette précipitation dans les achats, que les météorologues du Palais Brongniart n'avaient pas prévue, tient en trois mots : dollar, pétrole et statistiques.

La nouvelle baisse du billet vert et la recrudescence des prix de l'or noir, en combinant leurs effets, sont de puissants facteurs de réactivation économique. Les opérateurs l'ont bien compris qui, au début de semaine, avaient campé l'arme au pied en attendant des indications de changes en provenance de New-York, fermé lundi pour cause de fête (célébration de l'anniversaire de George Washington). Qui plus est : le repli rapide de la devise américaine a déclenché l'habituelle réflexe de protection contre la dépréciation monétaire. D'abord, les capitaux placés en dollars ont cherché refuge auprès des valeurs mobilières européennes. Et comme la Rue Vivienne est le dernier endroit au royaume à cause du retard « au vert » de plusieurs indicateurs — l'indice des prix de détail est voisin de zéro pour janvier (quotidien) et la balance commerciale est redevenue excédentaire, allemands et néerlandais se sont ravisés. Ajoutons, enfin, que le tempérament volcanique de Wall Street et la décision, longtemps attendue, de la Banque de France d'abaisser son taux d'intérêt ont largement contribué avec l'effet du contre-choc pétrolier à signifier les appétits d'achats des opérateurs.

« La Bourse n'est plus ce qu'elle était. Il nous faut maintenant raisonner à l'américain », gémissait un vieil habitué. Pour parler franc, les étrangers ont mis le marché à sac et, avec eux, les institutionnels français soucieux de ne pas rater un nouveau train de hausses, les SICAV en tête, qui n'ont plus qu'un mois pour placer les capitaux collectifs fin 1985 et restés jusqu'ici inemployés. Ce fut la razzia. Des esprits avisés ont calculé qu'au rythme actuel des transactions (plus de 1,5 milliard de francs quotidiennement) il lui faudrait à peine deux mois d'investissement suffisants pour faire la Bourse à son flotant (actions en circulation hors celles détenues par les propriétaires d'entreprises). L'hypothèse est pour le moins

Semaine du 17 au 21 février

hardie. Mais un fait est certain, les étrangers continuent à pomper la substance du marché. Leur voracité est sans limite et ne s'arrête pas au parquet. Un étage plus haut, sur le marché obligataire, ils ont sévi, s'entraînant aussi au papier à revenu fixe. Jeudi, avec plus de 7,7 milliards de francs de transactions, un record est tombé. Ouvert triomphalement jeudi 20 février, le MATIF n'a qu'à bien se tenir. Il est d'ores et déjà sous haute surveillance. L'exigüité des locaux et leur visible inadéquation à la négociation des instruments financiers, qui a déposé toutes les espérances (deux mille neuf cent dix contrats ont été notés jeudi, soit presque autant qu'à Londres), s'empêcheront pas les débordements.

Pour résumer, la Bourse tout entière est prise de convulsions par « overdose », la perspective de dénationalisations après le 16 mars portant l'excitation à son comble. Et pour ajouter encore à cette folle dévotion, Paris, comme Londres et New-York, devient peu à peu le terrain de grandes manœuvres propres à susciter de nouveaux appétits. Des bruits de canons se font entendre de façon très perceptible autour de la Générale des eaux, et Valeo est l'objet des convoitises de M. Carlo de Benedetti, PDG, entre autres, d'Olivetti, qui aurait la volonté, dit-on, avec des partenaires français (le Suez) de bâtir un groupe européen. L'équipement automobile pour faire concurrence à l'allemand Bosch et probablement à Nissan et Fiat en pourparlers très avancés pour constituer un ensemble pesant 7 milliards de francs.

Bref, tout bouge tous azimuts, mais « tout est à revoir », soupire un professionnel harassé. « Des méthodes de travail archaïques à l'information dépassée par les événements », ajoutait-il en ponctuant ses propos avec cette petite phrase perdue à l'intention de la Chambre syndicale : « Passez donc, ils n'ont même pas des fiches de suivi la position de place (engagement à l'achat et à la vente sur le marché à règlement mensuel) à fin janvier. Peut-être aurons-nous avec celle à fin février. Comment voulez-vous travailler dans ces conditions ? »

Sans que personne n'y prenne vraiment garde, la Rue Vivienne a, ces derniers mois, changé de dimension pour se hisser au niveau international. Cette semaine la Bourse de Paris a rendu son dernier soupir.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Un journalier sur les valeurs françaises est tombé vendredi avec plus de 2,2 milliards de francs. Respectivement le même jour sur les obligations 9,7 milliards de francs.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Tout près des 1 700 points

De violentes éruptions de cours se sont produites à Wall Street durant cette semaine réduite à quatre séances par le chômage de lundi 17 février pour célébrer l'anniversaire de George Washington. Une seule fusée n'est pas allée en vain : mercredi avec 20 points de hausse sur des ventes bénéficiaires. Mais celle-ci fut vite marquée par une très vive reprise. A la veille de week-end, le marché passa la surmultiplicité et, en séance, le barre des 1 700 fut même dépassée (1 702,75). En clôture, le « Dow » s'établissait à 1 697,70 (+ 24,88 points). Depuis le début février, il a progressé de 126,72 points. Sans avance pour les quatre derniers jours atteints 33,26 points.

Trois facteurs sont à l'origine de ce comportement volcanique : la recrudescence des prix du pétrole, favorable à la relance économique, la baisse du dollar capable de fortifier les exportations, le raffermissement du marché obligataire inscrite comme le signe d'une détente monétaire. Ajouter à cela la surabondance des capitaux rendus disponibles par le repli du billet vert.

	Cours 14 fév.	Cours 21 fév.
Alcoa	44 7/8	45 3/4
AT&T	21 7/8	22 1/4
Boeing	59	58
Chase Man. Bank	38 3/4	37 7/8
De Post de Nations	72	72 1/2
Eastman Kodak	52 1/2	52 1/4
Exxon	51 7/8	52 3/4
Ford	70 1/4	71 5/8
General Electric	73	78
General Motors	39 7/8	39 3/4
Goodyear	34 1/4	35 3/4
IBM	156 1/2	159 7/8
ITT	41 7/8	42 3/8
Mobil Oil	51 1/4	52 5/8
Pfizer	51 1/2	52
Schwarzer	30 1/4	29 3/4
Texas	28 3/4	29
UAI Inc.	56 3/4	59 3/4
Union Carbide	42 1/4	43
US Steel	22 5/8	22 1/4
Westinghouse	47	49 1/8
Xerox Corp.	67	69 1/2

« C'est la désinvolture de l'investisseur... » dit un professionnel de la Banque. « Les investisseurs ont perdu la tête... » dit un autre. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un troisième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un quatrième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un cinquième.

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un sixième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un septième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un huitième.

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un neuvième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un dixième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un onzième.

LONDRES

Encore plus haut

	Cours 14 fév.	Cours 21 fév.
Alcoa	371	371
Bayer	1 000	1 000
Boeing	59	58
Chase Man. Bank	38 3/4	37 7/8
De Post de Nations	72	72 1/2
Eastman Kodak	52 1/2	52 1/4
Exxon	51 7/8	52 3/4
Ford	70 1/4	71 5/8
General Electric	73	78
General Motors	39 7/8	39 3/4
Goodyear	34 1/4	35 3/4
IBM	156 1/2	159 7/8
ITT	41 7/8	42 3/8
Mobil Oil	51 1/4	52 5/8
Pfizer	51 1/2	52
Schwarzer	30 1/4	29 3/4
Texas	28 3/4	29
UAI Inc.	56 3/4	59 3/4
Union Carbide	42 1/4	43
US Steel	22 5/8	22 1/4
Westinghouse	47	49 1/8
Xerox Corp.	67	69 1/2

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un douzième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un treizième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un quatorzième.

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un quinzième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un seizième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un dix-septième.

TOKYO

La grande forme

	Cours 14 fév.	Cours 21 fév.
Alcoa	371	371
Bayer	1 000	1 000
Boeing	59	58
Chase Man. Bank	38 3/4	37 7/8
De Post de Nations	72	72 1/2
Eastman Kodak	52 1/2	52 1/4
Exxon	51 7/8	52 3/4
Ford	70 1/4	71 5/8
General Electric	73	78
General Motors	39 7/8	39 3/4
Goodyear	34 1/4	35 3/4
IBM	156 1/2	159 7/8
ITT	41 7/8	42 3/8
Mobil Oil	51 1/4	52 5/8
Pfizer	51 1/2	52
Schwarzer	30 1/4	29 3/4
Texas	28 3/4	29
UAI Inc.	56 3/4	59 3/4
Union Carbide	42 1/4	43
US Steel	22 5/8	22 1/4
Westinghouse	47	49 1/8
Xerox Corp.	67	69 1/2

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un dix-huitième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un dix-neufième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingtième.

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-et-unième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-deuxième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-troisième.

FRANCFORT

Reprise

	Cours 14 fév.	Cours 21 fév.
Alcoa	371	371
Bayer	1 000	1 000
Boeing	59	58
Chase Man. Bank	38 3/4	37 7/8
De Post de Nations	72	72 1/2
Eastman Kodak	52 1/2	52 1/4
Exxon	51 7/8	52 3/4
Ford	70 1/4	71 5/8
General Electric	73	78
General Motors	39 7/8	39 3/4
Goodyear	34 1/4	35 3/4
IBM	156 1/2	159 7/8
ITT	41 7/8	42 3/8
Mobil Oil	51 1/4	52 5/8
Pfizer	51 1/2	52
Schwarzer	30 1/4	29 3/4
Texas	28 3/4	29
UAI Inc.	56 3/4	59 3/4
Union Carbide	42 1/4	43
US Steel	22 5/8	22 1/4
Westinghouse	47	49 1/8
Xerox Corp.	67	69 1/2

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-quatrième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-cinquième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-sixième.

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-septième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-huitième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un vingt-neufième.

« C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un trenteième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un trente-et-unième. « C'est la présence de l'émission de 1,5 milliard de dollars par la BNL britannique... » dit un trente-deuxième.

Valeurs à revenu fixe

	21-2-86	Diff.
4 1/2 % 1973	1452	- 79
10 % 1973	7269	- 19
10 3/4 % 1975	100,15	+ 0,18
PMR 10 1/2 % 1976	99,95	+ 0,05
8,80 % 1977	124,38	+ 0,08
10 % 1978	100,65	+ 1,40
8,80 % 1978	100,15	+ 0,90
9 % 1979	97,65	+ 0,85
10,80 % 1979	103,10	+ 1,85
15,75 % 1981	106,60	+ 0,40
16,75 % 1982	128,49	+ 0,65
16,20 % 1982	128,49	+ 0,65
16 % 1982	121,45	+ 1,75
15,75 % 1982	117,78	+ 1,30
CNE 3 %	3723	- 397
CNB 5 000 F.	101,53	+ 0,08
CNB 1000 5 000 F.	104,90	+ 0,10
CNB 5000 5 000 F.	104,48	+ 0,69
CNI 5 000 F.	101,95	+ 0,35

Alimentation

	21-2-86	Diff.
Béghin-Sey	440	+ 52
Bongrain	1670	- 8
BSN G. Daoune	3485	+ 265
Carrefour	1120	+ 120
Casnia	1340	+ 84
Céris	758	- 20
Eurovarchiv	1600	+ 20
Guyonne et Gino	540	- 6
Lesieur	99	- 7
Martell	1421	- 11
Molt-Henmay	2010	+ 175
Nestlé	32850	- 490
Leontine (Gie)	741	- 15
Oldis-Caly	211	+ 18,80
Pernod-Ricard	970	- 39
Promodis	1157	- 11
St-Louis-Bouchon	380	+ 3,80
S.S. Saupiquet	497,50	- 7
Souris Farrier	520	- 11
Vevee Cliquot	3620	- 10

Bâtiment, travaux publics

	21-2-86	Diff.
Axial d'entreprises	1490	+ 40
Bouygues	1135	+ 65
Ciments français	910	+ 191
DFC	1160	+ 60
GTM	338	+ 38
J. Lafarge	431	+ 20
La Farage	970	+ 30
Maisons Fillion	209	+ 1
Parit et Chastan	1130	+ 190
SCREB	116,30	+ 7,80
SGESB	68,50	+ 1

Filatures, textiles, magasins

	21-2-86	Diff.
André Rondière	269	+ 8
Agache Willot	745	+ 37
BIV	508	+ 35
CFAO	1500	+ 90
Damart-Servignac	1560	+ 70
Darty	2740	+ 240
DMC	460	+ 50
Galeries Lafayette	678	+ 62
La Redoute	2260	+ 187
Neuves Galeries	360	+ 41
Novel	507	+ 44
SCOA	141,10	+ 7

Produits chimiques

	21-2-86	Diff.
BASF	970	+ 95
Bayer	1000	+ 67
Hoechst	989	+ 75
Imp. Chimical	285	- 10
Imitex Métrac	2960	+ 230
Laboratoire Bellon	1225	+ 75
Norsk Hydro	122,50	- 11,50
Roussel-Uclaf	1449	- 44

Mines, caoutchouc, oute-mer

	21-2-86	Diff.
Charter	23,10	+ 0,20
Chrysothèque	438	- 20
Deuxer	1160	+ 60
Indal	101	- 2,10
INCO	1160	+ 60
Michelin	2390	+ 350
M. Pannayra	61	- 2
RTZ	99,25	+ 1,45
Zambin	1,70	+ 0,07

Métallurgie

	21-2-86	Diff.
Alpi	330	+ 68
Arvon Damsant-R.	1201	+ 69
Chiers-Chailion	66,40	+ 0,90
De Dietrich	1265	+ 285
Falcom	1400	+ 15
Frax-Lille	149	+ 19
Fonderie (Générale)	138	+ 7
Marie-Wendel	401	+ 4,50
Penhoët	1230	+ 40
Polina	108,10	+ 7,60
Sageam	2495	+ 19
Valdo	594	- 21
Vollmar	214	+ 1

Pétroles

	21-2-86	Diff.
EIF-Aquitaine	224,50	+ 6
Esso	371	- 55,10
Exxon	371	- 7,50
France-Pétrole	285	- 10
Petrolfin	989	- 2
Pétroles B.P.	91,50	+ 2
Primagaz	506	+ 63
Refining	101,80	+ 7,80
Royal Dutch	463	- 7
Sogreah	516	- 1
Total	328	- 1

Métallurgie construction mécanique

	21-2-86	Diff.
Alpi	330	+ 68
Arvon Damsant-R.	1201	+ 69
Chiers-Chailion	66,40	+ 0,90
De Dietrich	1265	+ 285
Falcom	1400	+ 15
Frax-Lille	149	+ 19
Fonderie (Générale)	138	+ 7
Marie-Wendel	401	+ 4,50
Penhoët	1230	+ 40
Polina	108,10	+ 7,60
Sageam	2495	+ 19
Valdo	594	- 21
Vollmar	214	+ 1

Mines d'or, diamants

	21-2-86	Diff.
Anglo-American	103,90	+ 3,40
Angold	594	+ 57
Bul. Gold M.	188,90	+ 6,90
De Beers	47,50	+ 4
Drief. Cons.	142,50	+ 5,80
Gencor	94,90	+ 5,90
Gold Field	49,50	+ 1,3
Harmony	94,90	+ 3,90
Randfontein	672	+ 22
Saint-Helens	106,20	+ 1,60
Western Deep	306	+ 17,9

</

Crédits-Changes-Grands marchés

Les devises et l'or

Confusion sur le dollar

Rien ne va plus, apparemment, dans la Maison Blanche et le Département des Trésors...

réduire le déficit commercial, elle n'a pas hésité à...

orthodoxes et encourt l'hostilité de M. Baker, précédemment beaucoup plus coopératif...

M. Volcker rappelait, en outre, que les efforts concentrés de l'administration Carter...

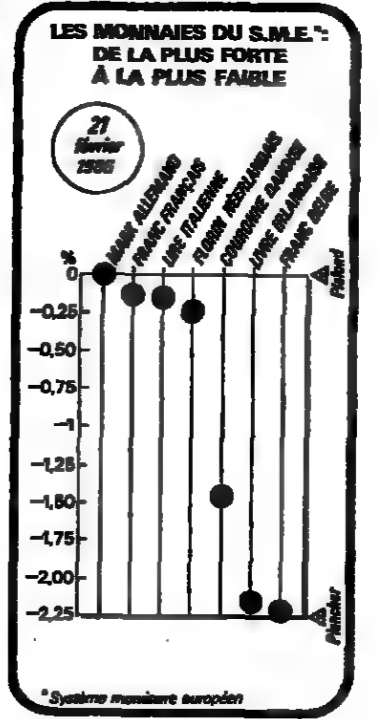
Du coup, le dollar « plongeait » à 2,27 DM, 6,98 F et 177 francs...

Les opérateurs, toutefois, estiment que le recul du dollar n'est pas terminé, en dépit des obligations de M. Volcker...

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 AU 21 FÉVRIER

Table with columns: PLACE, Livre, S.E.L., Franc français, Franc suisse, D. mark, Franc belge, Florin, Lire italienne.

FRANÇOIS RENARD.



L'euromarché Quand l'insouciance comble l'incertitude

Bien que personne ne soit en mesure de prévoir vers quelle direction se dirige le marché international des capitaux...

C'est dans le cadre d'une euro-emission à échéance beaucoup plus courte que la Banque mondiale...

La raison, toutefois, en tient plus à la personnalité relativement peu connue par le détenteur belge...

Dans ce climat où la désolvoiture incertitude, il reste, honnêtement, quelques points de lumière...

En revanche, il semble que la Banque mondiale se soit montrée un tantinet réticente...

Une moisson de « premiers » dans la foule, que va donc pouvoir proposer NERSA...

Table with columns: Action, Cours, Diff.

Les négociations sur le renouvellement de l'accord international de stabilisation des prix du cacao...

Les négociations sur le renouvellement de l'accord international de stabilisation des prix du cacao...

Les matières premières Hausse du platine et du caoutchouc

Les accords de stabilisation des prix, échaudés par la crise de l'étain, s'écroulent...

Le marché de l'argent a profondément souffert, depuis le début de l'année...

Les négociations sur le renouvellement de l'accord international de stabilisation des prix du cacao...

MÉTALUX. - Petite flambée des prix du platine...

Les négociations sur le renouvellement de l'accord international de stabilisation des prix du cacao...

Les négociations sur le renouvellement de l'accord international de stabilisation des prix du cacao...

En dépit de grèves persistantes au Pérou qui obligent les compagnies à invoquer la clause de force majeure...

Les négociations sur le renouvellement de l'accord international de stabilisation des prix du cacao...

Les négociations sur le renouvellement de l'accord international de stabilisation des prix du cacao...

LES COURS DU 20 FÉVRIER 1986

Table with columns: Matière, Cours, Diff.

LES COURS DU 20 FÉVRIER 1986 (Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

Marché monétaire et obligataire Une baisse des taux « officielle »

Anticipés depuis plusieurs semaines par le marché financier, la baisse « officielle » des taux...

réduction du taux de la Banque de France. Son objectif est de permettre à cette dernière un meilleur réglage...

Quant au marché obligataire, il a accueilli avec ravissement la diminution du taux d'intérêt...

Notons enfin que les opérateurs prêtent l'oreille, avec intérêt, aux rumeurs d'un aménagement de la fiscalité des valeurs...

Au Tchad

Renforcement du dispositif de défense de l'aéroport de N'Djamena

De notre envoyé spécial

N'Djamena. - Les autorités militaires françaises ont apparemment renforcé le système de défense de la base aérienne implantée sur l'aéroport de la capitale tchadienne, c'est-à-dire le système de défense de l'aéroport de la capitale tchadienne, c'est-à-dire le système de défense de l'aéroport de la capitale tchadienne, c'est-à-dire le système de défense de l'aéroport de la capitale tchadienne...

Le colonel Kadhafi, indique-t-on, qui vient d'essayer un tir de précision - le bombardement de Ouadi-Doum - la capitale de la contre-offensive de l'armée tchadienne, va certainement être un échec. D'autant qu'il n'est pas sûr que le système de défense de l'aéroport de la capitale tchadienne, c'est-à-dire le système de défense de l'aéroport de la capitale tchadienne...

Il a confirmé que, en dépit de pertes importantes, la fois en hommes et en matériel, la majeure partie des unités libyennes n'a pas été engagée dans l'offensive du 10 février : les unités libyennes proprement dites n'ont pas participé aux combats, ni pour l'essentiel celles du CDR, la principale composante politico-militaire du GUNT. C'est dans les rangs des éléments combattants de « suppléants » que les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) ont fait la quasi-totalité de leurs prisonniers.

Deux prisonniers libyens

« Nous avons été libérés par une unité de la République ». Personne n'avait encore demandé au capitaine libyen Ahmed Salam Ramadan si son détachement de dix hommes était prêt à se rendre. Il l'a dit en préambule, comme pour être sûr de ne pas oublier. Un officier noir de trente et un ans était conseiller en armement dans les troupes du GUNT de M. Goukouni Oueddei, avant d'être fait prisonnier par les forces tchadiennes, le 14 février, dans le camp d'Oum-Chalouba.

Le capitaine était calme, presque détaché. Avec à côté de lui, son compagnon est un Libyen de race blanche, le sergent Abdallah Ahmed Mohamed, âgé de vingt-cinq ans. Ses cheveux sont longs et pleins de poussière, son visage est déshydraté, ses mains sont brûlées et son visage...

A Montpellier

M. Fabius dénonce l'« idée fausse » d'une cohabitation « facile »

De notre envoyé spécial

Montpellier. - M. Laurent Fabius a passé, le vendredi 21 février, dans le Languedoc-Roussillon - région dont les socialistes sont menacés de perdre la présidence le 16 mars - une journée émaillée d'imprévus. A Lézignan-Corbieres où un millier de personnes environ étaient réunies pour un banquet républicain, très chaleureusement accueilli, M. Fabius a prononcé, en réponse notamment à M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés et chef de file des socialistes dans l'Aude, deux discours pleins d'ardeur ponctués, en cette année cinquantenaire du Front populaire, par un hommage à Léon Blum, qui avait été député de ce département. Déjà avant qu'il ne prit la parole des militants avaient entonné l'Internationale, mais leur initiative avait tourné court. Après l'intervention du premier ministre, il était plus difficile d'ignorer l'intention.

Flottement dans l'entourage de M. Fabius, incertitude chez les dirigeants socialistes audois... C'est M. Robert Capdeville, président du conseil général et du conseil régional, qui a tranché en se levant et en faisant signe à tous les convives d'en faire autant. Immobilité sur l'estrade, les lèvres closes, le premier ministre a écouté l'Internationale traditionnelle du mouvement ouvrier. Il n'est resté qu'à attendre que M. Fabius, qui a un grand plaisir de l'assistance. Cette fois, le premier ministre, à côté du chanteur, frappait dans ses mains.

Des socialistes de l'Aude, M. Fabius dira plus tard aux journalistes : « Vous avez vu ? Ils sont enthousiasmés par ce socialisme de classe, hein ? »

« Mais c'est le socialisme de classe, hein ? »

A Béziers, dans l'Hérault, l'inattendu a été M. Jacques Blanc, député (UDF-PR) du Languedoc-Roussillon et président du conseil général de l'Hérault, qui a été élu à la présidence du conseil général de l'Hérault, d'un projet d'aménagement des basses plaines de l'Aude. Un projet, selon M. Blanc, sorti du chapeau à la veille des élections et dont le financement est un nouveau crédit tiré par les socialistes sur un avenir incertain. M. Fabius s'est borné à dire, à l'adresse de M. Saumade : « Le gouvernement soutiendra votre projet. »

Trois semaines c'est court !

A Montpellier, enfin, devant trois mille cinq cents personnes réunies à la salle du Zénith, M. Fabius a déclaré : « Dans six mois, nous serions presque sûrs de gagner. Dans trois mois, nous aurions de très bonnes chances de gagner. Dans un mois, c'est court ! A vous de faire que ces trois semaines ne soient que des semaines de l'objectif, c'est de gagner. »

Le premier ministre a souligné, à l'instigation de « pas mal de Français qui s'apprêtent à voter pour la droite », que le gouvernement, à celle-ci l'emporte, ne sera pas « animé » par M. Raymond Barre, puisque le député de Lyon et ses partisans « demandent des suffrages

mais ne veulent en aucun cas gouverner ». Il a aussi en garde contre « trois idées fausses ».

La première, a dit M. Fabius, c'est que « la droite ferait le même politique que la gauche ». Se référant à la plate-forme de l'UDF et du RPR, le premier ministre a réfuté cette opinion.

La deuxième « idée fausse », a-t-il dit, est que « une partie des socialistes en plus populaire dans la préférence, voterait un gouvernement ». « Si la droite est majoritaire, a-t-il ajouté, ce serait le départ de tous les socialistes. »

Troisième idée fausse : « François Mitterrand et un gouvernement à droite, cela pourrait facilement s'accommoder ensemble ». M. Fabius a souligné que « le président de la République est élu pour sept ans », qu'il « n'a pas le pouvoir de démissionner » et qu'il « ne peut pas exercer » ; mais, a-t-il ajouté, « si la droite accède au gouvernement, ce serait, je le crains, un désordre ». « Il faut un président qui soit soutenu par le président de la République. »

« Le président de la République, a expliqué M. Fabius, il y a quelques jours, a décidé de notre intervention au 17 février. Il m'en a bien sûr parlé, et j'étais en plein accord avec lui. Que se serait-il passé si, un autre premier ministre étant à ma place, il s'était opposé au président de la République sur les principes ou sur les formes de cette intervention ? »

M. Fabius, jusqu'à présent, dénonçait la « pagaille » qu'entraîneraient les divisions de la droite si elle devenait majoritaire. Il met en cause maintenant, et comme M. Barre, la perspective de la cohabitation entre le chef de l'Etat et un chef de gouvernement de droite.

PATRICK JARREAU.

NAVIGANT VERS L'AFRIQUE

Des Britanniques et leur arsenal ont été interceptés à Brest

Un véritable arsenal d'armes de guerre - plusieurs tonnes au total - a été découvert le jeudi 21 février à bord d'un cabotier à trois ponts panaméen, le Silver-Sea, qui a dû s'abriter dans le port de Brest à la suite d'une panne de moteur. Les douanes ont intercepté le navire, alors qu'il faisait route vers la Sierra-Leone, après avoir quitté Brest.

La cargaison du Silver-Sea est composée de mitrailleuses, de bazookas, d'armes à poing et de munitions, de matériel de communication radio, de deux command-cars et de tréteaux.

Le capitaine et les douze membres de l'équipage, tous citoyens britanniques, ont été placés en garde à vue et entendus en procédure de flagrant délit ouverte par les douanes du port de Brest.

Les douanes ont intercepté le navire, alors qu'il faisait route vers la Sierra-Leone, après avoir quitté Brest. Les douanes ont intercepté le navire, alors qu'il faisait route vers la Sierra-Leone, après avoir quitté Brest.

La dernière note signalée du Silver-Sea remonte au 20 septembre dans le port britannique de Southampton. Le Silver-Sea, cabotier de 666 tonnes construit en 1958, est affrété par une mystérieuse compagnie, l'Atlantic Tug and Shipping Limited, dont le siège est dans l'île anglo-normande de Guernsey. Mais l'armateur ne dispose pas d'un bureau ni d'un téléphone et pour le trouver, il faut écrire à une boîte postale dans l'île, à Saint-Peter Port.

Le Foreign Office a demandé, vendredi, aux renseignements français sur les activités de cette compagnie. Selon le quotidien britannique Daily Mail, les mercenaires du Silver-Sea étaient payés pour renvoyer le président Samuel Doe, du Liberia, à son poste de commandant en Sierra-Leone.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 43-26-51-09

NE LES LAISSEZ PAS JOUER SEULS AU GRAND JEU DE LA COHABITATION.



Jusqu'à présent, il n'y avait que quelques privilégiés qui pouvaient s'amuser au grand jeu de la cohabitation.

Grâce au jeu Actuel, vous êtes Président de la République, vous avez 1000 points de charisme, 0 point de stress, enfin au début. Choisissez un Premier Ministre, et ne faites confiance à personne.

ACTUEL

ACTUEL 20 F TOUS LES 15 DU MOIS.

Les neuf rescapés du naufrage du « Snekkar-Artic » sont attendus lundi à Roissy

Le bilan du naufrage du Snekkar-Artic, un chalutier de Dieppe, au large de l'Écosse était toujours, le 22 février en fin de matinée, de dix-huit victimes : seize disparus, deux morts dont les corps ont été retrouvés. Les opérations de recherche avaient recommencé à l'aide de navires et d'avions. Les neuf rescapés doivent arriver lundi après-midi à Roissy.

Leurs témoignages seront déterminants pour expliquer les causes du naufrage de ce navire-cogitateur de 50 mètres très moderne, lancé le 23 novembre 1984, conçu par ses armateurs Davidge, Levens et Le Gornec pour affronter les fortes mers de l'Atlantique nord et piloté par des marins expérimentés. On sait seulement qu'un incendie s'était déclaré au tableau électrique, mais qu'il fut maîtrisé.

La CFDT a demandé que les syndicats de marins soient associés aux opérations qui ont été ouvertes.

Fécampois, les meilleurs capitaines...

De notre correspondant

Fécamp. - A Fécamp, le port normal de Terre-Neuve, aujourd'hui déserté par les marins, les spécialistes et les « anciens », le capitaine Jean Rocher, l'auteur du récit autobiographique de son naufrage, béatifié encore à l'heure de sa mort, est dans la mer à la recherche de son bateau. Les spécialistes et les « anciens », le capitaine Jean Rocher, l'auteur du récit autobiographique de son naufrage, béatifié encore à l'heure de sa mort, est dans la mer à la recherche de son bateau.

Dans un impressionnant silence, la nouvelle du naufrage s'est propagée à travers la ville. La nuit était dans la mer s'est transformée en complicité. L'armateur du Snekkar-Artic, M. Levens, a trouvé auprès de son collègue Jean-Louis Lagarde,

un bail pour aller au foyer en foyer informer les familles. Celle de Claude Joven, quarante-cinq ans, le patron du bateau, disparu lui-même, compte aujourd'hui quatre absents.

Les spécialistes et les « anciens », le capitaine Jean Rocher, l'auteur du récit autobiographique de son naufrage, béatifié encore à l'heure de sa mort, est dans la mer à la recherche de son bateau.

Le Snekkar-Artic n'est pourtant un bon bateau, comme son aîné le Snekkar-Nordic, plus vieux de six mois, et son petit frère actuellement en construction à Dieppe.

ETIENNE BANZET.

F.J. ABELA
proverbes populaires du Liban sud
3700 proverbes en écriture arabe avec transcription phonétique, traduction, commentaires et index.
Tome I : 512 pages 192 F.
Tome II : 364 pages 150 F.



En vente chez les bons libraires. Editeur : MAISONNEUVE ET LAROSE
45, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

LA NAISSANCE DE LA « 6 » MUSICALE

Départ en douceur pour la chaîne des jeunes

Le 22 janvier, 14 heures, quelque quarante heures après le lancement de la « 5 », le sixième canal arrive. On doit pouvoir s'attendre dans neuf agglomérations (1) à un programme d'émissions à forte dose de clips. Démarrage en douceur : la rapidité de la mise sur pied de l'opération n'a pas permis à la chaîne musicale d'engranger suffisamment d'émissions, mais il fallait partir en même temps que la « 5 », ne serait-ce que pour l'objectif de l'équilibre financier.

L'acte de naissance - le contrat de concession à l'Etat public et le cahier des charges y afférant - a été signé vendredi 21 février, par M. Maurice Lévy, PDG de la TV 6 - et président de Publicis conseil, et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication. Une course contre la montre, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle n'ayant fait connaître son avis que tardivement. Comme pour la cinquième chaîne, le gouvernement n'a pas tenu compte des critiques et suggestions des « neuf sages » : il n'y a pas de changement notable dans les termes du contrat qui les avaient rendus publics précédemment (Le Monde du 30 janvier). On indi-

que au secrétaire d'Etat que la position de la Haute Autorité - une chaîne musicale ne serait pas viable, mais il lui avait demandé des précisions - a été jugé contradictoire.

TV 6 devra donc commencer au milieu la moitié de ses programmes à la musique et devra produire en partie française : 350 heures la première année, 500 heures la troisième année. Elle devra respecter, pour la diffusion des films, les règles du service public. Un accord a été signé avec le bureau de liaison des industriels cinématographiques (BLIC) (Le Monde du 4 février), qui constitue en quelque sorte un annuaire au cahier des charges ; la sixième chaîne, notamment, pourra diffuser un film le dimanche soir, en concurrence avec celui de TF 1.

Mais il faudra attendre huit jours pour que TV 6 diffuse, samedi 17 mars, un échantillon de programmation véritable et entre à son tour dans la danse des nouvelles télévisions.

(1) Paris (canal 33), Bordeaux (canal 43), Lille (62), Lyon (54), Lyon (52), Marseille (38), Nevers (46), Nancy (37), Toulouse (34). Au total, 7,6 millions de téléspectateurs potentiels. D'autre part, TDF, qui a été assailli, depuis jeudi, de centaines de téléspectateurs qui n'arrivent pas à capter la « 5 », renvoie sur les professionnels et sur les d'immobilité.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,9 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,8 MHz)
à Coen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (94,8 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)

LUNDI 24 FÉVRIER
Allô « le Monde »
Politique et terrorisme

Emission présentée par FRANÇOIS KOCH

M. JACK LANG
invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jack Lang, ministre de la culture, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 23 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

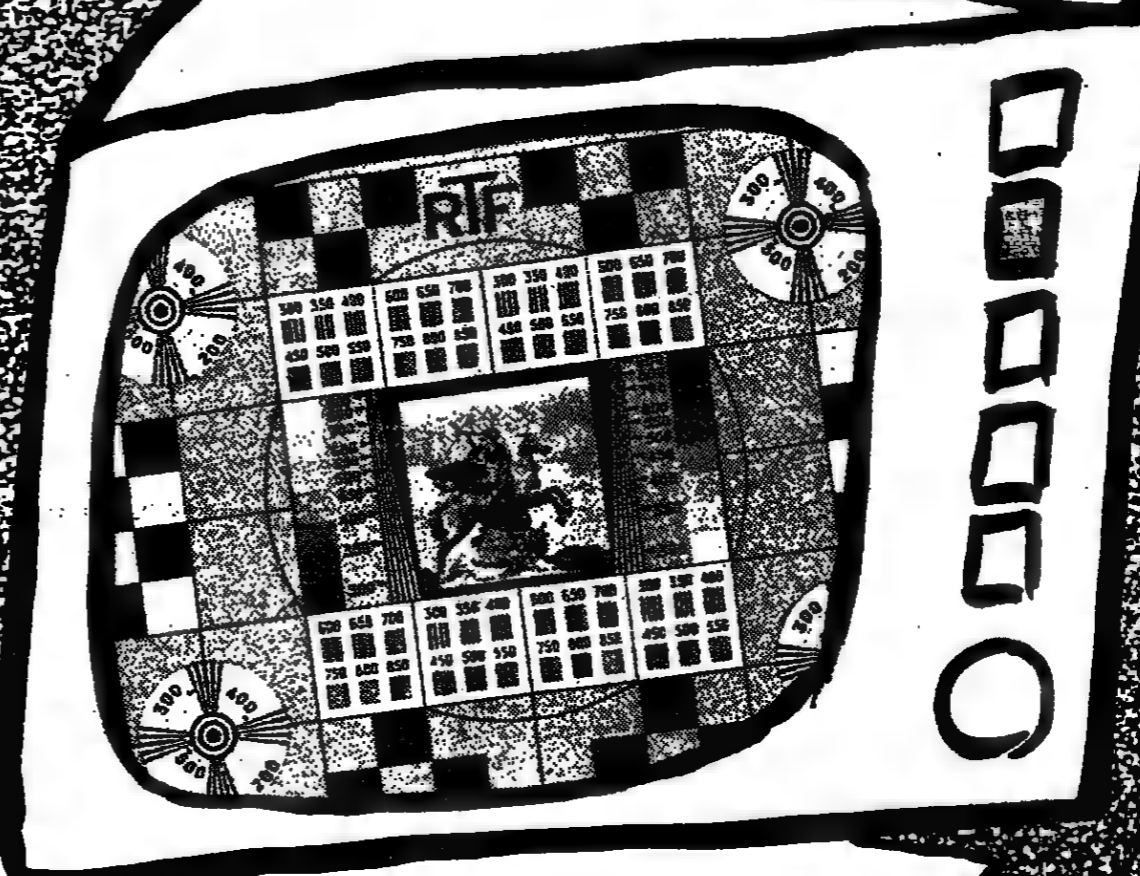
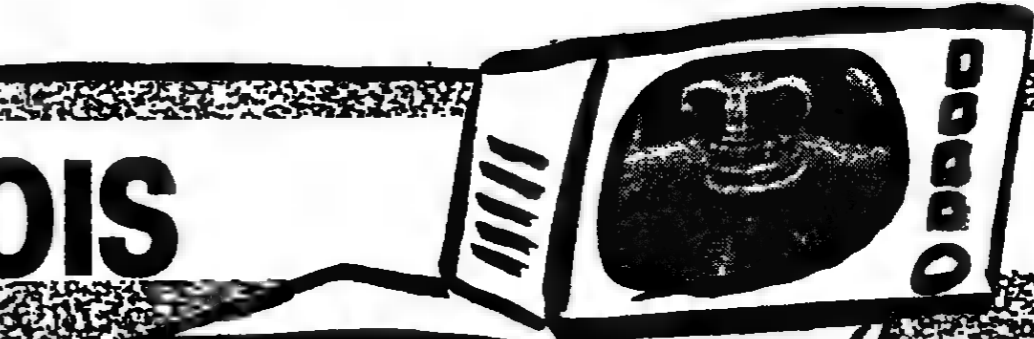
Le ministre, qui est membre du groupe socialiste au Conseil de Paris et qui conduit le liste du PS dans le département de Lot-et-Cher pour les élections législatives, répondra aux questions d'André Fumera et de Danièle Heymann, de Michel et de Dominique Pommerehne et de Jean-Pierre Tison, de RTL, le débat étant dirigé par Ede Vautier.

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1986 a été tiré à 472 500 exemplaires



IL ÉTAIT UNE FOIS

LA TÉLÉVISION



La télévision de papa est morte en France le jeudi 20 février sous les coups de cymbales que lui ont assésés de Milan, les hommes de la « 5 ».

L'ère des chaînes privées devenait une réalité en même temps qu'était signé l'acte de mise en terre du monopole.

Ce monopole qui avait eu ses servants, ses fidèles, ses rebelles. Tous ceux et toutes celles qui furent les plumeurs et les promoteurs d'un étrange et fascinant outil de communication.

L'histoire de la télévision française en quatre images (de haut en bas) : le couronnement de la reine Elisabeth II en 1953 (photo Roussillon), Claude Darget et Léon Zitrone commentent une compétition de hockey sur glace au Vel'd'Hiv en 1955 (photo Landau), La fameuse mire au cheval (photo Roussillon), Christine Ockrent et Yves Mouroust (photo Sibert, 1960).

Montpellier
... l'« idée fausse »
... facilitation « facile »
... le socialisme
... dans l'Hérault, l'Union
... M. Jacques Blanc, député
... de l'opposition à la
... la conseil général. Alors
... RPR de Carasso, sont
... restés à l'écart de
... le premier ministre,
... qui n'ayant pas été
... « marquer ». M. Fabius
... les dirigeants socialistes
... au moment de la
... par M. Gérard Sautou
... du conseil général
... d'un projet d'aménagement
... plaine de l'Aude.
... M. Blanc, sera au
... veille des élections et
... est un nouveau
... sur les socialistes sur un
... M. Fabius s'est
... à l'adresse de M. Sautou
... gouvernement soutien-
... ».

naissance de la ... musicale
Départ en douceur
sur la chaîne des jeunes
... janvier, 14 heures,
... après le
... le « 5 » de la chaîne.
... On doit pouvoir capter
... (1) un
... à forte dose
... en douceur : la
... sur pied de l'Union
... à la chaîne
... suffisamment
... il faut partir en
... le « 5 », ne serait-
... bénéficier de l'effet
... Les actionnaires de
... pour les
... Gaumont, NRI,
... n'ont pas la cap-
... de
... le contrat
... et le
... y allant - a été
... 21 février, par
... PDG de TV 6,
... Publiens conseil, et
... secrétaire
... de la
... Une course contre
... Haute Autorité de la
... audiovisuelle
... son avis
... le Monde de
... pour la cin-
... le gouvernement a
... et angé-
... dans les
... et a été
... 30 janvier. On indi-

Sur
CFM
... à 19 h 30
... (100,3 MHz)
... (101,2 MHz)
... (104,8 MHz)
... (102,1 MHz)
... (100,6 MHz)
... (103,2 MHz)
... (100,9 MHz)
... (101,6 MHz)
... (101,8 MHz)
24 FÉVRIER
le Monde
litique
orisme
présenté
KOCH
Le numéro de « Monde »
daté 22 février 1986
a été tiré à 472 500 exemplaires.

LA TÉLÉVISION

IL ÉTAIT
UNE FOIS

- Novembre 1935 : première émission officielle de télévision dans le studio installé au ministère des PTT (1).
- Novembre 1954 : le Grand Prix de la télévision est décerné à Pierre Dumayet et à Pierre Desgraupes pour leur émission « Lecture pour tous » (2).
- Années 60 : show Jean-Christophe Averty (3).
- Années 70 : Roger Clocquel présente le journal télévisé (4).
- Années 80 : Stéphane Collaro présente « Cocoricocoby » (5).



L'AGONIE D'UN MONOPOLE

par Jean-François Lacan

NOVEMBRE 1935 : la télévision naît dans les locaux du ministère des PTT sous le signe du monopole d'Etat. Simple préhistoire technique puisque, à la veille de la guerre, il n'y a pas plus de 300 récepteurs en France. En 1950, véritable démarrage des émissions régulières, on n'est guère plus avancé : on dénombre 1 794 téléviseurs groupés dans un rayon de 50 kilomètres autour de Paris. Mais, même embryonnaire, la télévision publique française a déjà les principales caractéristiques qui vont marquer son histoire.

Le monopole, tout d'abord, rejette à la périphérie du territoire toutes les initiatives privées (Europe 1, RTL, Télé-Montecarlo) et, surtout, exclut du développement de la télévision les entreprises de presse et de cinéma. Début d'une longue rivalité entre médias, soumise aux continuels arbitrages de l'Etat. L'infrastructure technique, certes, veut offrir la télévision à tous les Français, couvrir l'intégralité du territoire à un réseau complexe, coûteux et gourmand en fréquences. Dans le même temps, la norme des lignes, choisie pour des raisons de protection industrielle, isole la télévision française du reste du monde et contribue à replier la production sur les besoins du marché national. Les ressources, enfin, sont strictement contingentes : la redevance, dont le montant est voté chaque année par le Parlement, devra alimenter non seulement les programmes mais aussi le développement du réseau.

Les effets de toutes ces contraintes ne vont pas tarder à se faire sentir. Le produit de la redevance est trop faible pour assurer une croissance rapide du réseau et les retards de la diffusion ne stimulent pas le marché des télé-

scars. Pris dans cette spirale diabolique, la télévision ne touche en 1970 que 10 % des foyers français, alors qu'aux Etats-Unis 80 % des familles ont déjà leur récepteur. Pour sortir de l'impasse, industriels et publicitaires poussent, dès cette époque, à la création d'une deuxième chaîne privée sur le modèle britannique. Mais le général de Gaulle, qui perçoit déjà le nouveau pouvoir politique de l'image, tranche en faveur d'un deuxième réseau public.

Se création, cinq ans plus tard, va renforcer la forteresse du service public, mais aussi ses contradictions. La deuxième chaîne, certes, mais choisit le SECAM comme norme de codage couleur, ce qui reconduit l'isolement international du système audiovisuel français. Plus grave encore, la création d'un deuxième programme ne s'accompagne pas d'un doublement de la redevance. Les difficultés financières vont conduire en 1968 à l'introduction de la publicité sur les chaînes.

La grande grève de 1968, qui paralyse l'ORTF, relance les projets de télévision privée. Mais la presse écrite - qui veut protéger ses recettes publicitaires - s'y oppose avec vigueur. Le gouvernement hésite mais ne se résout pas à abandonner le monopole d'Etat. Les capitaux privés devront se contenter de miser sur la télévision par câble, lancée à titre expérimental en 1973 et abandonnée trois ans plus tard. Pourtant, la forteresse de la télévision publique, devenue bastion syndical, gêne. Sa gestion bureaucratique est très critiquée. En 1974, l'ORTF est démantelée au profit de sept sociétés publiques.

L'éclosion de l'ORTF ne connaît aucune restriction de

service public mais contribue plutôt à aggraver. Mises en concurrence, les trois chaînes se lancent dans une compétition coûteuse : accroissement de la durée des émissions, triple effort sur l'information, course à l'audience. De l'autre côté, les ressources stagnent. La saturation de l'équipement en téléviseurs ralentit la croissance de la redevance, l'Etat ne peut autoriser des ponctions trop importantes sur le marché publicitaire sans mettre en cause les ressources de la presse écrite.

Dépasser les frontières

Pour remplir leur grille sans argent supplémentaire, les responsables de chaînes se tournent vers le marché international des programmes : une série achetée aux Etats-Unis coûte dix fois moins cher qu'un feuilleton à produire. Mais si l'importation de programmes étrangers soulage le budget des chaînes, elle perturbe sensiblement celui de la Société française de production (SFP), qui cumule tout le déficit du système. La part de la création française va diminuant à la télévision, au grand dam des réalisateurs, auteurs et comédiens, tandis que l'Etat est obligé de combler périodiquement les trous de la SFP.

Arrivée au pouvoir en 1981, la gauche bute sur le même problème. Certes, la loi du 29 juillet 1982 proclame la fin du monopole de production, mais elle ne touche pas à l'organisation du service public ni à sa logique économique. Le pouvoir tente de contourner les difficultés en organisant un secteur privé concurrentiel autour des médias. Télévision payante, réseaux câblés, devraient permettre la création progressive d'un nouveau secteur de production plus dynamique et plus efficace. Une

panoplie d'initiatives publiques incite les capitaux privés à s'investir dans les industries de programmes, qui deviennent un des objectifs prioritaires du IX^e Plan.

Mais le volontarisme politique a des limites. L'ouverture « progressive » maîtrisée, comme le qualifie le gouvernement, est trop lente. Le câblage de la France prend du retard et les réseaux ne comptent en 1985 que quelques dizaines de milliers d'abonnés. Canal Plus est victime de trop lourds investissements de départ et accuse un déficit important. De plus, le gouvernement, soucieux de donner la priorité aux industries de programmes, fixe de nouveaux réseaux des contraintes de programmation telles qu'elles hypothèquent leur équilibre économique. La télévision publique, qui aurait pu constituer un marché-relais pour la création, poursuit un dérive déficitaire et voit son déficit se creuser. Pris « en ciseau » entre des investissements importants et un marché inexistant, tout le secteur audiovisuel est en crise. Les capitaux privés réclament une libéralisation plus rapide. Ils trouvent un appui auprès des publicitaires et des annonceurs français, qui jugent que le marché est sous-développé en regard de celui de l'Italie ou de la Grande-Bretagne. L'opposition de droite prend le relais de ce mécontentement et réclame, à partir de 1984, la privatisation des chaînes publiques.

Dans le même temps, le marché de la télévision internationale. L'augmentation rapide des coûts de production de la fiction rend difficile l'amortissement des programmes sur les seuls marchés nationaux. Chaque télévision nationale a dépassé ses frontières, exercice rendu possible par l'existence de satellites et des réseaux de distribution. L'Europe devient le ter-

rain d'une bataille d'intérêts. A partir de 1983, les « majors » hollywoodiennes établissent des têtes de pont en Grande-Bretagne pour lancer des chaînes de télévision payantes. Le groupe multinationnel de M. Rupert Murdoch signe une alliance avec la société financière belge Bruxelles-Lambert, actionnaire principal de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), propriétaire de RTL. En Italie, M. Silvio Berlusconi, propriétaire de trois chaînes nationales de télévision privées, se lance dans la conquête de la France et de l'Espagne. La télévision française, empêtrée dans ses contradictions, se trouve singulièrement menacée sur son propre marché et incapable d'une concurrence européenne.

Déboîlage brutal

Le dernier acte de cette longue crise économique est politique. En janvier 1985, pour couper l'herbe sous le pied au projet de privatisation de la droite, le président de la République choisit de bouleverser complètement la politique audiovisuelle du gouvernement en annonçant la création de chaînes nationales privées. On passe de l'ouverture progressive au déboîlage brutal. Les avantages accordés à la cinquième et à la sixième chaîne renforcent encore la rapture. Désormais, le marché sera le seul arbitre d'un secteur contrôlé, régulé, depuis trente-cinq ans par l'Etat.

La fin du monopole économique du système audiovisuel français ? Rien n'est moins sûr. La multiplication des réseaux nationaux concurrentiels pose un problème qu'aucun pays n'a jamais résolu. Lorsque les chaînes se partagent un marché, l'audience de chacune baisse en moyenne de 10 ou 12 %.

En revanche, les charges techniques et administratives restent les mêmes. L'équilibre financier de chaque entreprise devient problématique. Il est rendu encore plus précaire par les effets de la concurrence. Celle-ci fait baisser inévitablement les tarifs des spots publicitaires, mais monte ceux des achats de programmes, des cachets des animateurs ou les droits à acquérir pour les retransmissions sportives.

Avec six chaînes nationales, la logique économique du système audiovisuel s'emballe. Elle implique si on y ajoute les futurs programmes diffusés par le satellite de la télévision directe, les réseaux de télévision câblée, les réseaux locaux. La grande majorité des professionnels est convaincue que cette abondance soudaine de chaînes n'est pas viable et qu'elle est même dangereuse. Dangereuse pour la production d'images nationales, déjà en crise et qui n'a rien à gagner à la multiplication de réseaux de diffusion à l'audience limitée et à la rentabilité problématique. Dangereuse pour la presse écrite et la radio, qui se verraient directement menacées par la baisse des tarifs publicitaires sur la télévision.

Déjà l'opposition revient à plus de réalisme en remettant en cause pour le moment son projet de privatisation de deux chaînes publiques. Sauvé par la manœuvre politique de la gauche, le service public de la télévision demeure très fragile, ses ressources restant plafonnées tant par le Parlement que par les avantages accordés aux nouvelles chaînes privées. Le statu quo est donc très provisoire. Le futur gouvernement sortira des élections de mars sera obligé de trancher tôt ou tard, il moins qu'il ne laisse la loi du marché décider à sa place.

par Bruno Frappat

Adieu caves suspectes, minées à risques, boîtes aux lettres hébététes, cuisines grasses, escaliers sonores. Une annulation. Un tremblement de terre au présent. Dernière les barrières de protection, un incendie, la quarantaine, avec les yeux rouges. Et de n'être pas pour cause de froid. Il avait le goût de la habitude, il n'est pas dans cette habitude pendant quatre ans. Peut-être qu'il y avait souffert, mais sans doute qu'il avait connu de bons moments, aimés.

Il manquait, dans ce tableau de fin du monde provoqué, d'exorcisme urbanistico-social, quelques acteurs spécialement recrutés pour l'occasion. On aurait aimé que l'heure H des miras indiscretés s'installent dans les quartiers politiques, mille des hommes politiques, des architectes, des promoteurs, qui, il y a un quart de siècle à peine, avaient commis ensemble cette barre inhumaine. Et qui cette barre inhumaine, jusqu'à la bapaiser - barre Debussy -

Quand on la vit s'effondrer après des heures de mauvais et déloyaux services on songeait à cette musique des images dont cette musique Tourneur. A ces gouffres cristallines qui, ensemble, composent le lugubre écoulement. On aurait aimé lire, sur les visages de ces messieurs, l'effet de cette musique de la barre Debussy.

barre Debussy

TÉLÉVISION

En janvier 1959, les trois Pierre : Lazareff, Desgrupes, Dumas, et Igor Barrère, lanceur « Cinq colonnes à la une ». Dans la préparation de l'aventure (sur la photo ci-dessous), Jean d'Arcey (au centre) est le complice du patron de France-Soir Pierre Lazareff. Photo à gauche, Jean d'Arcey, directeur des programmes de la télévision de 1952 à 1959.

LES VISIONNAIRES

Bouleversements technologiques, éclatement des monopoles, concurrence entre médias : tous les problèmes qui agitent aujourd'hui l'audiovisuel national ont lentement germé en trente ans de télévision publique. Une poignée de professionnels ont su très tôt les déceler, les analyser avec une remarquable justesse et alerter l'opinion ou les pouvoirs publics, sans beaucoup de résultats. Ces visionnaires s'appelaient notamment Pierre Lazareff, grand patron de France-Soir et créateur de « Cinq colonnes à la une », Jean d'Arcey, fondateur de l'Eurovision et directeur des programmes de l'unique chaîne de télévision française entre 1952 et 1959, ou Jacques Thibau, directeur adjoint de la télévision entre 1965 et 1968. Leurs trop rares écrits restent aujourd'hui d'une actualité brûlante.



1959: LE MONOPOLE EN QUESTION

« La RTF est à l'heure actuelle deux monopoles : l'un de droit, celui de diffusion, l'autre de fait, celui de production. Seul l'exercice du premier est indispensable : il est la raison d'être de l'audiovisuel. Il n'existe par contre aucune justification majeure, autre que syndicale, pour que l'Etat produise lui-même les programmes qu'il diffuse. Son rôle n'est pas de produire, mais de contrôler et d'arbitrer : il le fait actuellement en produisant, il peut mieux le faire en un régime de production privée. »

« Jean d'Arcey : Notes sur la chaîne de télévision française, La Documentation française, 1967. »

1961: PRESSE ET TÉLÉVISION PRIVÉE

« Même avec une deuxième chaîne d'Etat non commerciale, il aura un jour en France une chaîne publicitaire. Déjà un réseau de télévision commerciale s'installe à Douvres sur la côte anglaise, pour diffuser des programmes commerciaux aux Français. Les frontières ne peuvent pas être imperméables. La radio d'Etat, en France et en Belgique, n'est pas publicitaire. Mais leur monopole est battu en brèche par les grands postes privés installés au Luxembourg, dans la Sarre, à Monte-Carlo, en Andorre, en Espagne. »

« En outre, dans les arguments des publicitaires, favorables, naturellement, à la publicité à la télévision, il y en a un que met en avant mon très cher ami Marcel Bleustein-Blanchet : c'est que la publicité elle-même, pour se développer, a besoin d'utiliser des moyens qu'à force de lui

1967: LA TÉLÉVISION DU FUTUR

« Par un beau dimanche du printemps 1980, M. Durand s'éveille de bonne heure. Après avoir bûché, il étend le bras et, d'un geste machinal, actionne sur la table de chevet une commande électronique qui met sa télévision en marche. Plus précisément un des récepteurs TV de la maison, celui qui pend au mur d'en face dans un cadre extra-plat, mais une reproduction de Dufy et une autre de Renoir. »

« Pierre Lazareff (extrait de la revue la Télévision, numéro spécial 1981). »

1970: CONCURRENCE ENTRE PUBLIC ET PRIVÉ

« La gestion : aucun argument sérieux ne justifie l'affirmation selon laquelle une télévision ne pourrait être gérée convenablement sans être soumise à la concurrence. Est-ce que l'introduction de la concurrence a amélioré la gestion de la BBC ? Qu'on aille voir. Est-ce qu'en France la concurrence a amélioré la gestion de la radio nationale ? Qu'on aille voir. Il fallait évoquer cette question sans cesse mise en avant le jour de la création de chaînes privées. Mais elle n'est pas pertinente par rapport à l'essentiel. »

« L'essentiel : l'apparition d'une télévision privée d'une télévision nationale (ce serait le cas en France) n'entraînerait pas, dans la réalité, un vrai programme supplémentaire. Souvenons-nous de l'exemple britannique. Pour passer à la télévision commerciale, la BBC a continué ses efforts sur la première chaîne : la concurrence n'a joué qu'entre deux programmes, la deuxième chaîne est exclue du jeu. »

« M. Durand s'amuse. D'un doigt négligent, il « prend » successivement une partie de baseball à Boston, un pêche sous-marin à Tahiti, un festival Mozart à Salzbourg, un match de jockeys chinois, le Challenge-Round de Rio, un match espagnol, et le Challenge-Round de la Coupe Davis en Australie. Le monde lui paraît ridiculement petit. »

« Jean-Guy Moreau : Le Monde de la Télévision (Le Seuil, 1967). »

1973: LA TÉLÉVISION SE PAYE

« Dans tous les pays où elle fonctionne, la télédiffusion est l'abonnement individuel de l'usager au réseau. De même que l'eau, le gaz, l'électricité, le chauffage urbain, sont livrés à domicile par abonnement à un réseau de distribution, de même les images et les sons doivent entrer dans la liste des produits ainsi distribués et pour lesquels un abonnement pour service

« Bien sûr, des télévisions publiques peuvent aussi, par mollesse et facilité, suivre les mêmes principes. C'est le cas de la télévision dans l'Etat actuel des choses, mais des télévisions publiques peuvent éviter ces pratiques. Elles ont des préoccupations financières et de rentabilité, mais elles ne sont pas animées de buts électoraux. »

« Jacques Thibau : Une télévision pour tous les Français. (Le Seuil, 1970). »

Point de vue DU PROGRAMME COMMUN A BERLUSCONI

« Il est un domaine où les politiques ont changé d'opinion, c'est bien celui de la radio et de la télévision. On brûle allégrement aujourd'hui ce qu'on adorait hier. J'ai connu une époque — elle n'est pas très lointaine, on ne parlait pas encore beaucoup d'audiovisuel — où les gaullistes qui dirigeaient l'ORTF, fidèles à un des grands desseins du Général, n'auraient pas laissé toucher à l'Office — son prestige à l'étranger était aussi grand, l'en ai été le témoin, que celui de la BBC — et où les socialistes affirmaient qu'il fallait supprimer la publicité de marques à la télévision. »

« Le 1^{er} janvier 1975, l'ORTF avait vécu. M. Giacard d'Estaing en fut le naufragé. J'ai raconté, il y a quelques années, dans un article du Monde qui avait fait quelque bruit, comment l'ORTF, dont personne ne niait qu'il devait se transformer et s'alléger, aurait pu être sauvé. Il aurait suffi que Georges Pompidou vécût deux mois de plus. Pompidou et la majorité des gaullistes d'alors n'étaient pas partisans de la destruction de l'Office mais de sa transformation, comme l'avait précisé le rapport de Lucien Paye — que de rapports excellents qui n'ont servi à rien, Paye, Monnet, Brudin — en un certain nombre d'établissements publics spécialisés, confiés par un centre de décision et de coordination. C'était un pas sérieux dans la bonne direction. »

« M. Marcel Long, directeur général de l'ORTF, avait été

« Dans notre régime que et social, tel qu'il est en Europe de l'Ouest, un autre politique me paraîtrait dangereuse. Tout d'abord, il serait injuste et fiscalement contestable de financer la télévision sur le budget national, départemental ou municipal, ce qui ne bénéficierait qu'à quelques-uns, au détriment de tous. Un régime d'Etat et de subventions est, d'autre part, toujours susceptible de risque d'être accompagné de censures susceptibles d'entraver la liberté d'expression. Seuls enfin les revenus réguliers apportés par les abonnés permettent de fournir la masse de manœuvre nécessaire aux développements techniques ultérieurs. »

« Jean d'Arcey : Notes de 1973 (cité dans Jean d'Arcey parle, La Documentation française). »

Une loi détestable

« On en était là en 1981 de ce dialogue quand un grand mouvement populaire amena la majorité que l'on sait au Parlement. Je n'ai pas douté alors que tout puisse s'arranger. J'avais cru que le moment exceptionnel que la France allait permettre d'ouvrir un grand et libre débat sur la place de l'audiovisuel

« Tant de choses qui étaient, sans doute, une logique inévitablement préparée les dernières abbayes : la cinquième chaîne avec son vrai patron, le pseudo-Européen Berlusconi, l'homme qui mutile les films de Fellini, et le système avec NRJ, caricature parfaite des radios associatives et libertaires de 1981 ? »

« Pierre Andreu, directeur des services artistiques de la Radiodiffusion française. »

Photo publiée en couverture de la Revue le 25 avril 1948. En légende on pouvait lire Pierre Sabbagh, correspondant de guerre Riebelieu, retour d'Extrême-Orient, en micro boule, relié à un enregistreur à diaphragme audiovisuel que l'on sait.

SABBAGH



« Le premier « journal », c'est lui. Les premiers films d'actualité. Au ministère, on disait : « Laissez jouer dans la cour. » Ils jouaient en trois émissions de cinq minutes par semaine. »

« C'était hier. Il y a quarante ans il peine à l'époque donc de la télévision. Quand les postes étaient plus comme des armoires en caoutchouc et le petit écran tout rond et tout ventru. Au temps du noir et blanc, du 819 lignes, de la chaîne unique, des décrochages à l'image et de la speakerine Jacqueline Courat. Quand une rue devenait célèbre : Cognac-Jay. »

« Quand j'y avais foule sur les trottoirs les jours de match, devant les vitrines des magasins d'électroménager, et qu'on ne comptait pas dans Paris quatre mille téléspectateurs en pantoufles. Des hommes jeunes alors tournant autour de ce nouvel outil de communication, apprenant à s'en servir, à s'en amuser. S'en effrayant un peu aussi. Des hommes qui, penchés sur le bec-de-crocodile, devenaient, du jour au lendemain, des « hommes de télévision ». C'était magique à n'en pas douter. »

« Des journalistes, des radio-reporters — souvenons-nous des voix à l'antenne — qui, hier encore, parlaient dans les micros de la Radiodiffusion française tendus comme des toiles d'araignée. Ils s'ennuyaient un peu libres et n'allaient pas manquer leur chance de continuer leur métier en le maintenant. »

« Ils n'auraient pas longtemps à attendre. Au début de 1949, Wladimir Porché, directeur général de la Radiodiffusion française, demanda au radio-reporter Pierre Sabbagh, qui lui avait soumis un projet de mettre en place le premier journal télévisé. Le premier JT du monde : trois émissions de cinq minutes par semaine. A Cognac-Jay, il n'y avait qu'un studio, qu'un pupitre, qu'un télé-cinéma. On diffusait quelques heures d'émissions sans prévenir personne. On fermait du vendredi au lundi, et de juillet à octobre. On était pauvre. Mais coûtait d'argent, trop de temps. Le développement n'en finissait pas, on emmenait plus de trois jours après le tournage en 35 mm avec des caméras lourdes comme des mottes de fer. »

« Pour assurer un journal quotidien, il fallait donc surmonter des obstacles techniques, accélérer le développement, alléger les caméras. Je me souvenais d'avoir vu quand j'étais correspondant de guerre, raconte Pierre Sabbagh, une machine de

l'arm... qui... peut... films... tion p... d'un... bagh... I... l'ail... troupe... à la fr... Jay, l... camé... Un... franc... possé... il m... bagh... dans... mo... nicie... vitch... j'écriv... par... Six... qui... palist... Pierre... bert... autres... mière... date... de la... voule... son, W... partai... Sabb... deux... qu'il... soule... quer... systé... raux... cules... dispo... des in... main... pas d... ter é... l'Haut... seul j... cripti... par ki... Pot... deux... Walké

TÉLÉVISION

SANGLA LE FAUTEUR D'IMAGES

propos recueillis par Evelyne Pujol

Spectacle de qualité, spectacle populaire. Le débat n'est pas neuf à la télévision, où des réalisateurs issus de ce qu'on a appelé « l'école des Buttes-Chaumont » ont essayé d'inventer une écriture, de créer un style ; Raoul Sangla est un de ces « auteurs d'images ».

RAOUL SANGLA, en débarquant à la télévision, vous étiez alors un jeune homme de vingt-neuf ans. Quelles furent vos premières impressions ?

« C'est à la fin de la première décennie de l'émission de la télévision française que j'entrai à l'école des Buttes-Chaumont. Venu des plateaux du cinéma-graphie, je fus surpris par le mimétisme de l'écriture télévisuelle, que je croyais différente pour n'avoir jamais auparavant regardé la télévision. Elle était en 1957 d'usage petit-bourgeois, et déjà des émissions à la mode des couches moyennes. Les plus républicains des journaux avaient des façons de faire noires culturelles (Malraux était alors les premières maisons de la culture), et la télévision avait l'ambition de composer l'inégalité des classes tout au long de la culture, sinon le savoir.

« Les dramatiques étaient alors le territoire de la plus haute distinction professionnelle. Petits moyens, mais dispense d'Audimat. Par ailleurs, l'école de Cognac-Jay avait créé « Cinq colonnes à la une » et les « Ent direct de », qui étaient des moyens lourds ne délaçant pas le style. Ainsi, le grand leurre de la télévision-spectacle, dite « de qualité », prospérait bien avant l'arrivée de la publicité dans le service public.

« Promu réalisateur de variétés assez rapidement, mais inaugurant un nouveau style que l'on nommera le « style Sangla ». Quel était-il ?

« En 1964, j'étais nommé réalisateur (derniers temps du

« *Je fis cent heures de plus de variétés, dont « Permis de nuit » de Michel Caste (censuré à la douzième édition, pour « peintures pornographiques », d'après l'Elysée, sollicité par un directeur adjoint de l'ORTF), et « Bienvenue chez Guy Béart » dont je fus écarté après la sixième édition, pour incompatibilité d'humeur. 1968 vint à ma charge de secrétaire général de l'intersyndicale (je signais les lettres d'invitation du directeur général de l'époque). Je revins à la production grâce à Eliane Victor, qui me confia son « Invité du dimanche ». Ce fut l'année où je citai le hasard, ce vieil étalon du direct que j'ai traité de « hasard esthétique », avec « duende », comme dirait Don Quichotte.*

« Jusque'à la partition de l'ORTF, j'ai pu réaliser quelques chantiers remarquables (« Soudain un écureuil », deux comédies musicales et le réveil en 1970, avec Jean-Claude Grumbert, qui fit scandale). Dominique Reznikoff était ma productrice de haute race et tint tête aux administratifs. Cette catégorie de producteurs a disparu. Après 1975, durant trois mois à demi, avec « Un jour futur », de Michel Lancelot, j'ai poussé l'avantage. L'auto-distanciel en apparaissant dans le champ au début de « 20 heures » en 1977. Je suis des téléviseurs dans le champ et tenais sur commande de dépersonnaliser la présentation. Six mois après, j'étais remercié, comme l'on dit improprement.

« L'école des Buttes-Chaumont avait fait ses temps, étaient venues les émissions électroménagères. En 1981, Jean-Pierre Guérin aidant, j'inventais le « Journal d'en France » — les citoyens anonymes devenaient des acteurs politiques ; c'était, avec « Les gens d'ici », leur seul terri-



Et voici maintenant la « 5 » et la « 6 » pour ratifier (façon éboueurs d'images) les « clients » sources de recettes publicitaires.

toire d'expression. Exit le « Journal d'en France », sur l'intervention d'un sénateur socialiste de Marseille.

« Et depuis 1981 ?

« Une comédie écrite avec Michel Caste pour Claude Brabant sur la xénophobie, trois variétés et des interviews pour « Cinéma, théâtre », de Claude Ventura : voilà pour le « bilan du socialisme », comme on dit. Quoi qu'il en soit, depuis trois ans et plus, la télévision, spectacle de qualité, disait-on, populaire, ajoute Yvon Bourges, euphorise les populations. La télévision est le grand alambic du socialisme.

« Et voici maintenant la « 5 » et la « 6 » pour ratifier (façon éboueurs d'images) les « clients » sources de recettes publicitaires. Le système spectaculaire va au

bout de sa logique. Une émission pour les adultes, des « beaux » à Margot, l'autre pour les vrais jeunes, et bientôt la septième petite dernière pour les couches de « milieu » cultivées (couches, revolla l'école des Buttes-Chaumont ?).

« Je ne suis pas de celles-là, je suis de la « locale ». En 1984 à Gennevilliers (à Canal 101 de mars à juin 1986) au bord de l'étang de Berre, je suis là où se fait une télévision qui se mêle à ceux qui la regardent. Réalisateur, je mets en scène l'expression de la réalité par des acteurs mêmes (citoyens et non pas chalandes). Je participe, hors de toute illusion, à l'écriture d'une image qui préserve l'utopie, avenir du printemps.

« Je n'ai huit ans, la boule en brosse comme les gamins cibles d'aujourd'hui, je détestais. A la maison, il y avait une grosse TSE posée sur une glacière. Le soir, on écoutait la famille Duranton. Et cette année-là les matches de la Coupe du monde de football étaient retransmis de Suède en Europe. Mon père connaissait un monsieur qui avait un poste. Nous avons été invités à voir France-Bresil. Les hommes étaient assis sur des chaises. Hier il y avait des dossiers très raides sur lesquelles ils restaient droits. Moi, comme j'étais le plus petit, on m'avait installé sur un pouf, juste devant le récepteur. Un moment. Il me semblait aussi gros que l'armoire du grand-père. A l'époque, les appareils étaient énormes. J'étais très impressionné. Et j'étais sûr que les Français étaient de belles personnes. Derrière moi, les hommes faisaient beaucoup de commentaires. Ils essayaient de reconnaître les joueurs. Ce n'était pas facile parce que le commenta-

CAMÉRA LES PETITS PLATS

QU'UN inconnu pénètre chez vous pour vous donner des leçons ? Or, en mai 1953, le cuisinier qui pénétrait dans les foyers était un inconnu, pour la télévision. Et cet inconnu prétendait être le chef qui dirigeait leur petit monde de s'attaquer à une toile, sculpter, peser, mesurer, d'écrire. En un mot, pour lui, la cuisine était art et magie. Mais allez donc persuader une ménagère qu'en méritant sa recette ou son navarin elle était œuvre d'artiste ?

Seulement, l'inconnu était un cuisinier du Sud-Ouest, l'œil rieur, le geste fraternel : c'était Raymond Oliver, depuis peu d'années installé au Grand-Véfour au connu maintenant dans toute la France. Mais qui était-ce ? Malté Cellier de Sanols alla « tourner » et dans les cuisines de bons chefs renommés.

« Ses premières recettes données dans « Art et magie de la cuisine », deux ans plus tard, en 1955, l'œuvre fut publiée. On y retrouvait le style du grand maître cuisinier mais, me disait-il : « Les traits au bistrot de Paris sont tendus, un regard s'est adouci... Tendez l'oreille, un voix a pris le ton de l'artiste ! »

« Puis-je rapporter une anecdote personnelle ? Lorsque parut ce premier livre, j'allai voir Raymond : « Vous êtes un cuisinier, vous devez être le N°1, c'est parfait, moi, je suis un homme. Vous m'avez écrit un livre et maintenant vous venez faire un livre à la télé ? » Trois mois plus tard, dans « Art et magie de la cuisine »



Raymond Oliver face à Catherine Langeais.

« L'écrit, je « tournai » (mal barbe au vent) une émission de cuisine en gelée à la façon. Puis je repris ma plume. Raymond était devenu un ami.

« Plus tard, Raymond entreprit de modifier sa formule. Il appela votre serviteur et « Art et magie de la cuisine »

« devint « Cuisine à quatre mains » (on se voit en page 101, le livre est à la page 101). Il y avait, je me souviens, comme une utilité, pour évoquer l'histoire du plat, puis Raymond et moi le goûter. Raymond, l'incomparable magister, le maître et maître de la cuisine, et naturellement Catherine Langeais lui donna la réplique. En 1968, et sans qu'il en soit prévu, on a supprimé l'émission. En deux ans, deux ou trois, je n'en ai jamais eu de doute jamais.

Piston

« Quelques années après Michel Caste devait à son tour paraître le livre magique. D'un style différent, mais toujours le ton bruyant de famille, les articles furent très intéressants jusqu'à ce qu'il promette, l'autonomie de son émission, une émission hebdomadaire.

« D'autres cuisiniers et cuisinières (toute une bonne liste) comme Adrienne Biscan, le « Travail » de la rue de l'Arbre-Sac, très féminine, d'autres (hommes ou femmes) bleus, au hasard du genre du producteur, de l'actualité, de l'emballage de petits écus. Plus ou moins de bonheur car, le rôle, le talent du cuisinier doit ici

se compléter d'un esprit pédagogique aimable et surtout d'une absence de bonimentage de bon ton. Etre un chef, quel ! Et c'est presque un autre métier : le génie n'est pas la photogénie, en quelque sorte.

« D'autre part, de nos jours, les recettes ne manquent pas ! Il en paraît un ou deux livres par semaine, chaque magazine publie des recettes, les magazines de cuisine, les petites histoires, le « truc » du cuisinier, le détail pratique en un mot d'esprit, et qui font, de cette recette, un jeu : le grand jeu de la cuisine. Ce n'est pas à la portée de nombre de bons chefs que ce rôle de meneur de jeu. A la télé, le meilleur plat doit être « show », si l'on écrit !

« C'est ce que présentait Sabbagh, c'est ce que présentait Raymond Oliver. « Mes émissions de la télévision », disait-il, « ont prouvé qu'il est possible de faire des émissions aussi enthousiasmées que des professionnels... Mes émissions ne voulaient exclure ni la fantaisie ni le soin ni cette touche que beaucoup veulent acquérir en s'amusant. »

« Aux alentours de 1968, j'avais aussi bien !

ROBERT-J. COURTINE.

PELÉ MAR

A l'instar des grands événements internationaux qui ont marqué la mémoire collective, nous avons tous en tête les images de certains faits. Ce sport qui n'a pas été chose facile à installer à la télévision.



KALÉIDOSCOPE de souvenirs sur petit écran. Jean-Claude Killy zigzaguant dans le brouillard groenlandais pour enlever une troisième médaille d'or qui en fait l'égal de Tom Sailer. Les cadavres des victimes juives massacrés à Munich par un commando palestinien. Nadia Cemaneci s'entraînant comme une liane sur la poutre de Morten. Léon Zitrone postillonnant dans un micro grand comme un ballon pendant un match de hockey sur glace. Jacques Anquetin étant encore à toujours Raymond Poulidor au sommet du col d'Ere. Des grands moments de sport et de télé. Et une image qui surimpressionne toutes les autres : un chat manqué.

J'avais huit ans, la boule en brosse comme les gamins cibles d'aujourd'hui, je détestais. A la maison, il y avait une grosse TSE posée sur une glacière. Le soir, on écoutait la famille Duranton. Et cette année-là les matches de la Coupe du monde de football étaient retransmis de Suède en Europe. Mon père connaissait un monsieur qui avait un poste. Nous avons été invités à voir France-Bresil. Les hommes étaient assis sur des chaises. Hier il y avait des dossiers très raides sur lesquelles ils restaient droits. Moi, comme j'étais le plus petit, on m'avait installé sur un pouf, juste devant le récepteur. Un moment. Il me semblait aussi gros que l'armoire du grand-père. A l'époque, les appareils étaient énormes. J'étais très impressionné. Et j'étais sûr que les Français étaient de belles personnes. Derrière moi, les hommes faisaient beaucoup de commentaires. Ils essayaient de reconnaître les joueurs. Ce n'était pas facile parce que le commenta-

Rayonnages Bibliothèques
prix de fabrication
LEROY FABRICANT
équipe votre appartement bureaux, magasins, etc.
23 années d'expérience
une visite s'impose
208 avenue de Maine, Paris (14e)
45-40-57-40 - M. Aline

TÉLÉVISION

SANTELLI, L'ÉCRAN LITTÉRAIRE

par Evelyne Pujol



buvaient du petit lait en regardant « Oliver Twist », le dimanche après-midi...

Agacé par les doctrines, ni pour une école ni pour une autre...

Dramatique I

La « dramatique », grand genre de l'époque, qui était suivie passionnément par la France entière...

pour aller plus vite dans les changements et courir à toute vitesse d'un décor à l'autre...

critique du Figaro cria à la trahison et à l'hérésie. C'est ridicule. Quand on regarde ce qui restera de cette période, c'est justement les grands Bluwal du Mariage de Figaro et de Don Juan.

Disparus aujourd'hui, les grandes idées et les grands bouleversements, où une poignée d'hommes « défrichait » le terrain et préparait la télévision de demain...

Du « Tour de France par deux enfants », première « dramatique » à épisodes, aux « Nouvelles » de Maupassant, qu'il innove actuellement, Claude Santelli, homme de théâtre, président de l'Union des auteurs et des artistes, a toujours défendu l'idée d'une télévision de création.

« J'ai connu une télévision naissante, imparfaite, au début des années cinquante, et où il se passait des choses sur l'écran. Je constate, malheureusement, qu'il s'en passe de moins en moins... »

c'est comme ça, à chaque fois, que j'ai pu réaliser des choses que j'avais envie de faire (...). Aujourd'hui, je proposerais l'équivalent, on calculerait d'abord six mois à l'avance le budget; il faudrait tenir compte de la grille des programmes, des sondages, et finalement on dirait: « On va toucher avec ça. »

Pessimiste, il l'est terriblement: « Ce sont des choses qu'on ne fera plus, parce qu'il n'existe plus de grande télévision (...). La grande télévision, selon la formule d'Albert Ollivier, s'adresse à un grand public. Ce n'est pas parce qu'on parle à un grand public qu'il faut faire une télévision basse. La grande télévision est ambitieuse, ce qui ne veut pas dire élitiste, intellectuelle. C'est une télévision qui a des idées, qui touche, qui émeut, qui raconte des histoires, qui pose des problèmes. C'est ça qu'on risque de perdre au profit d'un spectacle facile et stérilisant... »

Nostalgique? « Non, répond Claude Santelli, je pense que la télévision est morte, c'est une chose. À part ça, je me regrette pas du tout cette époque. Ce qu'il y a de passionnant avec la télévision, c'est que j'ai appris, c'est qu'il faut tous les jours se renouveler. Lucide, évidemment.

Le film de trente années

A la façon d'un livre, dont il connaît la matière mieux que quiconque, Claude Santelli raconte le film de ses trente années de « extraordinaire », d'expériences, d'erreurs et d'euphorie, trente ans passés au service de la télévision. « Un métier où on s'émerveillait de voir son image, on ne savait pas trop comment apparaître sur le petit écran. »

Dans les années 50-60, j'étais directeur du théâtre à l'ORTF, producteur et réalisateur. Je suis devenu officiellement réalisateur qu'en 1965: je pouvais choisir les sujets, les réalisateurs, et éventuellement les acteurs quand je n'écrivais pas moi-même. C'était une formule heureuse, je crois. On faisait confiance.

Avec « Livre ami » et « Théâtre pour la jeunesse », Claude Santelli a marqué son ton littéraire toute une jeune génération de téléspectateurs qui



Claude Santelli (au centre), lors du tournage du Chef-d'œuvre de Vaucanson, en 1965.

Point de vue

BATAILLE ENTRE CHIFFRES ET RÊVES

La puissance à laquelle sont parvenus les médias audiovisuels aurait dû être tout responsable à se demander à quoi sert cette puissance. Au lieu de cela, on la redoute et on ne sait comment la prendre ni comment s'en déprendre, et chacun fait comme il une telle puissance n'est pas un problème spirituel.

Exercice de pouvoir ou d'intelligence? Des instruments avec leurs servants capables d'occuper le public quinze, vingt, voire vingt-quatre heures par jour et d'entrer comme un inquisiteur dans les maisons, les palais, les chaumières, sont responsables de la mythologie qu'ils créent et qu'ils répètent.

À voir les décisions en cours d'exécution, à entendre les discours, les colloques, à lire le plupart des articles, propositions, ou communications, on a l'impression que la télévision est devenue officiellement réalisatrice qu'en 1965: je pouvais choisir les sujets, les réalisateurs, et éventuellement les acteurs quand je n'écrivais pas moi-même. C'était une formule heureuse, je crois. On faisait confiance.

l'homme émanant d'une civilisation et celle qui nous vient d'une maigre sociologie des sondages. Nous le savons, une télévision d'intermédiaires plus que de médias s'oppose à l'enjeu des chassés d'idées, des débats en quête de toujours plus. Entre eux, il y a incompatibilité d'humeur, et ce rêve de jour partout actif des uns est incessamment contredit par les autres sous les traits déformés de ce qu'ils appellent « formule révéral ».

C'est pourtant il un audiovisuel réorganisé de vivre cette contradiction, que l'on n'est plus directeur et censeur qu'un média sous l'autorité des sondages d'opinion, que rien n'est plus libre qu'une radio et une télévision qui, sans crainte et sans mépris des sondages, réalisent une télévision.

Rendre à chacun sa vocation

C'est pourquoi l'enjeu d'aujourd'hui n'est pas dans la multiplication des diffuseurs ni dans une opposition, comme entre bien et mal, public et privé, mais dans la relation entre les idées et les sentiments des êtres pensants et percevants que nous sommes en l'état présent de notre société. Le reprendre à l'endroit implique que soit admise la distinction radicale qui existe entre une conception de

Or rien n'est plus facile à faire. La situation à venir est une excellente occasion, maintenant que de gauche à droite le « privé » est son apparition, de rendre chacun à sa vocation, sans pour autant séparer rigoureusement les genres.

Y a-t-il au possible. Dans le domaine des fréquences cinq ou six programmes nationaux et quelques régionaux sont possibles, auxquels viendront s'ajouter les canaux d'information du public. Dans le domaine financier le possible est plus restreint: la situation est simple.

Une fois acquittés le TVA au taux de 7 %, remboursés par l'Etat, le prix des exonérations voulues par lui et de lourdes dépenses d'usage supprimées, 7,5 milliards de francs sont disponibles pour les services publics de programmes en télévision et en radio. Les fréquences de télévision privée les ressources publicitaires actuellement investies dans le secteur public et les nouvelles sources de publicité, 6 milliards de francs disponibles pour le secteur privé.

Or, de 7 à 8 milliards peuvent être vivement encouragés par des subventions publiques et un ensemble de mesures fiscales et administratives pour encourager sérieusement deux, voire trois chaînes nationales privées et des programmes régionaux en plus ou moins grand nombre selon leur coût.

C'est pour être un des pôles de la bataille entre public et privé et jouer pour les citoyens le rôle d'une variable authentique que la télévision publique face à ses concurrents a besoin d'un minimum de champ. Ce champ s'organise par une graduation entre elles, autour de deux chaînes capables d'offrir des programmes asymétriques et complémentaires: l'une pour le public le plus large possible relatif à un programme expressément « voulu », l'autre pour la conquête d'une popularité sans précédent, mais que le « privé », de son côté, voue par nécessité au plus grand nombre de programmes d'une arithmétique des sondages.

Telles sont les bases d'une véritable bataille entre les programmes de la taxe et ceux de la publicité. Libérées de leur fausse concurrence, les deux chaînes publiques seront ainsi placées clairement en face du « privé ». Les valeurs des unes et des autres se mettront en place et la tentation d'une concurrence déloyale à court terme ne fera plus obstacle à la tentation de lui opposer une ambition plus ambitieuse du public.

YVES JAIGU. (Ancien responsable des coproductions de l'ORTF, ancien directeur de France-Culture.)

PRIVÉE, PU

« J'vous cite: « La télévision est devenue le pilier magistral de la société moderne. » N'est-ce pas une affirmation un peu rapide? »

« Écoutez, cette formule ne doit pas seulement à mon énergie de plume ou... à une mauvaise crasse de foie. Je crois profondément que les télévisions, les médias, sont devenus le garant de l'exercice quotidien de la démocratie. A la fois en terme d'information, et comme culture usuelle, comme comportement quotidien des Français. Les télévisions sont devenues un véhicule majeur et tout à fait positif. »

« La télévision, un nouveau droit des citoyens? »

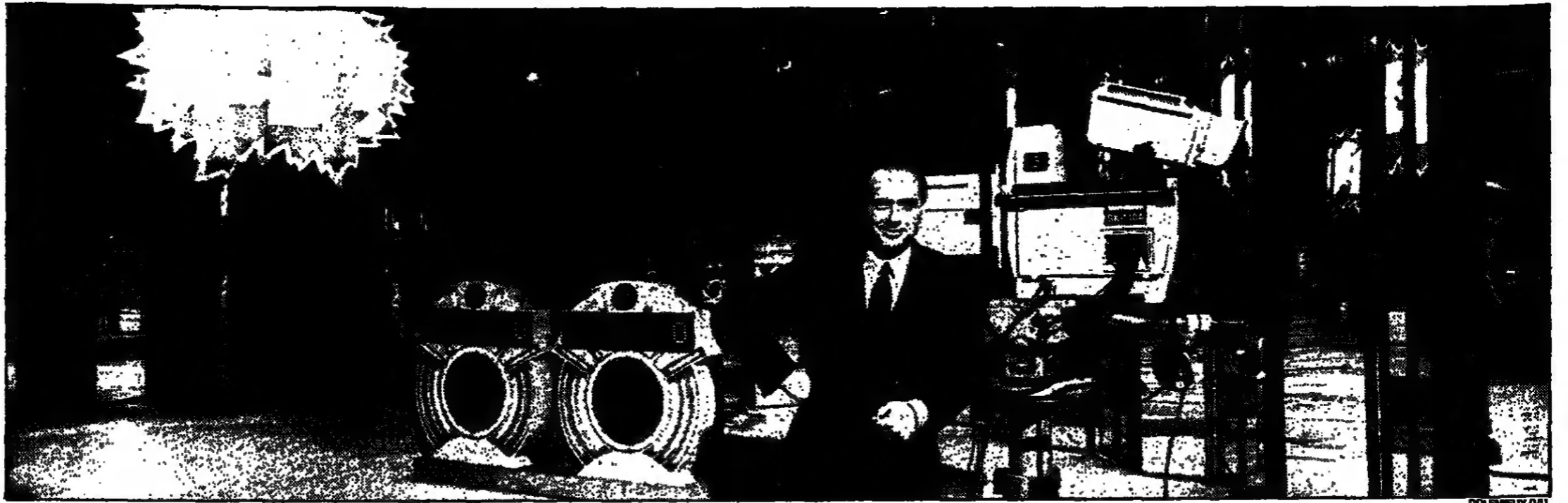
« C'est un bien public. La télévision est un acte libre du citoyen et du consommateur. On ne le dit pas assez dans notre pays. Elle doit être organisée dans le cadre des libertés fondamentales de notre démocratie, où le respect du droit des citoyens est parfois oublié. C'est une liberté du consommateur, car quoi qu'en décident les ministères ou les assemblées parlementaires, l'assemblée n'a aucun sens si le consommateur ne peut exercer son choix souverain, essentiel à appuyer sur un bouton pour avoir une chaîne, et deuxièmelement pouvoir choisir sa chaîne. En Grande-Bretagne, aux USA, le citoyen et le consommateur sont respectés. »

« Et au France? »

« J'avance que l'Etat qui sortira des urnes, hier, demain, après demain, doit se contenter de démanteler les traits généraux du système audiovisuel, mais non de décider combien de médias il faut. Il n'est pas compétent. Simplement, une fois que le système est mis au point, il doit le faire entrer dans le respect des lois en vigueur: code du commerce, civil, Constitution. Pour le moins, un minimum de « régimes », confiés à une magistrature par l'Etat, avec mission de surveillance. L'équivalent de la Haute Autorité, mais avec un pouvoir d'analyse technique, et le pouvoir de délibérer publiquement sur le rendu de ses actes. Cela est le modèle d'une vraie démocratie, vers laquelle on peut aller en France si les législateurs ont le courage politique de la vouloir. On pourra le faire avec les hommes de l'opposition actuelle et avec l'opposition de demain. Je précise que je ne situe pas cet avenir d'un point de vue politique, mais principalement du point de vue de la démocratie audiovisuelle qu'il nous faut. »

TÉLÉVISION

Silvio Berlusconi dans les studios de la « 5 » à Milan.
« Faut-il considérer que les 25 % à 35 % de l'auditoire qui regardent sont des créés à qui l'on doit interdire de voir la télévision ? Tout cela n'a aucun sens. Ce qui est vrai, c'est que, en Italie, ce fut un vaste dévouement, ce n'était que cela. Il n'empêche que le système Berlusconi est une réussite sur le plan industriel », affirme Jean-Marie Cavada.



DOLBEUR/VA

PRIVÉE, PUBLIQUE OU MEILLEURE ?

un entretien avec Jean-Marie Cavada

Journaliste, Jean-Marie Cavada navigue depuis près de vingt ans dans les stations de radio ou les chaînes de télévision. Démissionnaire en 1982 de son poste à TF 1, il collabore depuis décembre 1984 avec Robert Hersant au projet de télévision du groupe. Il vient de publier *En toute liberté* (Grasset), un livre de réflexion sur le paysage audiovisuel.

leurs on sache qui est Victor Hugo, et ce qu'était la vie au dix-neuvième siècle. On doit pouvoir tenir ce pari ; je suis certain qu'on trouvera en France les talents qu'il faut pour réussir cela.

— Mondialisation de la culture, mondialisation des médias ?

— Oui, bien sûr. Et il y a les satellites. C'est la liberté, la circulation des images sans contrainte. Mais les satellites ne sont d'abord dans un premier temps que — pardon aux ingénieurs — de la quincaillerie. Il y a un peu j'ai rencontré Marc Fowler et Ted Turner. Ce dernier possède trois réseaux de télévision aux USA diffusant des informations par satellite vingt-quatre heures sur vingt-quatre et captées ensuite par des réseaux câblés. Il m'a annoncé son intention de construire un réseau mondial de télévision — on peut d'ailleurs déjà capter des programmes en France. Il ambitionne également de construire un autre réseau mondial de diffusion de films en continu. Il étudie la possibilité de traductions de ses films en plusieurs langues pour avoir un maximum de consommateurs...

— Avec Marc Fowler — président de la commission fédérale américaine des communications, une institution de 1 600 personnes, des délégués dans tous les USA — et Ted Turner on a selon moi les deux piliers de la démocratie médiatique. L'un représente l'audace d'entreprendre et l'autre le modèle de la représentation nationale pour l'exercice de capitalisme médiatique. Au fond, voilà un bon symbole de vitalité moderne.

— Un symbole bon pour la France ?

— Oui. Mais cela ne signifie pas qu'il faille créer des chaînes à tour de bras. Dans le paysage actuel, je suis persuadé que toutes les chaînes annoncées n'atteindront pas leurs objectifs de survie. Dans ce pays, il n'y a de la place que pour quatre ou cinq chaînes. Quatre nationales, et peut-être une spécifique distribuée par abonnement comme Canal Plus. Encore que cette dernière soit déjà une trop grosse entreprise, et pour cela pas encore viable...

— Vous collaborez au projet de télévision de Robert Hersant. Quelle sera la structure mise en place ?

— Je travaille effectivement au sein d'une équipe dirigée par Philippe Romon, et suis personnellement responsable des programmes, de la conception des produits, de la recherche des hommes. Nous avons évolué à partir de deux hypothèses. La première est celle où nous devrions tout « construire » nous-mêmes ; la seconde, c'est la possibilité de se comporter en capitaliste, c'est-à-dire d'entrer dans le capital d'une chaîne.

— Cette hypothèse est la « plus riche » ?

— C'est une hypothèse à propos de laquelle je ne suis pas en mesure de faire de commentaires. Je ne m'évaderais pas de votre question pour des rêveries. Je la répète, toutes les hypothèses sont étudiées. Je suis obligé de m'en tenir là. Dieu reconnaîtra les siens.

— Quelles seront les orientations de cette chaîne ?

— Une fois encore, tout dépendra du cadre. Mais il y aura des divertissements de qualité et d'audace regardables par le plus grand nombre, et de l'information. En fait, on ne peut développer de système paritaire, *since* on n'a pas de consommateurs.

— Quel sera le public visé ?

— Vous savez, le public est une sorte de monstre marin en constante transformation. Il n'est pas statique. Malgré les instruments de mesure actuel on ne peut mettre en boîte dans un indicateur quelconque cette magie abstraite qui fait le « flair » ; savoir exactement quelle est l'attente. Mais on ne sait cela que lorsque l'attente a été fructueuse ou non. Ce que nous savons pourtant, c'est que notre public sera exigeant et c'est une bonne nouvelle...

Propos recueillis par BERNARD LEFORT.

choix ; ce mouvement génère une industrie audiovisuelle dynamique. Ce qui manque à la France.

— Télévision publique, télévision privée, un faux problème ?

— Absolument. C'est un non-sens total. D'ailleurs, si ce débat continue, je deviendrais un défenseur de la télévision publique. Dire ce qui n'y fonctionne pas n'est pas vouloir sa mort ; bien au contraire... Il faut se remettre en cause, sortir des corporatismes. La France, qui est un petit pays, a besoin d'une télévision publique, mais aussi un grand besoin de chaînes privées pour faire bouger ce qui existe. L'équilibre sera trouvé. En fait, le vrai débat est : peut-on construire une vraie industrie ? A la fois pour sortir de cet état de « crise sidérurgique » dans l'audiovisuel, et pour répon-

dre aux leçons données par l'Italie, le Brésil et bientôt peut-être par la télévision coréenne.

— Les créateurs de télévision y trouveront-ils leur compte ?

— Ecoutez, je vais jouer les provocateurs. Oui, il faudra négocier avec les créateurs de l'audiovisuel, les auteurs. Mais eux-mêmes ne doivent pas ignorer les lois de l'économie. Ils doivent savoir que demain on ne pourra gagner sa vie dans une entreprise de télévision s'il n'y a pas une ou deux interruptions publicitaires dans l'œuvre produite. Ce sera à eux de déterminer l'endroit...

— Ensuite, il faudra défendre la culture française même si elle doit passer par la pénétration d'un marché dominé par la langue anglaise. Et, s'il le faut, je suis prêt à produire *Les Misérables* en anglais pour qu'à Tokyo ou ail-

— L'idée générale, c'est qu'aucun système excessif ne réussit. En France, à l'automne 1981, par suite d'un changement mal contrôlé, l'audience a chuté. Le public a réagi, avec lenteur, mais de façon déterminée. TF1 a mis du temps à redresser la barre. C'est la télé « cours du soir » qui a provoqué la dérive. En Italie, en 1976, dans l'anarchie de la dérégulation, la création de près de mille deux cents télécs, ce fut l'excès de la télévision « soutiergorgo ». On a fait n'importe quoi. Mais on s'est vite aperçu que faire vivre une station n'était pas un exercice de saltimbanques ; c'est un métier, ce sont des moyens économiques à mettre en œuvre. Finalement trois réseaux ont vu le jour. Leur réussite ? Des émissions populistes, ou plutôt, qu'on veuille bien m'excuser, je ne souhaite pas choquer, *populaires*. Là, mettons de côté les jugements moraux... Faut-il considérer que les 25 % à 35 % de l'auditoire qui regardent étaient des créés à qui l'on devait interdire de voir la télévision ? Tout cela n'a aucun sens. Ce qui est vrai, c'est que, en Italie, ce fut un vaste dévouement, ce n'était que cela. N'empêche que, aujourd'hui, le système Berlusconi est une réussite sur le plan industriel.

— Une réussite, mais aux dépens de la chaîne nationale, la RAI.

— Ce n'est pas tout à fait exact. Le système Berlusconi doit maintenant faire face au défi de la chaîne publique italienne. Après cinq années de crise, la RAI tire la production télévisuelle vers le haut. Et l'on s'achemine vers un *modus vivendi* où chacun trouvera son créneau. La même situation s'est produite il y a quelques années en Grande-Bretagne avec l'apparition de chaînes privées comme ITV, puis Channel Four. Et la BBC est repartie à la conquête de l'audience. Son moyen : la qualité des programmes. Donc, ce qui est bon dans ces systèmes différents, c'est l'équilibre provoqué par la concurrence. La loi économique, qui finalement est la meilleure représentation de la *vox populi*, prouve et autorise la diversité des

du ministère de l'information, additionnée d'un peu d'électronique... Pierre Sabbagh le note dans ses *Mémoires*, lui et d'autres étaient considérés comme de joyeux fous, courageux, mais que personne ne prenait vraiment au sérieux. Evidemment tout est différent ; actuellement, les médias sont un fait dominant de société. C'est pourquoi ils doivent s'organiser, non dans le sens de la satisfaction de la classe politique, mais dans celui de la *res publica*, de la société publique, civile, dont on parle tant.

— Entre télévision publique et télévision privée, quel est l'enjeu ?

— L'idée générale, c'est qu'aucun système excessif ne réussit. En France, à l'automne 1981, par suite d'un changement mal contrôlé, l'audience a chuté. Le public a réagi, avec lenteur, mais de façon déterminée. TF1 a mis du temps à redresser la barre. C'est la télé « cours du soir » qui a provoqué la dérive. En Italie, en 1976, dans l'anarchie de la dérégulation, la création de près de mille deux cents télécs, ce fut l'excès de la télévision « soutiergorgo ». On a fait n'importe quoi. Mais on s'est vite aperçu que faire vivre une station n'était pas un exercice de saltimbanques ; c'est un métier, ce sont des moyens économiques à mettre en œuvre. Finalement trois réseaux ont vu le jour. Leur réussite ? Des émissions populistes, ou plutôt, qu'on veuille bien m'excuser, je ne souhaite pas choquer, *populaires*. Là, mettons de côté les jugements moraux... Faut-il considérer que les 25 % à 35 % de l'auditoire qui regardent étaient des créés à qui l'on devait interdire de voir la télévision ? Tout cela n'a aucun sens. Ce qui est vrai, c'est que, en Italie, ce fut un vaste dévouement, ce n'était que cela. N'empêche que, aujourd'hui, le système Berlusconi est une réussite sur le plan industriel.

— Une réussite, mais aux dépens de la chaîne nationale, la RAI.

— Ce n'est pas tout à fait exact. Le système Berlusconi doit maintenant faire face au défi de la chaîne publique italienne. Après cinq années de crise, la RAI tire la production télévisuelle vers le haut. Et l'on s'achemine vers un *modus vivendi* où chacun trouvera son créneau. La même situation s'est produite il y a quelques années en Grande-Bretagne avec l'apparition de chaînes privées comme ITV, puis Channel Four. Et la BBC est repartie à la conquête de l'audience. Son moyen : la qualité des programmes. Donc, ce qui est bon dans ces systèmes différents, c'est l'équilibre provoqué par la concurrence. La loi économique, qui finalement est la meilleure représentation de la *vox populi*, prouve et autorise la diversité des

Jean-Marie Cavada.

par Evelyne Pujol

critique du Figaro cria à la trahison et à l'hérésie. Ces ridicules. Quand on regarde ce qui restera de cette période, c'est justement les grands. Bialas du *Mariage de Figaro* et de Don Juan.

Dispersés aujourd'hui, les grandes idées et les grands bouillonnements, où une poignée et préparait la télévision de demain. Fin du temps où Pierre Tchernia faisait frémir en disant dans les chaumières en montrant Letta, le voyage « vécu » d'un train Paris-Lille ou l'ascension de la tour Eiffel. Tout cela, à travers notre œil lassé d'aujourd'hui, peut paraître bien naïf. Pourtant, c'est ainsi qu'on a pu sentir que l'outil télévision est illimité. Alors que la technique était encore rudimentaire, tout a été essayé et tout a été filmé : le spectacle, le documentaire, la conversation, le gros plan, l'initiation pédagogique, les variétés.

Epoque révolue, semble-t-il, en tout cas — bien loin de ce qui se passe aujourd'hui, explique Claude Santelli. On vous demande maintenant de faire une émission dans un format déterminé, quasiment sur un ton déterminé, parce que, vous dit-on, ça a fait ses preuves, et pour un marché déterminé. En fait, il s'agit de vendre des choses déjà vues. On n'a plus le droit ni le temps d'inventer et c'est cette forme de TV inventive que je regrette le plus... « Dans les nouvelles chaînes, estime Claude Santelli, j'ai bien peur qu'on en arrive à l'uniformité des programmes, à privilégier certains thèmes et à négliger d'autres. Le téléspectateur, à l'aide de sa télécommande, se composera un patchwork d'images selon les centres d'intérêt ou les goûts du moment. Les programmes de qualité, mais massifs, finiront à la longue et certainement pas enrichissant. »

ET RÊVES

C'est pour être un des pôles de la concurrence entre contenus et jouer pour les citoyens le jeu d'une variable autonome que la télévision publique face à ses concurrents a besoin d'un minimum de champ. Ce champ organisé, par une graduation entre elles, autour de deux chaînes principales d'embrasser des ensembles asymétriques et complémentaires. L'une pour le public le plus large possible relatif à un programme expressément voulu, l'autre pour la conquête d'une population sans obsession tendue que le « privé » de son côté, voit par nécessité le plus grand nombre, de ses programmes d'une symétrie des sonages.

Telles sont les bases d'une véritable émulation entre les programmes de la taxe et ceux de la publicité. Libérés de leur fausse concurrence les deux chaînes publiques seront ainsi placées dans un environnement favorable. Les valeurs des unes et des autres se mettront en place et la tentation d'une rentabilité d'audience à court terme ne fera plus obstacle à la tentation de lui opposer une ambition plus administrative du public.

YVES JAIGU,
ancien directeur
de France Culture

pour les chaînes d'un an sur ses émissions de chaînes de plus en plus on leur

NOUVELLE

LUNDI

par Liliana Mahalova

DÉPUIS qu'elle est montée dans l'autobus, la femme ne cesse de me fixer, cherche à capter mon regard, et chaque fois qu'elle le croise s'apprête à faire un signe, mais au dernier moment, mal à l'aise, elle détourne les yeux ou rectifie à nouveau son châle blanc en dentelle... Elle s'efforce de se rappeler d'où elle me connaît : je comprends cela parfaitement, puisque je m'efforce moi-même de me rappeler d'où je la connais.

Cela m'arrive de plus en plus souvent ces derniers temps et je ne peux toujours pas décider s'il est préférable de saluer, par erreur, quelqu'un que l'on ne connaît pas, ou de ne pas saluer, par hésitation, quelqu'un que l'on connaît. La chose est plus aisée dans la rue, on s'y croise plus rapidement, mais cela fait dix minutes que cette femme me regarde... Peut-être nous sommes-nous tout de même rencontrés quelque part, peut-être avoisons-nous fait nos études ensemble ou nos enfants fréquentent-ils le même établissement scolaire. Elle a des cheveux bruns, mais à notre âge la couleur des cheveux n'est pas une garantie. Elle porte la même coiffure que moi : un chignon légèrement relevé, maintenu par la laque « Aloine », le samedi après-midi les salons réalisent cette coiffure à la chaîne. Elle dure jusqu'au lundi inclus, il suffit de ne pas se soigner, de dormir avec un fichu et que personne ne brûle du désir de caresser vos cheveux.

Il est impossible que nous soyons collègues de la faculté d'architecture. Nous étions douze filles dans notre cours, nous ne nous sommes pas perdues de vue. Lorsque nous nous reconstruisons, nous avons rarement le temps de nous arrêter, en général nous nous demandons en continuant à marcher : « Comment vas-tu ? » et nous nous répondons : « Bien », de sorte que nous allons bien toutes les douze. Il est plus vraisemblable qu'elle ait fait ses études une année ou deux avant moi, ou après moi, ou qu'elle ait été dans une des sections d'ingénieurs. Quoi qu'il en soit, je ne peux pas me souvenir et puis j'ai suffisamment de sujets de préoccupation... Une réunion de travail m'attend.

Elle débutera à huit heures et demie. Depuis toujours Sotirov aime nous réunir dans les premières heures de la journée, il a lu quelque part que c'était le matin que le cerveau humain était le plus riche en phosphore, il nous l'a dit un jour en plaisantant. Au bout d'une demi-heure nos têtes phosphoreuses vont se pencher sur le plan, bien que celui-ci ne puisse plus à présent subir aucune modification.

Les blocs de ce complexe d'habitations sont tous identiques : huit étages de béton, même les petits carrés qui les relient sur le papier sont identiques comme le fond de boîtes d'allumettes et s'il n'y avait pas les numéros l'on ne manquerait pas de s'y perdre. Notre unique liberté d'architectes consiste à les déplacer à gauche, à droite, au coin des rues... Vaines histoires dont le plus drôle est que nous débattons. Hadjianeva frappe même son crayon sur le plan et marchande chaque degré. Et au bout du compte le quartier sera toujours affreux, les blocs gris aux petits balcons en matière plastique sembleront collés sur la terre, non pas soudés à elle comme les autres maisons, mais collés précisément, parce que la terre ne peut pas se souder à tant de béton à la fois. Et nous le savons, nous le savons à l'avance, nous sommes même habitués à cela.

Aussi, à quoi bon soulever à nouveau la question de l'horloge ? J'en ai déjà parlé à trois réunions, mais je suis sûre que l'architecte Sotirov ne m'a écoutée jusqu'au bout que la première fois. Ma proposition n'a rien de particulier, il s'agit simplement de monter sur

un des blocs de béton une horloge électrique.

Sotirov m'écoutait avec bienveillance, c'est là son expression la plus perfide, puis il me demanda à quoi servirait réellement une horloge à cet endroit, alors qu'aujourd'hui tout le monde porte une montre au poignet et que, dans un quartier périphérique, il est peu probable que quelqu'un ait le temps de s'arrêter et de lever la tête vers cette inutile dépense supplémentaire. « Inutile dépense supplémentaire » est sa phrase, par suite il ne donnerait plus d'autre nom à l'horloge et les autres ne laisseraient pas passer l'occasion de sourire à la plaisanterie du chef.

J'expliquai en détail, et à chaque réunion j'expliquais la même

paraître plus mécontents que lui. Toutefois, le plus vraisemblable est que Sotirov ne va rien faire, il va m'écouter de sa grande oreille velue et donner la parole au suivant. Du reste, ses oreilles sont franchement grandes, je les ai regardées à de nombreuses réunions et j'ai l'impression que les petits pois noirs et drus dans ses oreilles constituent un filtre spécial qui laisse passer uniquement les mots que Sotirov veut bien entendre. Alors, quel intérêt ai-je à parler ?

L'autobus s'est arrêté. Un vieillard portant un fringant chapeau tyrolien est descendu et deux jeunes filles en tablier blanc serré au-dessus des coudes sont montées. Elles pourraient être indifféremment étudiantes en médecine ou vendeuses dans une boulangerie.

- Nous nous sommes dispersés. Lorsque je rencontre l'un d'entre nous, je suis presque incapable de le reconnaître. Mais toi, je t'ai reconnue, tu as très peu changé. Vous êtes ici, n'est-ce pas ?

- Oui.
- Nous aussi, nous sommes revenus cet hiver. Partis pour trois ans de mission et nous en avons passé huit, tu te rends compte ?

- Je me rends parfaitement compte, ai-je dit. Nous en avons passé six.
- Vous avez reçu l'appartement que vous attendiez ?
- Pour finir, oui, l'automne dernier.
- Vos parents sont chez vous ?

çon que tu as, excuse-moi, j'ai oublié.

- Une fille.
- C'est encore mieux, nous pourrions devenir parentes par alliance, on ne sait jamais. Elle éclata de rire.

Je ne pouvais toujours pas me souvenir d'où je la connaissais, je me sentais penaud et c'est pour quoi j'éclatai de rire plus fort qu'il n'aurait fallu.

- Mais bien sûr, on ne sait jamais...
- Je serai une belle-mère moderne, ajouta-t-elle, qui a son permis de conduire. Tu as terminé tes leçons de conduite ? La dernière fois que nous nous sommes vues, tu me disais que tu attendais ton tour pour l'examen.
- Je les ai terminées. Seule-



Nathalie Sotirov 86-

chose, à savoir que l'horloge était utile moins pour indiquer l'heure que pour servir d'orientation, qu'elle permettrait à l'un des blocs identiques de se distinguer des autres et que les gens pourraient dire : j'habite dans la rue derrière le bloc à l'horloge ; j'habite dans le troisième bloc à gauche de l'horloge. « Tout compte fait, la réflexion est intéressante », dit Sotirov pour la première fois, mais quoi qu'il en soit ce serait une dépense supplémentaire inutile.

La femme regarde à nouveau dans ma direction. Elle est prête à se lever et à s'approcher, je le perçois dans ses yeux.

En réalité, à quoi bon soulever à nouveau la question de l'horloge ? Je sais dorénavant que Sotirov, quoi qu'il fasse, sera suivi par les autres. S'il se met à rire, les autres riront, simplement un peu moins fort afin de ne pas étouffer son rire. Et s'il se renfrogne, les autres se renfrogeront, mais avec plus de réserve afin de ne pas

ric, ayant lavé leur tablier chez elle pour le lundi.

La femme a fini par me saluer de la tête, elle s'est levée et est venue vers moi lentement par le chemin humide en caoutchouc qui sépare les sièges. Elle portait un sac à provisions vide et une chemise noire en plastique « Documents ».

- Tu vas au travail ? Sa voix me sembla connue.

Je dis :
- C'est cela, et je lui souris parce qu'elle me souriait. Nous savons presque la même taille, des banches fines, de femmes qui ont pratiqué autrefois le volley-ball. Et son imperméable est presque le même que le mien, de confection, blanc cassé, doublé aux épaules et dans le dos.

- Je te regarde depuis un petit moment et je me demande : est-ce elle, oui ou non ? Cela fait bien longtemps que nous ne nous sommes pas rencontrés.

- Oui, longtemps, ai-je dit, d'ailleurs qu'aurais-je pu dire d'autre.

Elle connaissait visiblement des détails sur ma vie.

- Ils ne sont pas encore venus. Ils diffèrent. - Est-ce eux qui diffèrent, ou nous qui différons... »

Elle me regarda avec compassion et tourna sa tête au chignon « aloiné ».

- Et ce terrain que vous vous apprêtez alors à acheter, vous l'avez pris ?

- Nous l'avons pris et j'ai bien fait d'insister, à présent il coûte trois fois plus cher.

- Quatre fois plus - m'interrompt-elle, et plus ils sont éloignés, plus ils sont difficiles à trouver. La maison de campagne est prête ?

- Pour l'instant, une chambre à deux lits.

- Nous avons fait la même chose, pourvu qu'il y ait un petit coin où se mettre. Eh bien, pourquoi ne viendriez-vous pas un dimanche ? Nous ferions faire connaissance à nos maris, les enfants joueraient. C'est un gar-

ment jusqu'à ce que sorte le numéro de la voiture, j'aurai tout oublié.

- Cela ne s'oublie pas, dit-elle, si j'en juge d'après moi, tu te payeras deux ou trois heures d'auto-école et les réflexes reviendront. Veille simplement à ce que le manieur ne soit pas un jeune... Ton mari est toujours aussi jaloux qu'au début ?

Je ricanai le plus sottement du monde et je me tus. Je ne pouvais vraiment pas me pardonner ! Elle savait tout de moi, tandis que je ne me souvenais même pas d'où nous nous connaissions !

- Tu travailles toujours au même endroit ? me demanda-t-elle au bout d'un moment.

- Je me souviens que tu voulais changer.

- Cela ne s'est pas calmé.

- Il y a à nouveau un problème avec le chef ?

Sotirov aime beaucoup qu'on l'appelle ainsi : soit architecte Sotirov, soit chef. On raconte qu'il signait même « architecte

Sotirov » les lettres qu'il envoyait à son fils au service militaire. Je ne l'ai pas appelé une seule fois chef, bien que je sente qu'il guette la manière dont je vais m'adresser à lui et qu'il ne cesse d'attendre ce mot. Le fait qu'il ne m'entende pas le prouver ne l'empêche évidemment pas de vivre, mais l'espace comme une goutte d'encre de Chine qu'on laisse tomber sur un dessin complètement achevé.

- A nouveau un problème avec le chef ? La femme repose la question. J'acquiesçai et elle se mit à me chuchoter rapidement :
- Écoute ce que je vais te dire, l'expérience me l'a appris, il y a des problèmes avec les vieux chefs, mais c'est encore pire lorsqu'un nouveau arrive. Alors on a soudain la nostalgie du vieux.

MOI, je n'aurai jamais la nostalgie de Sotirov.

L'idée de l'horloge s'empara à nouveau de moi. Mais je n'ai plus la force de résister, je n'ai même pas la force de décider si je vais en parler à nouveau aujourd'hui ou si je vais griffonner avec mon crayon dans mon calepin et me taire.

- A quoi penses-tu ? dit la femme.

Une mèche était tombée de son chignon. Je levai la main et touchai mes cheveux - j'avais moi aussi une mèche qui était tombée au-dessus de mon oreille. C'est comme cela, la coiffure laquée tient jusqu'au lundi. Elle froissait son billet et me regardait avec attention. Qu'allait-elle me répondre si maintenant, alors que nous nous tenions à quelques centimètres l'une de l'autre, je lui racontais ma longue lutte pour l'horloge ?

- Il faut reconnaître que moi aussi je ne m'entends pas excessivement bien avec mon chef, mais on fait ce qu'on peut. Si l'on a décidé de tout mettre en ordre, quand va-t-on vivre, n'est-ce pas ? Attends, j'allais oublier, excuse-moi de te poser la question, ne pensais-tu pas un moment préparer une thèse de doctorat, qu'en est-il advenu ? - J'ai renoncé. Son visage rond n'était que sollicitude amicale, mais il y avait dans ses yeux le désir d'entendre exactement ce qu'elle avait entendu. « J'ai renoncé », répétai-je. Il m'était indifférent et il ne me coûtait rien de doubler sa satisfaction. Mais je savais déjà que je ne lui raconterais pas l'histoire de l'horloge.

Dans le reflet que lui renvoyait la vitre, elle remarqua la mèche qui pendait, elle la rectifia habilement, par habitude. En observant de côté, je me demandai à nouveau d'où je connaissais cette femme qui savait tout de ma vie.

- Il faut que je descende au prochain arrêt, se hâta-t-elle de dire. Nous avons gentiment parlé. Je suis contente que nous nous soyons vues. Venez un dimanche, nous nous attendrions. Promets-moi ! Téléphone-moi d'abord pour nous mettre d'accord, tu as notre numéro de téléphone.

- Bien », dis-je, bien que mon carnet soit rempli de dizaines de numéros de téléphone et que je ne saurais jamais lequel appeler, puisque j'ignore jusqu'au nom de cette femme.

L'autobus s'arrêta. Elle glissa sa chemise sous le bras pour libérer sa main et me tendit ses doigts nus et hâlés. Elle s'éloigna à petits pas et, parvenue à la porte, se retourna encore une fois vers moi.

- Nous vous attendrions. Vera, tu as entendu ! Je ne lui répondis rien. Je ne pouvais pas parler. Je sentais que je chancelais, qu'il fallait que je m'agrippais tout de suite à quelque chose. Parce que je m'appelle Maria.

[Liliana Mahalova est née à Plovdiv en 1939. La nouvelle Lundi est extraite du recueil Lettres en poste restant publié à Sofia en 1984.]

LE BŒUF,

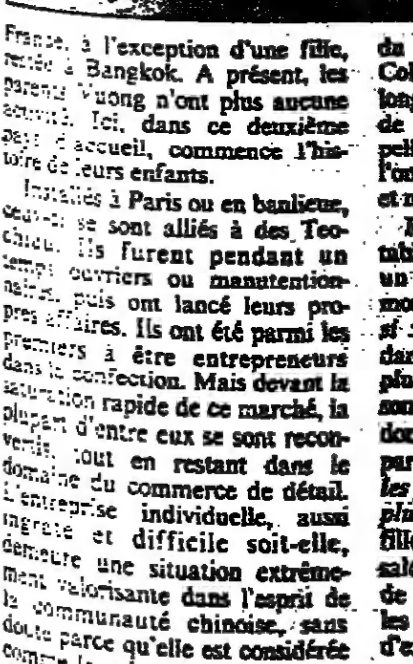
Nouvel An chinois, à Paris. Un ethnologue, Vinh Phong raconte la fête, vécue dans du dix-huitième arrondissement que Jean-Pierre Hassen, sociologue au CNRS, a suivi en procession rituelle de fin d'année dans le quartier commercial de la porte de Choisy.

SAMEDI 8 février. Par un jour de grand froid, la communauté chinoise de Paris s'apprête à entrer dans l'année de Tigre. Dans le dix-huitième arrondissement, où l'on peut découvrir, entre le boulevard de la Chapelle et le boulevard Ney, la plus moderne Chinatown (1) de la capitale, M. Vuong est content : « C'est bien, cette année ! Le Nouvel An tombe un week-end ».

Cette heureuse coïncidence des calendriers va permettre à tous de profiter de la fête. Agé de soixante-trois ans, M. Vuong habite dans le quartier depuis son arrivée en France, voilà bientôt dix ans. Natif du sud-est de la Chine et de parler hakka, il a émigré au Cambodge en 1946 durant la guerre sino-japonaise. Sa femme Hakka elle aussi, le rejoignit deux ans plus tard. Etablis dans la province de Battambang, les Vuong ont vécu de l'artisanat et du petit commerce. Leurs enfants, treize en tout, sont nés et ont grandi dans le royaume khmer.

En 1975, une partie de la famille quitta le Cambodge pour l'Allemagne la veille de l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges. Les autres - dont M. Vuong lui-même - n'ont franchi la frontière qu'en 1979, au lendemain de l'invasion des troupes vietnamiennes. « En vérité, j'étais avec mon épouse sous Pol Pot, confie-t-il. On avait besoin de moi. Je savais tisser les krama. J'étais un artisan du textile dans le temps. C'était une chance. Les Khmers rouges portaient des écharpes traditionnelles autour du cou en signe de ralliement. Après un séjour plus ou moins long dans les camps de réfugiés, la famille s'est retrouvée en France, à l'exception d'une fille, restée à Bangkok. A présent, les parents Vuong n'ont plus aucune activité. Ici, dans ce deuxième pays d'accueil, commence l'histoire de leurs enfants.

Installés à Paris ou en banlieue, certains se sont alliés à des Tchinois. Ils furent pendant un temps ouvriers ou manutentionnaires, puis ont lancé leurs propres affaires. Ils ont été parmi les premiers à être entrepreneurs dans la confection. Mais devant la concurrence rapide de ce marché, ils ont dû entrer eux se sont reconvertis, tout en restant dans le domaine du commerce de détail. L'entreprise individuelle, aussi ingrate et difficile soit-elle, demeure une situation extrêmement valorisante dans l'esprit de la communauté chinoise, sans doute parce qu'elle est considérée comme la voie royale qui permet de sortir de sa condition.



SOCIÉTÉ

LE BŒUF, LE TIGRE ET LE LION

par Vinh Phong Tan et Jean-Pierre Hassour

par Liliana Mahalova

Je n'ai jamais...
meilleures, nous...
parents par...
pamours... Elle...
pour pas me...
connaissais, je...
et c'est pour...
plus fort qu'il...
r. on ne sait...
de belle-mère...
elle, qui a son...
Tu as ter...
conduite? La...
e nous nous...
disais que tu...
vrais l'examen...
mètres. Seule...

Nouvel An chinois, à Paris.
Un ethnologue, Vinh Phong Tan
raconte la fête, vécue dans une famille
du dix-huitième arrondissement,
tandis que Jean-Pierre Hassour,
sociologue au CNRS, a suivi la danse du lion,
procession rituelle de fin d'année,
dans le quartier commerçant
de la porte de Choisy.



Le lion et sa suite passent de magasin en boutique selon un parcours soigneusement préparé.

SAMEDI 8 février. Par un jour de grand froid, la communauté chinoise de Paris s'apprête à entrer dans l'année du Tigre. Dans le dix-huitième arrondissement, où l'on peut découvrir, entre le boulevard de la Chapelle et le boulevard Ney, la plus modeste Chinatown (1) de la capitale, M. Vuong est content. « Ah ! c'est bien, cette année ! Le Nouvel An tombe un week-end. » Cette heureuse coïncidence des calendriers va permettre à tous de profiter de la fête. Agé de soixante-trois ans, M. Vuong habite dans le quartier depuis son arrivée en France, voilà bientôt six ans. Natif du sud-est de la Chine et de parler hakka, il a émigré au Cambodge en 1946 durant la guerre sino-japonaise. Sa femme, Hakka elle aussi, le rejoignit deux ans plus tard. Etabli dans la province de Battambang, les Vuong ont vécu de l'artisanat et du petit commerce. Leurs enfants, treize en tout, sont nés et ont grandi dans le royaume khmer.

En ce dernier soir de l'année du Bœuf, ils ont fermé leurs boutiques et arrivent les uns après les autres avec leur propre famille tandis que le père finit de dresser la table. Dans l'entrée, où s'étaient entassés une trentaine de paires de chaussures, une toile cirée est posée par terre : c'est là que mangeront les petits-enfants. Ces derniers courent déjà dans tous les sens. L'un d'eux se précipite vers le poste de télévision et le met en marche en introduisant une cassette dans le magnétoscope. « Ce n'est pas la peine, dit la grand-mère, la télé est morte cet après-midi. »

En 1975, une partie de la famille quitta le Cambodge pour la Thaïlande la veille de l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges. Les autres - dont M. Vuong lui-même - n'ont franchi la frontière qu'en 1979, au lendemain de l'invasion des troupes vietnamiennes. « En vérité, j'étais assez tranquille sous Pol Pot, confia-t-il. On avait besoin de moi. Je savais tisser les krama. J'étais un artisan du textile dans le temps. C'était une chance. Les Khmers rouges portaient ces écharpes traditionnelles autour du cou en signe de ralliement. » Après un séjour plus ou moins long dans les camps de réfugiés, la famille s'est retrouvée en

proposé de jouer au « 21 ». Les candidats empiètent déjà des pièces de 5 francs devant leurs jambes repliées et désignent un meneur. Pendant ce temps, les enfants rassemblent les enveloppes qu'ils ont reçues et vont rendre compte à leurs mères du montant de leurs cadeaux.

Vers 23 heures, un des joueurs, M. Lam, se lève en ramassant son gain et s'écrie. « Je rentre. Demain, je travaille quand même. » Il confectionne des beignets (indispensables pour accompagner la soupe de vermicelle) pendant la nuit et le livre le matin aux restaurants et aux épiceries. Il « couvre » à lui seul les commerces du dix-huitième et du dix-neuvième arrondissement. « Mais je finirai tôt car j'ai l'intention d'emmener mes filles voir la danse du lion à la porte de Choisy. Elles n'ont jamais vu ce spectacle, et moi cela fait si longtemps ! Demain je serai dans le treizième. »

Comme lui, et pour la troisième année consécutive, nombre de Parisiens ont pu suivre et entendre les déambulations des équipes de danse du lion qui, désormais, aident la communauté chinoise à clore le cycle annuel et à se projeter dans celui à venir.

La danse elle-même est centrée sur une tête de lion, qui d'ailleurs ne présente que peu de ressemblance avec l'animal réel. Fait de carton dur où dominent des couleurs vives qui lui donnent d'emblée un caractère mythique et flamboyant, le gigantesque masque possède aussi une corne conique, pour le moins insolite, sur son sommet. La tête se prolonge par une traîne de tissu également bigarrée, qui représente le corps de l'animal. L'un des deux danseurs, glissé à l'intérieur de la tête, peut à loisir le mouvoir et actionner des trottets qui, à l'extérieur, font papillonner ses paupières. Son partenaire, caché sous la robe, mime les mouvements du fauve, eux-mêmes guidés par les rythmes du tambour et des cymbales qui accompagnent ce spectacle itinérant.

Mais pourquoi un lion (souvent confondu avec un dragon ou une licorne), alors que sa présence est étrangère à la faune chinoise ? On situe son arrivée dans cette région à l'époque de la dynastie Tang, il y a environ dix siècles. Il était offert comme présent royal par les ambassadeurs ou les commerçants vraisemblablement venus de Perse, comme l'indique l'étymolo-



France, à l'exception d'une fille, restée à Bangkok. A présent, les parents Vuong n'ont plus aucune activité. Ici, dans ce deuxième pays d'accueil, commence l'histoire de leurs enfants.

Installés à Paris ou en banlieue, ceux-ci se sont alliés à des Tchinois. Ils furent pendant un temps ouvriers ou manutentionnaires, puis ont lancé leurs propres affaires. Ils ont été parmi les premiers à être entrepreneurs dans la confection. Mais devant la saturation rapide de ce marché, la plupart d'entre eux se sont reconvertis, tout en restant dans le domaine du commerce de détail. L'entreprise individuelle, aussi ingrate et difficile soit-elle, demeure une situation extrêmement valorisante dans l'esprit de la communauté chinoise, sans doute parce qu'elle est considérée comme la voie royale qui permet de sortir de sa condition.

Comme lui, et pour la troisième année consécutive, nombre de Parisiens ont pu suivre et entendre les déambulations des équipes de danse du lion qui, désormais, aident la communauté chinoise à clore le cycle annuel et à se projeter dans celui à venir.

La danse elle-même est centrée sur une tête de lion, qui d'ailleurs ne présente que peu de ressemblance avec l'animal réel. Fait de carton dur où dominent des couleurs vives qui lui donnent d'emblée un caractère mythique et flamboyant, le gigantesque masque possède aussi une corne conique, pour le moins insolite, sur son sommet. La tête se prolonge par une traîne de tissu également bigarrée, qui représente le corps de l'animal. L'un des deux danseurs, glissé à l'intérieur de la tête, peut à loisir le mouvoir et actionner des trottets qui, à l'extérieur, font papillonner ses paupières. Son partenaire, caché sous la robe, mime les mouvements du fauve, eux-mêmes guidés par les rythmes du tambour et des cymbales qui accompagnent ce spectacle itinérant.

Mais pourquoi un lion (souvent confondu avec un dragon ou une licorne), alors que sa présence est étrangère à la faune chinoise ? On situe son arrivée dans cette région à l'époque de la dynastie Tang, il y a environ dix siècles. Il était offert comme présent royal par les ambassadeurs ou les commerçants vraisemblablement venus de Perse, comme l'indique l'étymolo-

gic du mot chinois qui le désigne (shì, du perse str). Le monde chinois allait assimiler cette image et la transformer en un de ses symboles positifs. Dans l'ancienne Chine, la procession du lion prenait place dans les rituels de fin et de début d'année. Le prestige et la force associés au roi des animaux investissent d'une fonction exorciste : il aidait à chasser les mauvais esprits et participait ainsi au nettoyage complet de la maison.

Dans les communautés immigrées qui s'étaient établies en Asie du Sud-Est après 1850, cette tradition s'était maintenue et avait même été stimulée par la naissance de nombreux commerces. Car sans commerce, point de danse du lion. Un principe qui s'est vérifié à Paris.

Le lion et sa suite bruyante passent de magasin en boutique dans un désordre qui n'est qu'apparent, car le parcours a été soigneusement planifié par des sollicitations préalables. On le voit et on l'entend de loin.

Avant que le lion ne s'éloigne pour proposer ses services ailleurs, le maître des lieux allume une salve de pétards dont les fortes sonorités doivent faire fuir les quelques mauvais esprits encore dans les parages. Si, les deux années précédentes, la communauté avait hésité à utiliser ce stratagème, il semble que l'année du Tigre, placée sous le signe de l'audace et du courage, ait facilité cette bruyante transgression.

(1) Paris compte désormais quatre concentrations chinoises. Les quartiers de la porte de Choisy, de Belleville et de Ménil-Dormoy sont peuplés par des réfugiés venus du Cambodge, du Vietnam et du Laos après 1975. Presque tous appartiennent à la principale ethnie chinoise (les Hans) mais parlent des dialectes différents (touchien, cantonais, hakka, hoïkien et lainien). Les Toudjins sont de loin les plus nombreux de ces vingt ou trente mille réfugiés.

(2) Ceux de troisième arrondissement (quelques milliers seulement) sont des immigrants de Chine populaire nés dans les environs de la ville de Wenzhou (province du Zhejiang). Les premiers sont arrivés dans les années 1920.

(3) Association des résidents de France d'origine indochinoise. Rencontre et culture franco-asiatique. Association des arts martiaux chinois en France.

Nature - Saiton - 86
M OI, je n'ai jamais la nostalgie de Sotrov. L'idée de l'héritage s'empara à nouveau de moi. Mais je n'ai plus la force de résister, je n'ai même pas la force de décider si je vais en parler à nouveau aujourd'hui ou si je vais prilloner avec mon crayon dans mon calepin et me tuer.

« Et que veux-tu dire, l'expérience me l'a appris, il y a des problèmes avec les vieux chefs, mais c'est encore pire lorsqu'un nouveau arrive. Alors on a soudain la nostalgie du vieux. »

Une mèche était tombée de son chignon. Je levai la main et touchai mes cheveux. « J'avais moi aussi une mèche qui était tombée au-dessus de mon oreille. Ces comme ça, la coiffure lapine tient jusqu'à l'automne. Elle froissait son buste et me regardait avec attention. « Quel problème se reproduit si maintenant alors que nous nous tenons à quelques centimètres l'une de l'autre, je le remarque mais j'ai peur de l'histoire de l'histoire ? »

« Il faut reconnaître que moi aussi, je ne me contentais pas exclusivement d'être mon chef, mais on fait et on quitte. Si l'on a décidé de leur mettre en ordre, quand même, on n'est pas... Attendez, attendez, attendez, excusez-moi de le dire, la question se pose-t-elle pour les moments propres à une fois de plus, qu'en est-il, madame ? » Il répondit : « Son visage tendait à être solennel, mais il y avait dans ses yeux le désir d'entendre quelque chose de ce que j'avais entendu. »

« J'ai, répondit-il, respicé. Il m'était difficile et il ne me coûtait rien de doubler sa satisfaction. Mais je ne sais plus que je ne lui raconterais pas l'histoire de l'histoire. »

Dans le reflet qui lui renvoyait la vitre, elle remarqua la mèche qui pendait sur sa nuque habituellement, par habitude. En l'observant de côté, je me demandai à nouveau d'où je connaissais cette femme qui avait tout de moi.

« Il faut que je descende en prochain après le bûche-elle dit. Nous avons, je pense, parlé. Je suis contente que nous nous soyons vus. Venez un dimanche, nous attendons. Promettez-moi. Téléphonez-moi à l'abord pour nous mettre d'accord, tu es notre numéro de téléphone. »

« Bien », dis-je, bien que mon carnet soit rempli de dizaines de numéros de téléphone et que je ne saurais jamais lequel appeler, puisque que j'ignore jusqu'au nom de cette femme.

L'autobus s'arrêta. Elle glissa sa chemise sous le bras pour libérer sa main et me tendit ses doigts mouillés et froids. Elle s'éloigna à petits pas et, parvenue à la porte, se retourna encore une fois vers moi.

« Nous nous attendrons. J'irai te sa entendre ! ». Je ne pouvais pas répondre rien. Je ne pouvais pas parler. Je sentais que je changeais, qu'il fallait que je m'agrippe tout de suite à quelque chose. Parce que je m'appelle Maria.

Parce que Mihadova est née à Plovdiv en 1939. La nouvelle Luce est extraite du recueil Lettres en poste roumaine publié à Sofia en 1984.

Je n'ai jamais...
meilleures, nous...
parents par...
pamours... Elle...
pour pas me...
connaissais, je...
et c'est pour...
plus fort qu'il...
r. on ne sait...
de belle-mère...
elle, qui a son...
Tu as ter...
conduite? La...
e nous nous...
disais que tu...
vrais l'examen...
mètres. Seule...

